

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Les titres décrits dans le présent prospectus ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites.

PROSPECTUS

Premier appel public à l'épargne

Le 30 janvier 2014



SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014

100 000 000 \$ (maximum)
100 000 parts de société en commandite
Prix : 1 000 \$ la part
Souscription minimale : 5 000 \$ (cinq parts)

La société : La Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société ») est un fonds d'investissement à capital fixe. Le présent prospectus vise le placement par la société d'un maximum de 100 000 parts de société en commandite (les « parts »). Les parts seront vendues au prix de 1 000 \$ la part, sous réserve d'une souscription minimale de cinq parts pour un montant de 5 000 \$. Les termes utilisés dans le présent prospectus sont définis au glossaire du présent prospectus.

Objectif de placement : L'objectif de placement de la société consiste à fournir un placement assorti d'une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources en vue de dégager un revenu et réaliser une plus-value du capital pour les commanditaires. La société conclura des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources aux termes desquelles ces sociétés conviendront d'émettre des actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, à la société, d'engager des frais d'exploration au Canada (les « FEC ») dans le cadre de leurs activités d'exploration au Canada et de renoncer à des FEC en faveur de la société. Les commanditaires ayant un revenu suffisant pourront réclamer des déductions aux fins de l'impôt fédéral canadien sur le revenu à l'égard des FEC engagés et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, et ils pourront être admissibles à certains crédits d'impôt à l'investissement déductibles sur l'impôt exigible. Voir « Objectif de placement » et « Incidences fiscales ».

Le gestionnaire et conseiller en valeurs : Goodman & Company, Investment Counsel Inc. agira à titre de gestionnaire de portefeuille et de fonds d'investissement de la société (le « gestionnaire »). Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation, et il est dirigé par Ned Goodman. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire ».

	Prix d'offre	Rémunération des placeurs pour compte ¹⁾	Produit pour la société ²⁾
Prix par part ³⁾	1 000 \$	57,50 \$	942,50 \$
Placement minimal ⁴⁾ (10 000 parts).....	10 000 000 \$	575 000 \$	9 425 000 \$
Placement maximal (100 000 parts)	100 000 000 \$	5 750 000 \$	94 250 000 \$

1) La rémunération des placeurs pour compte est de 5,75 % et sera versée par la société sur le produit de la facilité de prêt.

2) Compte non tenu des frais du présent placement, évalués par le gestionnaire à 400 000 \$, dans le cas du placement minimal, et à 600 000 \$ dans le cas du placement maximal. Cependant, la quote-part des frais de placement revenant à la société est plafonnée à 2 % du produit brut du placement (200 000 \$ dans le cas du placement minimal), et tout excédent des frais de placement sur ce montant sera supporté par le gestionnaire. La quote-part des frais du placement devant être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte seront acquittées par la société sur le produit de la facilité de prêt; la portion des frais du placement devant

être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte ne sont pas déductibles aux fins du calcul du revenu de la société pour l'application de la Loi de l'impôt pour la période financière se terminant le 31 décembre 2014.

- 3) Le gestionnaire a établi le prix de souscription par part.
- 4) Il n'y aura pas de séance de clôture à moins qu'un minimum de 10 000 parts n'aient été vendues. Si des souscriptions visant un minimum de 10 000 parts ne sont pas reçues dans les 90 jours suivant la date d'émission du visa, le présent placement ne pourra se poursuivre, et le produit tiré des souscriptions sera retourné aux souscripteurs, sans intérêt ni déduction, sauf si une modification du présent prospectus est déposée. Le produit tiré des souscriptions parviendra aux placeurs pour compte ou aux courtiers inscrits autorisés par les placeurs pour compte dans l'attente de la clôture initiale et de toute clôture subséquente.

LE PRÉSENT PLACEMENT EST SPÉCULATIF. L'achat de parts comporte des risques élevés, notamment l'usage d'un levier financier. Rien ne saurait garantir un rendement sur le placement initial d'un souscripteur. Les parts conviennent mieux aux particuliers dont le revenu est assujéti à des taux marginaux d'imposition élevés. Les actions accréditives et autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources émis à la société seront habituellement assujéttis à des restrictions à la revente. Il se peut que le gestionnaire, pour le compte de la société, ne soit pas en mesure de trouver un nombre suffisamment important de placements dans des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources pour investir la totalité des fonds disponibles au plus tard le 31 décembre 2014. Par conséquent, il existe la possibilité que le capital soit retourné aux commanditaires et que ceux-ci ne soient pas en mesure de réclamer les déductions prévues du revenu aux fins de l'impôt sur le revenu. Les fluctuations du cours des titres acquis par la société peuvent se produire pour diverses raisons indépendantes de la volonté du gestionnaire ou de la société, et il n'y a aucune assurance qu'un marché adéquat existera pour ces titres. Les activités commerciales des sociétés de ressources sont spéculatives et pourraient être touchées défavorablement par des facteurs sur lesquels ces émetteurs n'ont aucune emprise. Il est possible que les commanditaires qui vendent leurs parts ne réalisent pas un produit égal à leur quote-part de la valeur liquidative en raison de l'impôt à payer sur leurs gains en capital découlant d'une disposition de parts. Les actifs du commandité sont nominaux. Les commanditaires pourraient perdre leur droit à la responsabilité limitée dans certaines circonstances. Voir « Facteurs de risque », « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Conflits d'intérêts » et « Incidences fiscales ». Les souscripteurs devraient consulter leurs propres conseillers professionnels pour évaluer les aspects fiscaux, juridiques et autres du présent placement et, outre les avantages fiscaux, ils devraient considérer le bien-fondé d'un placement dans les parts.

Il n'existe aucun marché pour la vente de ces parts, et les acquéreurs pourraient ne pas être capables de revendre des titres acquis aux termes du présent prospectus, ce qui pourrait avoir une incidence sur la détermination du prix des parts sur le marché secondaire, la transparence et la disponibilité des cours, la liquidité des titres et la portée de la réglementation relative aux émetteurs. Voir « Facteurs de risque ».

Événement de liquidité : La société prévoit verser des liquidités aux commanditaires avant le 1^{er} juillet 2016. Elle prévoit actuellement réaliser une opération de roulement d'OPC, mais si le gestionnaire décide de ne pas réaliser une telle opération, la société convoquera une assemblée extraordinaire pour examiner une opération de liquidité de rechange (une « opération de liquidité de rechange ») devant être approuvée par voie de résolution extraordinaire. La société prévoit réaliser l'opération de roulement d'OPC, s'il en est une, conformément aux modalités de la convention de cession. La réalisation de l'opération de roulement d'OPC ou de l'opération de liquidité de rechange sera assujétiée à l'obtention des autorisations nécessaires, et **rien ne garantit que ces autorisations seront obtenues ni que l'une ou l'autre de ces opérations sera réalisée.** Voir « Dissolution de la société – Événement de liquidité » et « Dissolution de la société – Portefeuilles gérés Dynamique ltée ».

La société a actuellement l'intention de procéder à une opération de roulement d'OPC avec Portefeuilles gérés Dynamique ltée (« PGD ltée »), société d'investissement à capital variable, mais il est possible qu'elle le fasse avec un autre OPC. PGD ltée offre actuellement sept catégories d'actions d'OPC, y compris la Catégorie de ressources PGD, l'OPC représenté par la catégorie d'actions de ressources de PGD ltée (la « Catégorie de ressources PGD »), et chaque catégorie d'actions constitue un OPC distinct (chacun, un « fonds PGD »). PGD ltée et les fonds PGD sont gérés par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. Le gestionnaire est le sous-conseiller de la Catégorie de ressources PGD.

Scotia Capitaux Inc., Marchés mondiaux CIBC inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Financière Banque Nationale inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Valeurs mobilières Dundee ltée, Valeurs Mobilières TD inc., Valeurs Mobilières Burgeonvest Bick, Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Desjardins inc., GMP Valeurs Mobilières S.E.C. et Raymond James Ltée, à titre de placeurs pour compte (collectivement appelés les « placeurs pour compte »), offrent conditionnellement de vendre les parts dans le cadre d'un placement pour compte, sous les réserves d'usage concernant l'acceptation des souscriptions par le gestionnaire au nom de la société et leur vente antérieure, conformément aux conditions de la convention de placement pour compte dont il est question à la rubrique « Mode de placement », et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., au nom de la société et du commandité, et par Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., au nom des placeurs pour compte. **Un membre du même groupe que Valeurs mobilières Dundee ltée, celle-ci étant un des placeurs pour compte, contrôle le gestionnaire et le commandité, ce qui fait que la société est un « émetteur associé » et un « émetteur relié » de Valeurs mobilières Dundee ltée pour l'application des lois sur les valeurs mobilières applicables. La société peut aussi être considérée comme un émetteur associé de BMO Nesbitt Burns Inc., un des placeurs pour compte, car BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du groupe d'une banque qui, à la date de la clôture initiale, devrait être un prêteur de la société. En outre, Scotia Capitaux Inc. est membre du même groupe que PGD ltée. Dans certaines circonstances, Valeurs mobilières Dundee ltée (et les autres placeurs pour compte) peut recevoir des honoraires et, dans certains cas, des droits permettant l'achat d'actions dans le cadre de la vente d'actions accréditatives de la société. Voir « Mode de placement » et « Relation entre la société et les placeurs pour compte ».**

Les souscriptions de parts seront reçues sous réserve d'un droit de rejet ou d'attribution, en totalité ou en partie, et la société se réserve le droit de fermer les livres de souscription à tout moment, sans préavis. Les inscriptions de participations dans les parts et les transferts de celles-ci ne se feront que sans certificats dans le système d'inventaire en compte administré par Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS »). Les participations inscrites en compte représentant la totalité des parts souscrites dans le cadre du placement seront enregistrées à la date de clôture au nom de la CDS, ou de son prête-nom, dans le registre du Fonds tenu par Services aux investisseurs Computershare inc. Le souscripteur ne recevra par conséquent qu'un avis d'exécution du courtier inscrit qui est un adhérent de la CDS et par l'intermédiaire duquel les parts ont été achetées par le souscripteur. On s'attend à ce que la clôture initiale ait lieu vers le 14 février 2014 et à ce que les clôtures ultérieures, s'il en est, aient lieu dans les 90 jours suivant la date d'émission du visa. Voir « Mode de placement » et « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Parts ».

TABLE DES MATIÈRES

<p>ÉNONCÉS PROSPECTIFS..... 1</p> <p>SOMMAIRE DU PROSPECTUS 2</p> <p>PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS 19</p> <p>GLOSSAIRE..... 22</p> <p>VUE D'ENSEMBLE DE LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ 28</p> <p>OBJECTIF DE PLACEMENT 28</p> <p>STRATÉGIES DE PLACEMENT..... 28</p> <p>Sociétés de ressources..... 29</p> <p>Frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada..... 29</p> <p>Stratégies de placement de la société 29</p> <p>Levier 30</p> <p>Crédit d'impôt à l'investissement de l'Ontario pour un placement dans des parts 30</p> <p>SURVOL DE LA STRUCTURE DE PLACEMENT 31</p> <p>Sommaire des opérations dans l'hypothèse où l'opération de roulement d'OPC est réalisée..... 31</p> <p>Calendrier des événements de la société 32</p> <p>VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS DANS LESQUELS LA SOCIÉTÉ FAIT DES PLACEMENTS..... 32</p> <p>RESTRICTIONS DE PLACEMENT 37</p> <p>FRAIS..... 38</p> <p>Frais initiaux 38</p> <p>Frais de gestion 39</p> <p>Prime de rendement 39</p> <p>Dépenses permanentes..... 39</p> <p>Facilité de prêt 40</p> <p>FACTEURS DE RISQUE 40</p> <p>Placements spéculatifs 40</p> <p>Risques liés au secteur..... 40</p> <p>Repli de l'économie mondiale..... 41</p> <p>Variation de la valeur liquidative..... 41</p> <p>Illiquidité des sociétés de ressources non cotées en bourse 41</p> <p>Volatilité des sociétés de ressources de petites et de moyennes tailles..... 41</p> <p>Évaluation des sociétés de ressources non cotées 41</p> <p>Risques liés à l'impôt..... 41</p> <p>Illiquidité des parts..... 43</p> <p>Primes liées aux actions accréditives..... 43</p> <p>Dépendance à l'égard du gestionnaire 44</p> <p>Conflits d'intérêts mettant en cause le gestionnaire 44</p> <p>Possibilité que les commanditaires puissent recevoir des titres non liquides à la dissolution 44</p> <p>Ressources financières du commandité..... 44</p>	<p>Cessibilité des parts 44</p> <p>Restrictions à la revente de titres du portefeuille..... 44</p> <p>Absence de placements acceptables 44</p> <p>Perte possible de la responsabilité limitée..... 45</p> <p>Effet de levier 45</p> <p>POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTIONS 45</p> <p>ACHAT DE TITRES 45</p> <p>RACHAT DE TITRES..... 47</p> <p>INCIDENCES FISCALES..... 47</p> <p>Situation de la société..... 48</p> <p>Imposition de la société 48</p> <p>Imposition des porteurs de titres..... 49</p> <p>Imposition des régimes enregistrés..... 57</p> <p>Incidences fiscales de la politique en matière de distributions de la société..... 57</p> <p>Certaines incidences fiscales du Québec 57</p> <p>MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ 59</p> <p>Commandité..... 59</p> <p>Sommaire de la convention de société..... 60</p> <p>Le gestionnaire et conseiller en valeurs de la société..... 66</p> <p>Conflits d'intérêts 68</p> <p>Comité d'examen indépendant..... 69</p> <p>Agent d'évaluation 70</p> <p>Dépositaire..... 71</p> <p>Auditeur..... 71</p> <p>Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts..... 71</p> <p>Promoteur 71</p> <p>Sociétés en commandite CMP antérieures 71</p> <p>Rendement de certaines sociétés en commandite CMP antérieures 72</p> <p>CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE 75</p> <p>Politiques et procédures d'évaluation 75</p> <p>Information sur la valeur liquidative..... 76</p> <p>CARACTÉRISTIQUES DES TITRES 77</p> <p>Description des titres faisant l'objet du placement..... 77</p> <p>QUESTIONS TOUCHANT LES PORTEURS DE TITRES..... 77</p> <p>Assemblées des porteurs de titres 77</p> <p>Questions nécessitant l'approbation des porteurs de titres..... 77</p> <p>Modification de la convention de société..... 77</p> <p>Rapports aux porteurs de titres 78</p> <p>DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ..... 78</p> <p>Durée 78</p> <p>Événement de liquidité 79</p> <p>Portefeuilles gérés Dynamique Itée..... 79</p> <p>Catégorie de ressources PGD 80</p>
---	--

Sommaire de la convention de cession	82
Dissolution ou continuation	83
EMPLOI DU PRODUIT	83
La société.....	83
MODE DE PLACEMENT	84
RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES PLACEURS POUR COMPTE.....	85
MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES.....	86
INFORMATION SUR LE VOTE PAR PROCURATION POUR LES TITRES DE PORTEFEUILLE DÉTENUS.....	87
Directives et procédures	87
Conflits d'intérêts.....	87
Publication des lignes directrices et des registres sur l'exercice des droits de vote représentés par des procurations	88
CONTRATS IMPORTANTS.....	88
EXPERTS	88
DISPENSES ET APPROBATIONS.....	88
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES.....	89
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	90
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	91
ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ, DU GESTIONNAIRE ET DES PROMOTEURS	96
ATTESTATION DES PLACEURS POUR COMPTE	97

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans le présent prospectus sont des énoncés prospectifs, y compris ceux comprenant des expressions comme « prévoir », « croire », « planifier », « estimer », « être d'avis », « s'attendre à », « pouvoir » ou des mots de la même famille, s'ils se rapportent à la société, au commandité ou au gestionnaire. Ces énoncés prospectifs ne relatent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes de la société, du commandité et (ou) du gestionnaire à l'égard des résultats ou événements futurs. Ces énoncés prospectifs sont soumis à nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent grandement des attentes actuelles. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les changements pouvant survenir dans l'économie mondiale, la situation économique et commerciale générale, la réglementation gouvernementale en vigueur, l'offre, la demande et d'autres facteurs du marché inhérents au secteur des ressources et aux titres des sociétés de ressources, y compris ceux exposés à la rubrique « Facteurs de risque ». À la lumière de nombreux risques et incertitudes que présente le secteur des ressources, il est possible que les énoncés prospectifs contenus dans le présent prospectus ne se réalisent pas. Voir « Facteurs de risque ».

Les énoncés prospectifs figurant aux présentes sont assujettis au présent avertissement. Ils sont faits en date des présentes ou d'une date précisée dans ces énoncés, et ni le commandité, pour le compte de la société, ni aucune autre personne n'assume quelque obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour qu'ils reflètent de l'information, des événements ou un contexte plus récents, sauf tel que l'exige la loi.

SOMMAIRE DU PROSPECTUS

Le texte suivant est un sommaire des principales caractéristiques du placement et doit être lu en tenant compte des renseignements détaillés ainsi que des données et des états financiers qui sont présentés dans le corps du texte. Certains termes et expressions clés utilisés dans le présent sommaire sans y être définis sont définis à la page couverture du présent prospectus ou dans son glossaire.

Émetteur :	Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société »).
Titres offerts :	Parts de société en commandite (les « parts »).
Taille du placement :	Montant maximal de 100 000 000 \$ (100 000 parts). Montant minimal de 10 000 000 \$ (10 000 parts).
Prix :	1 000 \$ la part. Voir « Achat de titres ».
Souscription minimale :	Cinq parts pour un montant de 5 000 \$. Des souscriptions additionnelles pourront être effectuées en multiples d'une part (1 000 \$).
Paiement du prix de souscription :	Le prix de souscription est payable intégralement à la clôture. Voir « Achat de titres ».
Investissement par les administrateurs, les dirigeants et (ou) les membres du même groupe que le commandité :	Les administrateurs, les dirigeants et (ou) les membres du même groupe que le commandité peuvent acheter, au total, jusqu'à 10 % du placement. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Le commandité ».
Objectif de placement :	<p>L'objectif de placement de la société est de fournir un placement assorti d'une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources afin de dégager un revenu et réaliser une plus-value du capital pour les commanditaires. La société conclura des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources en vertu desquelles ces sociétés conviendront d'émettre des actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, à la société, d'engager des FEC dans le cadre d'activités d'exploration au Canada et de renoncer à des FEC en faveur de la société. Les commanditaires ayant un revenu suffisant pourront réclamer des déductions aux fins de l'impôt fédéral canadien sur le revenu à l'égard des FEC engagés et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, et ils pourront être admissibles à certains crédits d'impôt à l'investissement déductibles sur l'impôt exigible.</p> <p>Voir « Objectif de placement » et « Incidences fiscales ».</p>
Stratégies de placement :	Il est prévu dans la stratégie de placement de la société d'investir initialement surtout dans des actions accréditatives de sociétés de ressources qui mènent des activités d'exploration, de mise en valeur et (ou) de production dans les secteurs minier et pétrogazier, ou certaines autres activités de mise en valeurs et (ou) de production d'énergie renouvelable qui a) possèdent une équipe de direction expérimentée; b) se sont dotées d'un solide programme d'exploration; c) peuvent avoir besoin de temps avant d'arriver à maturité; et d) offrent un potentiel de croissance. Il est prévu que les sociétés de ressources comprendront un nombre significatif de jeunes sociétés de ressources. La société prévoit investir les fonds disponibles de manière que les commanditaires qui touchent un revenu suffisant aient le droit de réclamer des déductions à des fins fiscales fédérales canadiennes relativement aux FEC engagés et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la

société et qu'ils puissent être admissibles à certains crédits d'impôt à l'investissement déductibles de l'impôt exigible.

Les sociétés de ressources qui engagent des FEC pourront déduire 100 % de ces dépenses de leur revenu pour les besoins de l'impôt. Ces déductions fiscales pourront être transmises aux investisseurs qui conviennent d'acheter des actions admissibles, ou le droit à de telles actions, à une société de ressources dans le cadre d'une entente aux termes de laquelle celle-ci convient d'engager les FEC et de renoncer à ces dépenses en faveur de ces investisseurs. Les actions émises dans le cadre de telles ententes constituent des « actions accréditatives », selon la définition qui en est donnée dans la Loi de l'impôt. Les FEC engagés en 2015 seront réputés avoir été engagés en date du 31 décembre 2014 dans certaines circonstances. L'utilisation d'une société en commandite permet aux commanditaires de recevoir et d'utiliser des déductions fiscales, tout en leur donnant en même temps une responsabilité limitée, à certaines conditions. Voir « Objectif de placement », « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Responsabilité limitée des commanditaires », « Facteurs de risque » et « Incidences fiscales ».

La société peut investir dans des titres non accréditifs de sociétés de ressources séparément ou en combinaison avec des actions accréditatives de la même société de ressources lorsque ces titres sont offerts en même temps, afin de faciliter l'acquisition de ces actions accréditatives et de réduire le coût moyen du placement dans cette société de ressources.

La société entend obtenir pour les commanditaires les déductions fiscales applicables associées aux actions accréditatives et réduire certains risques des commanditaires en diversifiant le portefeuille de titres de participation des sociétés de ressources devant être détenus par la société en concluant des conventions d'achat d'actions avec les sociétés de ressources, aux termes desquelles chacune des sociétés de ressources s'engagera à dépenser des FEC entre la date à laquelle chacune des sociétés de ressources a conclu une convention d'achat d'actions et le 31 décembre 2015, inclusivement. La société recevra des actions accréditatives, et les sociétés de ressources renonceront aux FEC en faveur de la société. En investissant dans diverses sociétés de ressources, la société bénéficiera des risques réduits associés à la diversification d'un portefeuille. Dans le portefeuille de la société, l'accent devrait être mis sur le secteur minier.

Voir « Stratégies de placement ».

Restrictions de placement :

La société s'efforcera en règle générale, au moment d'un placement, de respecter les lignes directrices suivantes quant à l'affectation des fonds disponibles aux sociétés de ressources :

- a) au moins 80 % des fonds disponibles seront investis dans des sociétés de ressources dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse, et au moins 25 % de ces fonds seront investis dans des sociétés de ressources inscrites à la cote de la TSX, de la New York Stock Exchange (y compris la NYSE Amex Equities), de l'American Stock Exchange, du NASDAQ, de la London Stock Exchange (y compris le marché alternatif de placement (Alternative Investment Market)), de l'Australian Stock Exchange ou de la JSE Securities Exchange (Afrique du Sud);

- b) au plus 20 % des fonds disponibles seront investis dans une même société de ressources;
- c) la société ne sera pas propriétaire de plus de 10 % de toute catégorie des titres de participation ou comportant droit de vote d'une société de ressources ni n'achètera de titres d'une société de ressources dans le but d'exercer un contrôle ou une emprise sur celle-ci, à condition qu'aux fins de ce calcul tous les titres fondés sur des titres de participation appartenant à la société soient réputés avoir été convertis en titres de participation sous-jacents ou avoir été exercés pour obtenir de tels titres, et que tous les titres entièrement payés fondés sur des titres de participation et émis par une société de ressources soient réputés avoir été exercés afin d'obtenir les titres de participation sous-jacents); et
- d) au plus 20 % des fonds disponibles seront au total investis dans des sociétés de ressources qui sont des émetteurs reliés.

Sous réserve des restrictions qui précèdent, les fonds disponibles peuvent être investis dans des émetteurs reliés ou dans des « émetteurs reliés » ou des « émetteurs associés » de Valeurs mobilières Dundee ltée pour l'application des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Sous réserve de la conformité aux lois en valeurs mobilières applicables, la société peut également investir dans des entités reliées au gestionnaire ou acheter un titre d'un émetteur duquel une personne responsable ou une personne ayant des liens avec une personne responsable est un associé, un dirigeant ou un administrateur.

Voir « Restrictions de placement » et « Conflits d'intérêts ».

Facilité de prêt :

La société s'efforcera de maximiser le montant devant être investi dans des actions accréditatives. Par conséquent, la société a l'intention de conclure une facilité de prêt (la « facilité de prêt ») à la date de la clôture initiale avec une banque canadienne qui est membre du groupe de BMO Nesbitt Burns Inc., un des placeurs pour compte. La facilité de prêt sera utilisée à la seule fin de financer la rémunération des placeurs pour compte et les frais du présent placement qui sont payables par la société.

Aux termes de la facilité de prêt, la société pourra emprunter le montant total de la rémunération des placeurs pour compte et des frais du présent placement, jusqu'à concurrence de 7,75 % du produit brut. Si la valeur de l'actif total de la société décline, le montant maximal du levier auquel la société peut s'exposer est de 25 % de l'actif total de la société (soit environ 33 % de sa valeur liquidative). Par conséquent, le montant maximal du levier auquel la société peut s'exposer aux termes de la facilité de prêt est de 1,33 pour 1 (actif total (y compris les positions avec effet de levier) divisé par la valeur liquidative de la société). Les obligations qui incombent à la société aux termes de la facilité de prêt seront garanties par une mise en gage de l'actif détenu par la société.

Voir « Stratégies de placement – Levier », « Frais – Facilité de prêt », « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Financements avec recours limité » et « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Calcul du revenu des commanditaires ».

Emploi du produit :

La société prévoit utiliser le produit brut tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Ce tableau montre aussi une estimation des fonds disponibles. La société

s'efforcera d'utiliser les fonds disponibles principalement pour souscrire des actions accréditives et d'autres titres, de sociétés de ressources conformément à son objectif, à ses lignes directrices et à ses stratégies de placement tels qu'exposés au présent prospectus. Voir « Emploi du produit – La société ». Le produit brut pour la société, la rémunération des placeurs pour compte, les frais du placement et les fonds disponibles sont présentés dans le tableau ci-après :

	Placement maximal	Placement minimal
Produit net		
Produit brut pour la société.....	100 000 000 \$	10 000 000 \$
Rémunération des placeurs pour compte ¹⁾	(5 750 000)\$	(575 000)\$
Frais du placement ¹⁾	(600 000)\$	(200 000)\$
Produit net pour la société.....	<u>93 650 000 \$</u>	<u>9 225 000 \$</u>
Fonds disponibles		
Produit net pour la société.....	93 650 000 \$	9 225 000 \$
Produit provenant de la facilité de prêt ¹⁾	6 350 000 \$	775 000 \$
Frais de la société en commandite 2014 ²⁾	(2 650 000)\$	(600 000)\$
Fonds disponibles	<u>97 350 000 \$</u>	<u>9 400 000 \$</u>

Notes :

- 1) La rémunération des placeurs pour compte correspond à 5,75 % du prix d'offre de chaque part vendue. Les frais du présent placement sont évalués par le gestionnaire à 400 000 \$ pour le placement minimum et à 600 000 \$ pour le placement maximum. Cependant, la quote-part des frais de placement revenant à la société est plafonnée à 2 % du produit brut du placement (200 000 \$ dans le cas du placement minimal), et tout excédent des frais de placement sur ce montant sera supporté par le gestionnaire. La quote-part des frais du placement devant être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte seront acquittées par la société sur le produit de la facilité de prêt; la portion des frais du placement devant être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte ne sont pas déductibles aux fins du calcul du revenu de la société pour l'application de la Loi de l'impôt pour la période financière se terminant le 31 décembre 2014. Voir « Frais – Frais initiaux » et « Frais – Facilité de prêt ».
- 2) Les frais courants de la société pour 2014 ont été estimés par la société et comprennent les frais de gestion et tous les frais engagés dans le cadre de l'exploitation et de l'administration de la société. La société financera les frais courants à partir de sommes réservées sur le produit brut ou du produit de la vente d'actions accréditives qu'elle détient. Voir « Frais ».

Facteurs de risque :

Le présent placement est spéculatif. En date du présent prospectus, la société n'a conclu aucune convention d'achat d'actions avec des sociétés de ressources. Il est probable, si une clôture survient après la clôture initiale, que la société aura alors choisi des placements éventuels ou fait des placements. Outre les avantages fiscaux, les souscripteurs devraient décider si les parts constituent en elles-mêmes un placement de qualité. De plus, l'achat de parts comporte des facteurs de risque considérables, lesquels comprennent notamment les suivants :

- a) un placement dans les parts est de nature spéculative et ne convient qu'aux investisseurs qui sont en mesure d'accepter la perte de la totalité ou d'une partie de leur placement;
- b) rien ne garantit qu'un placement dans la société donnera un taux de rendement précis ou produira un rendement positif à court ou à long terme;
- c) il existe certains risques inhérents à l'exploration de ressources et aux placements dans des sociétés de ressources. Les émetteurs du secteur des ressources pourraient ne pas détenir ou découvrir des quantités commerciales de métaux précieux, de minerais, de pétrole ou de gaz, et leur rentabilité pourrait être touchée négativement par les mouvements

des prix des produits de base, la demande des produits de base, les conditions de l'économie en général, les cycles économiques, l'épuisement imprévu des réserves ou des ressources, les revendications territoriales des Autochtones, les obligations au titre des dommages environnementaux, la concurrence, l'imposition de tarifs, de droits ou d'autres taxes et les règlements de gouvernements;

- d) advenant un repli soutenu de l'économie mondiale ou une récession, rien ne garantit que les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation des sociétés de ressources dans lesquelles la société investit ne seraient pas considérablement touchés;
- e) le prix d'achat par part payé par un souscripteur à une séance de clôture ultérieure à la clôture initiale peut être inférieur ou supérieur à la valeur liquidative globale par part, au moment de l'achat;
- f) la fluctuation de la valeur des parts en raison de celle de la valeur du portefeuille de placements détenu par la société peut découler de nombre de facteurs sur lesquels ni la société ni le gestionnaire n'ont d'emprise, y compris la fluctuation du cours des marchandises et des taux de change et les autres facteurs de risque décrits aux présentes;
- g) étant donné que la société investira principalement dans des actions accréditives émises par des sociétés de ressources, sa valeur liquidative peut être plus volatile que celle des portefeuilles privilégiant des placements plus diversifiés;
- h) le manque de liquidité des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources détenus par la société par suite des restrictions de revente et autres prévues dans les lois sur les valeurs mobilières applicables;
- i) l'absence d'un marché adéquat pour la négociation des titres détenus par la société en raison des fluctuations des volumes des opérations boursières, des cours et des volumes des opérations limités;
- j) la valeur du portefeuille de la société peut être plus volatile que celle de placements plus diversifiés, car la société investit surtout dans des titres de sociétés de ressources de petites et de moyennes tailles;
- k) les difficultés liées à l'évaluation exacte ou à la vente de placements quant à certaines petites sociétés de ressources ou sociétés de ressources non cotées, faisant en sorte que ces placements se négocient à un cours largement inférieur à leur valeur;
- l) les avantages fiscaux découlant d'un placement dans la société sont plus importants pour un commanditaire dont le revenu est assujéti au taux marginal d'imposition le plus élevé;
- m) les modifications ou interprétations défavorables possibles concernant la législation fédérale ou provinciale ou une modification possible de la législation ou des pratiques administratives proposées occasionnant une modification des incidences fiscales de la détention ou de la disposition de parts;
- n) l'omission possible des sociétés de ressources de respecter les dispositions des conventions d'achat d'actions ou de la législation applicable en matière d'impôt sur le revenu concernant la nature des frais auxquels elles ont renoncé en faveur de la société; les

commanditaires peuvent par conséquent voir leur situation réévaluée par l'ARC;

- o) les commanditaires peuvent recevoir des attributions de revenu et (ou) des gains en capital pour une année donnée sans recevoir de distributions en espèces de la société pour cette année qui leur permettent de payer un impôt qu'ils peuvent devoir en raison de leur statut de commanditaires au cours de cette année;
- p) rien ne garantit qu'une proposition de rechange qui remplacerait la règle sur la limitation des pertes ou qu'une modification aux règles EIPD n'aurait pas d'incidences défavorables sur les commanditaires;
- q) l'impôt minimum de remplacement fédéral (ou du Québec) peut limiter les avantages fiscaux pour les commanditaires;
- r) il n'existe aucun marché pour la vente des parts, et les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les parts qu'ils ont achetées aux termes du présent prospectus; on ne prévoit pas qu'un marché public se créera pour les parts;
- s) des actions accréditives peuvent être émises à la société à des prix qui dépassent les cours d'actions ordinaires semblables qui ne permettent pas la renonciation de FEC en faveur des porteurs. La concurrence pour l'achat d'actions accréditives peut faire augmenter la prime à laquelle elles sont disponibles pour la société aux fins d'achat;
- t) les souscripteurs doivent faire confiance au gestionnaire en ce qui concerne la composition du portefeuille de placement de la société, la négociation du prix des titres achetés par la société et la disposition des titres;
- u) le gestionnaire ne recevra ni n'examinera pas toujours les rapports d'ingénierie et autres rapports techniques avant d'effectuer des placements;
- v) le gestionnaire agit, et peut dans le futur agir, comme conseiller en valeurs et (ou) gestionnaire de fonds d'investissement pour nombre de fonds et de sociétés en commandite qui exercent ou peuvent exercer les mêmes activités ou qui recherchent les mêmes occasions d'investissement que la société, ce qui peut donner lieu à des conflits d'intérêts;
- w) rien ne garantit qu'une opération de roulement d'OPC ou une opération de liquidité de rechange sera réalisée;
- x) bien que le commandité ait une responsabilité illimitée à l'égard des obligations de la société et qu'il ait convenu d'indemniser les commanditaires dans certaines situations, ses actifs sont nominaux et il est improbable qu'il dispose d'assez d'actifs pour acquitter les demandes d'indemnisation pouvant découler de ces situations;
- y) la vente d'une part, avant le 31 décembre 2014, pourrait faire en sorte que l'on ne réalise pas les économies d'impôt maximales et un produit égal à la quote-part du commanditaire de la valeur liquidative, et créer une obligation éventuelle au titre de l'impôt sur les gains en capital;
- z) les titres achetés par la société peuvent être assujettis à des restrictions de revente, et, durant ces périodes, la société ne peut les aliéner que

conformément à certaines dispenses réglementaires;

- aa) le gestionnaire, pour le compte de la société, pourrait ne pas être en mesure de trouver un nombre suffisant de placements dans des actions accréditives pour investir la totalité des fonds disponibles au plus tard le 31 décembre 2014 et, par conséquent, il se peut que le capital doive être retourné aux commanditaires et que ces derniers ne soient pas en mesure de réclamer les déductions prévues du calcul de leur revenu pour les fins de l'impôt sur le revenu;
- bb) la perte possible de la responsabilité limitée des commanditaires dans certaines circonstances;
- cc) la responsabilité continue d'un commanditaire de rembourser toute tranche du prix de souscription que la société lui a retournée, sans intérêt, tel qu'il est prévu aux termes de la convention de société, nécessaire à l'acquittement des dettes de la société envers tous les créanciers ayant accordé du crédit ou dont les réclamations ont pris par ailleurs naissance avant le retour de ce montant;
- dd) les risques liés à l'usage d'un levier financier; l'intérêt débiteur et les frais bancaires engagés par la société à l'égard de la facilité de prêt, s'il en est une, peuvent dépasser les gains en capital et avantages fiscaux supplémentaires produits par le placement supplémentaire dans les actions accréditives. Rien ne garantit que la stratégie d'emprunt employée par la société améliorera son rendement.

Voir « Facteurs de risque » et « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Conflits d'intérêts ».

Prix de base rajusté des actions accréditives :

Le prix de base rajusté des actions accréditives détenues par la société est réputé être égal à zéro, de façon à ce que l'ensemble du produit net des frais de vente de ces titres constitue un gain en capital. Si la société dispose d'actions accréditives en contrepartie d'autres titres, le gain ou la perte de la société à la disposition de ces autres titres sera calculé par rapport au coût d'acquisition de ces titres. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs ».

Incidences fiscales :

Le contribuable qui est un commanditaire à la fin d'un exercice financier de la société peut, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition où l'exercice financier de la société prend fin, sous réserve de l'application de plusieurs règles de la Loi de l'impôt qui limitent la capacité d'un commanditaire de déduire certains frais et pertes, déduire ce qui suit :

- a) un montant correspondant à la totalité des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et attribués par celle-ci à ce commanditaire pour l'exercice financier de la société;
- b) un montant correspondant à la totalité des FAC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et réputés être des FEC engagés par la société et attribués par celle-ci à ce commanditaire pour l'exercice financier de la société; et
- c) sa quote-part de toute perte que la société a subie dans son exercice financier, compte non tenu des frais ou des déductions susmentionnés.

De plus, le commanditaire qui est un particulier (autre qu'une fiducie) peut, à l'égard de certains FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et lui ayant été attribués, avoir le droit de réclamer un CII afin de réduire son impôt par ailleurs exigible. Cependant, le montant de ce CII déduit pour une année d'imposition viendra réduire le compte de FCEC d'un commanditaire pour l'année suivante, ce qui pourra potentiellement donner lieu à l'inclusion de ce montant dans son revenu.

Le texte qui précède doit être lu conjointement avec le résumé détaillé des incidences fiscales se trouvant à la rubrique « Incidences fiscales – Imposition des porteurs de titres ».

La société elle-même n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu et elle n'est pas tenue de produire une déclaration fiscale, sauf pour une notice annuelle.

Admissibilité aux fins de placement :

De l'avis de Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la société et du commandité, et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, les parts ne constituent pas des placements admissibles en vertu de la Loi de l'impôt pour fiducies régies par les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les fonds enregistrés de revenu de retraite, les comptes d'épargne libres d'impôt, les régimes enregistrés d'épargne-études, les régimes de participation différée aux bénéfices ni les régimes enregistrés d'épargne-invalidité pour l'application de la Loi de l'impôt (collectivement, les « régimes enregistrés »). De l'avis des conseillers juridiques, si PGD ltée demeure une « société de placement à capital variable » pour l'application de la Loi de l'impôt, les actions de la Catégorie de ressources PGD constituent des « placements admissibles » pour de tels régimes enregistrés. Les souscripteurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux pour savoir si les actions de la Catégorie de ressources PGD constitueraient des placements interdits pour les comptes d'épargne libres d'impôt, les régimes enregistrés d'épargne-retraite ou les fonds enregistrés de revenu de retraite dans leur situation particulière.

Voir « Incidences fiscales » et « Facteurs de risque ».

Incidences fiscales particulières du Québec :

Certaines déductions supplémentaires décrites ci-dessous peuvent être offertes aux commanditaires assujettis à l'impôt sur le revenu du Québec si une société de ressources les offre à la société. Toutefois, rien ne garantit qu'une société de ressources offrira ces déductions supplémentaires à la société.

Le Québec permet une déduction spéciale dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec pour une année d'imposition pouvant aller jusqu'à 150 % de certains frais d'exploration admissibles engagés pour des travaux d'exploration effectués au Québec par une société admissible. En plus de la déduction de base de 100 % relative aux FEC, un particulier assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec peut déduire un montant additionnel égal à 25 % de certains frais d'exploration engagés au Québec par une société admissible. Par ailleurs, un tel particulier peut également déduire un montant supplémentaire égal à 25 % de certains frais d'exploration minière de surface ou pétrogazière engagés au Québec par une société admissible. Conséquemment, un particulier assujetti à l'impôt sur le revenu

du Québec et qui est un commanditaire à la fin de l'exercice de la société peut avoir droit à une déduction pouvant atteindre 150 % de certains frais d'exploration admissibles engagés au Québec et auxquels une société admissible a renoncé en faveur de la société. Une société peut, pour les besoins de l'impôt sur le revenu du Québec, avoir recours au régime d'actions accréditatives susmentionné ou réclamer un crédit d'impôt pour ses frais d'exploration.

Dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, un commanditaire qui est une société assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec peut avoir le droit de déduire, en plus de la déduction de base de la totalité des FEC, un autre 25 % à l'égard de certains FEC engagés dans la « zone d'exploration nordique » du Québec par une société admissible. Par conséquent, pourvu que les conditions applicables de la LSI soient remplies, un commanditaire qui est une société assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec peut avoir le droit de déduire jusqu'à 125 % de certains frais d'exploration engagés au Québec et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur d'une société de ressources qui est une société admissible pour l'application de la LSI.

La LSI prévoit, lorsqu'un contribuable qui est un particulier (y compris une fiducie personnelle) engage dans une année d'imposition donnée des « frais de placement » dont le total excède le montant du revenu de placement gagné dans l'année en question, que l'excédent soit inclus dans le revenu de ce contribuable, ce qui vient annuler la déduction relative à ces frais de placement excédentaires. À ces fins, le revenu de placement comprend les gains en capital imposables qui ne sont pas admissibles à l'exonération des gains en capital à vie. Aussi à ces fins, les frais de placement comprennent certains intérêts et certaines pertes déductibles de la société imputées à un particulier (y compris une fiducie personnelle) assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec et 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, qui ont été attribués à ce commanditaire et qu'il a déduits pour les fins fiscales du Québec, sauf les FEC engagés au Québec. Par conséquent, un maximum de 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et ayant été attribués à ce commanditaire et déduits par celui-ci aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, sauf les FEC engagés au Québec, peuvent être inclus dans le revenu du commanditaire pour les fins de l'impôt sur le revenu du Québec si le commanditaire a un revenu de placement insuffisant, ce qui vient annuler cette déduction. La partie des frais de placement, s'il en est, inclus dans le revenu du contribuable pour une année d'imposition donnée peut être portée en déduction du revenu de placement gagné dans l'une des trois années d'imposition précédentes ou dans une année d'imposition ultérieure, si le revenu de placement excède les frais de placement pour l'année en question.

Voir « Certaines incidences fiscales du Québec ».

Crédit d'impôt à l'investissement de l'Ontario pour un placement dans des parts :

Un particulier (autre qu'une fiducie) qui réside en Ontario et qui est un commanditaire à la fin de l'exercice de la société peut réclamer un crédit d'impôt par actions accréditatives de 5 % à l'égard des « dépenses d'exploration admissibles en Ontario ». Les dépenses d'exploration admissibles en Ontario comprennent généralement les FEC engagés tant à la surface que sous la surface de la terre dans le but de déterminer l'existence, l'emplacement,

l'étendue ou la qualité d'une ressource minérale en Ontario par une société de ressources ayant un établissement permanent en Ontario. Pour être admissible au crédit d'impôt de l'Ontario, le commanditaire doit résider en Ontario à la fin de l'année d'imposition et être assujéti à l'impôt sur le revenu de l'Ontario pour toute l'année d'imposition à l'égard de laquelle le crédit est demandé.

La société transmettra aux commanditaires qui sont des particuliers admissibles les renseignements dont ces derniers ont besoin pour produire une demande de crédit d'impôt à l'investissement provincial à leur portée.

Voir « Objectif de placement – Crédit d'impôt à l'investissement de l'Ontario pour un placement dans des parts ».

Numéros d'identification aux fins de l'abri fiscal : Le numéro d'identification aux fins de l'abri fiscal fédéral de la société est le TS081547. Le numéro d'identification aux fins de l'abri fiscal du Québec est le QAF-13-01521. Les numéros d'inscription attribués à cet abri fiscal doivent figurer dans toute déclaration d'impôt sur le revenu produite par l'investisseur. L'attribution de ces numéros n'est qu'une formalité administrative et ne confirme aucunement le droit de l'investisseur aux avantages fiscaux découlant de cet abri fiscal. Voir « Imposition des porteurs de titres – Numéros d'identification aux fins de l'abri fiscal ».

Rachat de titres : Les parts ne peuvent être rachetées par les commanditaires. Voir « Rachat de titres ».

Politique en matière de distribution : Il n'est pas prévu que la société fasse des distributions importantes aux commanditaires, même s'il ne lui est pas interdit de le faire avant sa dissolution. Voir « Politique en matière de distribution ».

Événement de liquidité : La société prévoit verser des liquidités aux commanditaires avant le 1^{er} juillet 2016. Elle prévoit actuellement réaliser une opération de roulement d'OPC, mais si le gestionnaire décide de ne pas réaliser une telle opération, la société convoquera une assemblée extraordinaire pour examiner une opération de liquidité de rechange devant être approuvée par voie de résolution extraordinaire. En vertu de l'opération de liquidité de rechange, la société peut transférer son actif, sur une base de report d'impôt, à un émetteur inscrit pouvant être géré par un membre du groupe du commandité. La réalisation de l'opération de roulement d'OPC ou d'une opération de liquidité de rechange sera assujéti à l'obtention des autorisations nécessaires. Voir « Dissolution de la société ».

Opération de roulement d'OPC : La société a actuellement l'intention de procéder à une opération de roulement d'OPC avec Portefeuilles gérés Dynamique ltée, société d'investissement à capital variable, mais il est possible qu'elle le fasse avec un autre OPC. Le gestionnaire est le sous-conseiller de la Catégorie de ressources PGD.

La réalisation de l'opération de roulement d'OPC sera assujéti à l'obtention des autorisations réglementaires et autres nécessaires, dont l'autorisation d'aller de l'avant donnée par le comité d'examen indépendant de la société et de l'OPC. **Rien ne garantit que ces autorisations seront obtenues. En outre, le gestionnaire peut déterminer, à son gré, qu'il est dans l'intérêt des commanditaires de ne pas mettre en œuvre l'opération de roulement d'OPC**

à l'égard d'une partie ou de la totalité des actifs de la société.

La société déposera les choix appropriés en vertu de la législation applicable en matière d'impôt sur le revenu pour que cette opération, s'il en est une, ait lieu, dans la mesure du possible, avec report d'impôt.

PGD Ltée est une société d'investissement à capital variable. PGD Ltée offre actuellement sept catégories d'actions d'OPC, y compris des actions de la catégorie de ressources PGD. Chaque catégorie d'actions constitue un fonds distinct (individuellement, un « **fonds PGD** »). La structure à catégories multiples permet aux investisseurs de faire des substitutions entre les différentes catégories sur la base d'un report d'impôt et de repositionner leur portefeuille de placement de manière à répondre à leurs exigences individuelles en termes de placement. Les actions de la Catégorie de ressources PGD sont rachetables au gré de la société à leur valeur liquidative unitaire. Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire de PGD Ltée et de la Catégorie de ressources PGD. Vous trouverez d'autres renseignements sur les fonds PGD, y compris le prospectus simplifié des fonds PGD, au www.sedar.com. L'information figurant dans le prospectus simplifié des fonds PGD ne fait pas partie du présent prospectus et n'y est pas intégrée par renvoi.

Si l'opération de roulement d'OPC ou une opération de liquidité de rechange n'est pas réalisée, la société pourra (i) être dissoute et répartir son actif net au prorata parmi ses commanditaires, ou (ii) sous réserve d'une approbation par voie de résolution extraordinaire, poursuivre ses activités en conservant un portefeuille géré activement, auquel cas elle adoptera une stratégie de placement semblable à celle de la Catégorie de ressources PGD. Voir « Dissolution de la société – Catégorie de ressources PGD ».

Attributions par la société :

À l'égard de chaque exercice de la société, la totalité des FEC qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et dont la date de prise d'effet tombe au cours de cet exercice, 99,99 % de son bénéfice net et sa perte nette seront attribués proportionnellement aux commanditaires qui détiennent des parts le dernier jour de cet exercice, et 0,01 % du bénéfice net et de la perte nette de la société sera attribué au commandité. À la dissolution de la société, les commanditaires auront droit à 99,99 % de l'actif de la société et le commandité, à 0,01 % de l'actif. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société ».

Fonds non engagés retournés par la société :

Si, au plus tard le 31 décembre 2014, la société n'est pas en mesure de conclure des conventions d'achat d'actions pour le plein montant des fonds disponibles, le gestionnaire fera retourner à chaque commanditaire, au plus tard le 30 avril 2015, sa quote-part du montant de l'insuffisance, sauf dans la mesure où de tels fonds pourraient être affectés au financement des activités de la société, y compris les frais de gestion courus ou le remboursement de sommes dues dans le cadre de la facilité de prêt. Les fonds que la société consacre à l'achat d'actions accréditatives ou d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources, et qui lui sont retournés par les sociétés de ressources avant le 1^{er} janvier 2015 pourront être affectés avant le 1^{er} janvier 2015 à l'achat d'actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, d'autres sociétés de ressources. Voir « Stratégies de placement »

Remise des certificats : Les parts ne seront émises qu’au moyen du système d’inscription en compte administré par la CDS, ce qui fait que chaque souscripteur ne recevra qu’un avis d’exécution du courtier inscrit qui est un adhérent de la CDS et par l’entremise duquel les parts ont été achetées par le souscripteur. Voir « Mode de placement ».

Organisation et gestion de la société :	<u>Relation avec la société</u>	<u>Services fournis à la société</u>	<u>Municipalité de résidence</u>
	Commandité	Goodman GP Ltd. est le commandité de la société. Sa seule activité est d’agir à titre de commandité de la société en commandite et de toutes sociétés en commandite éventuelles gérées par le gestionnaire ou les membres de son groupe. Le commandité assume la responsabilité de la gestion des affaires courantes, des investissements et de l’administration de la société, mais il a délégué la direction des affaires quotidiennes, de l’exploitation et des activités au gestionnaire en vertu de la convention de gestion. Le commandité a droit à 0,01 % du bénéfice net et de la perte nette de la société, conformément aux modalités de la convention de société. Le commandité est une filiale en propriété exclusive du gestionnaire.	Le siège social et principal établissement du commandité est situé au 1, Adelaide Street East, 21 ^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.
		Voir « Modalités d’organisation et de gestion de la société – Commandité ».	
	Le gestionnaire et conseiller en valeurs	La société a retenu les services de Goodman & Company, Investment Counsel Inc. pour qu’elle lui fournisse des services d’investissement, de gestion, d’administration et d’autres services. Le gestionnaire est inscrit à titre de conseiller en valeurs, de courtier de marchés non réglementés dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, de gestionnaire de fonds d’investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, de conseillers en valeurs (« investment advisor ») en vertu de la loi des É.-U. intitulée <i>Investment Advisors Act of 1940</i> . Le gestionnaire fournit des conseils en valeurs tant directement qu’à titre de conseiller auxiliaire à des clients institutionnels et particuliers. L’équipe de gestion de portefeuille du gestionnaire est dirigée	Le siège social et principal établissement du gestionnaire se trouve au 1, Adelaide Street East, 21 ^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

par Ned Goodman et Murray John, et inclut Brett Whalen. Ned Goodman, président et chef de la direction du gestionnaire, possède de nombreuses années d'expérience dans diverses activités de placement, notamment dans les domaines de la gestion de portefeuille, des fusions, des acquisitions, des services bancaires d'investissement et de la gestion de sociétés de ressources.

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation. Dundee Corporation est une société de portefeuille ouverte canadienne cotée à la TSX sous le symbole « DC.A ». Au 30 septembre 2013, le gestionnaire gérait un actif d'environ 823 M\$.

Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire de la société ».

Promoteur	Le gestionnaire et le commandité peuvent être considérés comme les promoteurs de la société au sens de la loi sur les valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada en raison de leur initiative en ce qui concerne la création et l'établissement de la société et du fait qu'ils ont pris les mesures nécessaires à la réalisation du placement public des parts. Les promoteurs ne tireront, directement ou indirectement, aucun avantage de l'émission des parts offertes aux présentes, sauf tel qu'il est décrit aux rubriques « Frais » et « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».	Toronto (Ontario)
Agent d'évaluation	SGGG Fund Services Inc. est l'agent d'évaluation de la société et est responsable de lui fournir certains services comptables sous la supervision du gestionnaire, y compris l'évaluation de fonds, le rapprochement et l'établissement de rapports financiers. L'agent d'évaluation aura la responsabilité de	Toronto (Ontario)

fournir tous les services d'évaluation à la société et calculera la valeur liquidative et la valeur liquidative par part conformément aux modalités de la convention de services administratifs. L'agent d'évaluation est indépendant du gestionnaire.

Dépositaire State Street Trust Company Canada Toronto sera nommée, au plus tard à la clôture (Ontario) initiale, à titre de dépositaire du portefeuille de placement de la société aux termes de la convention de dépôt. Le dépositaire n'a pas de lien avec le gestionnaire.

Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts Computershare est l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour les parts. Computershare n'a pas de lien avec le gestionnaire. Toronto (Ontario)

Auditeur L'auditeur de la société est PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés. L'auditeur n'a pas de lien avec le gestionnaire. Toronto (Ontario)

Placeurs pour compte : Les placeurs pour compte sont, collectivement, Scotia Capitaux Inc., Marchés mondiaux CIBC inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Financière Banque Nationale inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Valeurs mobilières Dundee Ltée, Valeurs Mobilières TD inc., Valeurs Mobilières Burgeonvest Bick, Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Desjardins inc., GMP Valeurs Mobilières S.E.C. et Raymond James Ltée. Ils offrent conditionnellement de vendre les parts, sous réserve de leur vente préalable, dans le cadre d'un placement pour compte, sous les réserves d'usage concernant leur émission par la société et leur acceptation par les placeurs pour compte conformément aux conditions de la convention de placement pour compte, et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte de la société, et par Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. pour celui des placeurs pour compte.

Sommaire des frais Le texte qui suit est un sommaire des frais, payables par la société, qui réduiront donc la valeur de votre placement dans la société. (Pour plus de détails, voir « Frais ».)

Frais payables par la société

<u>Type de frais</u>	<u>Montant et description</u>
Rémunération des placeurs pour compte relativement à la vente des titres :	57,50 \$ par part (5,75 %). La rémunération des placeurs pour compte sera payée par la société sur des fonds empruntés par la société sur la facilité de prêt à cette fin. Voir « Frais – Facilité de prêt », « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Financements avec recours limité » et « Mode de placement ».
Frais d'émission :	Les frais du présent placement sont évalués par le gestionnaire à 400 000 \$, dans le cas du placement minimal, et à 600 000 \$ dans le cas du placement maximal. Cependant, la quote-part des frais de placement revenant à la société est plafonnée à 2 % du produit brut du placement (200 000 \$ dans le cas du placement minimal), et tout excédent des frais de placement sur ce montant sera supporté par le gestionnaire. La quote-part des frais du placement devant être payée par la société le sera par celle-ci sur le produit de la facilité de prêt. Voir « Frais – Frais initiaux ».
Frais de gestion :	<p>Le gestionnaire aura droit, pendant la période commençant à la date de la clôture initiale et se terminant à la date la plus rapprochée entre (i) la date d'effet de l'événement de liquidité, et (ii) la date de dissolution de la société, à des frais de gestion annuels correspondant à 2 % de la valeur liquidative. Les frais de gestion seront calculés et payables mensuellement à terme échu au comptant selon la valeur liquidative à la fin du mois précédent (et calculés proportionnellement pour chaque partie de mois, s'il y a lieu).</p> <p>Aucuns frais supplémentaires ne sont payables par la société au gestionnaire. Ni le gestionnaire ni le commandité ne recevront d'honoraires, de commissions, de droits d'achat d'actions de sociétés de ressources ni toutes autres indemnités en contrepartie de leurs services de placeur pour compte ou d'intermédiaire à l'égard</p>

des placements privés d'actions accréditives pour la société. La société a retenu les services de membres du même groupe que le commandité pour qu'ils fournissent certains services administratifs, aux frais de la société, à des conditions non moins favorables que celles dont bénéficient les tierces parties.

Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion », « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Gestion » et « Frais – Frais de gestion ».

Primes de rendement :

Le gestionnaire aura droit à une prime de rendement (la « prime de rendement »), payable par la société sur la base d'une part, selon un montant correspondant à 20 % de l'excédent de la valeur liquidative par part à la date de la prime de rendement (compte non tenu de la prime de rendement), plus toutes les distributions par part versées durant la période comprise entre la date de la clôture initiale et la date de la prime de rendement, sur 1 120 \$. La prime de rendement s'accumulera à chaque date d'évaluation et sera versée aussitôt que possible après la date de la prime de rendement.

Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion » et « Frais – Prime de rendement ».

Frais d'exploitation :

La société paiera les frais qu'elle aura engagés relativement à l'exploitation et l'administration de son entreprise, lesquels comprennent a) les frais d'envoi postal et d'impression des rapports périodiques aux commanditaires; b) les honoraires payables à l'auditeur, au dépositaire et aux conseillers juridiques; c) les taxes et impôts et les droits de dépôt réglementaires permanents; d) les frais pour services relativement aux finances, à la tenue des registres et aux renseignements destinés aux commanditaires et services administratifs

généraux; e) sa quote-part de la rémunération payable au comité d'examen indépendant; f) les menues dépenses raisonnables engagées par le gestionnaire et par le commandité et leurs représentants relativement à leurs obligations continues; g) les intérêts débiteurs liés à la facilité de prêt; et h) les frais liés aux mouvements de portefeuille. Le gestionnaire estime que ces coûts s'élèveront à environ à 550 000 \$ par an dans le cas du placement maximal et à environ 400 000 \$ par an dans le cas du placement minimal. La société financera les frais courants à partir des sommes réservées sur le produit brut ou du produit de la vente d'actions accréditatives qu'elle détient.

La société paiera aussi les dépenses qui peuvent être engagées relativement à la dissolution de la société et à l'événement de liquidité.

Dans le cadre de certains placements de la société, le gestionnaire peut retenir les services de conseillers et de consultants indépendants afin de réaliser un contrôle préalable de sociétés, d'actifs, de biens et de réserves minérales. Au gré du commandité, les honoraires et dépenses engagés par le gestionnaire pour embaucher ces conseillers et consultants indépendants peuvent être imputés à la société au coût.

Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion », « Frais – Frais initiaux » et « Frais – Dépenses permanentes ».

PRINCIPAUX ASPECTS FINANCIERS

Les tableaux suivants présentent certains aspects financiers, d'après les estimations et les hypothèses figurant dans les notes relatives à ces tableaux, pour un commanditaire qui est un particulier (autre qu'une fiducie), qui a investi 1 000 \$, dans l'hypothèse d'un taux d'imposition marginal pour chaque province et territoire, tel qu'il est indiqué dans le tableau II ci-dessous.

Les hypothèses et les calculs suivants ne constituent pas une prévision, une projection ou une estimation des résultats possibles, ni un engagement contractuel ou une garantie. Un placement dans les parts ne convient qu'aux investisseurs qui ont la capacité d'absorber la perte de leur placement. Les avantages fiscaux qui découlent d'un placement dans la société sont plus importants pour le souscripteur qui est un particulier dont le revenu est assujéti au taux d'imposition marginal le plus élevé. Les souscripteurs qui acquièrent des parts dans le but de bénéficier d'avantages fiscaux devraient obtenir l'avis indépendant d'un conseiller en fiscalité qui connaît bien la législation fiscale.

Pour être admissible aux déductions fiscales offertes à l'égard d'une année donnée, le souscripteur doit être un commanditaire à la fin de l'année. On suppose que le commanditaire détient ses parts pendant toutes les périodes. Les investisseurs doivent être conscients que ces calculs reposent sur des hypothèses formulées par le commandité que l'on ne saurait prétendre exhaustives ou exactes à tous égards. Les calculs ne tiennent pas compte de la valeur temporelle de l'argent. Tout calcul de la valeur actualisée devrait tenir compte du calendrier des flux de trésorerie, de la situation fiscale actuelle et future de l'investisseur et de toute modification de la valeur marchande du portefeuille d'actions accréditives ou d'autres titres, s'il en est, détenu par la société. Les calculs ne tiennent pas compte de tout réinvestissement subséquent du produit qui peut être réalisé par la société à la disposition d'actions accréditives. Le commandité a élaboré les exemples qui suivent, qui ne sont pas fondés sur l'avis d'un comptable ou d'un avocat indépendant. Les économies fiscales, les fonds à risques et la valeur de portefeuille des actions accréditives et des autres titres, s'il en est, des sociétés de ressources qui seront réellement réalisés peuvent différer de ceux indiqués ci-dessous. Les données présentées ne constituent pas une indication de la valeur future des parts. Ces données ne sont fournies qu'à titre d'exemple et ne sont pas censées constituer des prévisions d'événements futurs. Rien ne saurait garantir que les résultats présentés se matérialiseront réellement.

TABLEAU I
Avantages fiscaux par placement de 1 000 \$
Selon l'hypothèse du placement maximal (100 M\$)

Année	FEC	Autres déductions*	Déductions globales*	Crédit d'impôt
2014	975 \$	25 \$	1 000 \$	0 \$
À compter de 2015	0 \$	45 \$	45 \$	0
	<u>975 \$</u>	<u>70 \$</u>	<u>1 045 \$</u>	<u>0 \$</u>

Selon l'hypothèse du placement minimal (10 M\$)

Année	FEC	Autres déductions*	Déductions globales*	Crédit d'impôt
2014	941 \$	59 \$	1 000 \$	0 \$
À compter de 2015	0 \$	69 \$	69 \$	0
	<u>941 \$</u>	<u>128 \$</u>	<u>1 069 \$</u>	<u>0 \$</u>

* Les déductions fiscales dont dispose un commanditaire seront limitées à ses fonds investis, qui correspondront à 1 000 \$ par tranche de 1 000 \$ de placement en 2014. Tout excédent des fonds investis pourra être reporté prospectivement et déduit dans les années ultérieures, sous réserve des règles de la Loi de l'impôt. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Limitation imposée à la déductibilité des frais ou des pertes de la société ».

TABLEAU II
Calcul du seuil d'équilibre
Taux d'imposition marginaux les plus élevés

	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Nunavut	T.N.-O.	Yukon
Plus haut taux marginal d'imposition 2014 (sauf pour l'Ontario, voir la note 3).....	45,80 %	39,00 %	44,00 %	46,40 %	46,41 %	49,97 %	46,84 %	50,00 %	47,37 %	42,30 %	40,50 %	43,05 %	42,40 %
À compter de 2015.....	45,80 %	39,00 %	44,00 %	46,40 %	46,41 %	49,97 %	46,84 %	50,00 %	47,37 %	42,30 %	40,50 %	43,05 %	42,40 %

En supposant le placement maximal (100 M\$)

	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Nunavut	T.N.-O.	Yukon
Placement	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Déduire : économies d'impôt découlant des déductions	479 \$	408 \$	460 \$	485 \$	485 \$	522 \$	490 \$	523 \$	495 \$	442 \$	423 \$	450 \$	443 \$
Fonds à risque.....	521 \$	592 \$	540 \$	515 \$	515 \$	478 \$	510 \$	477 \$	505 \$	558 \$	577 \$	550 \$	557 \$
Seuil d'équilibre du produit de la disposition.....	676 \$	736 \$	692 \$	670 \$	670 \$	637 \$	667 \$	636 \$	661 \$	707 \$	723 \$	701 \$	707 \$

En supposant le placement minimal (10 M\$)

	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.	Nunavut	T.N.-O.	Yukon
Placement	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$	1 000 \$
Déduire : économies d'impôt découlant des déductions	490 \$	417 \$	471 \$	496 \$	496 \$	534 \$	501 \$	535 \$	507 \$	452 \$	433 \$	460 \$	453 \$
Fonds à risque.....	510 \$	583 \$	529 \$	504 \$	504 \$	466 \$	499 \$	465 \$	493 \$	548 \$	567 \$	540 \$	547 \$
Seuil d'équilibre du produit de la disposition.....	662 \$	724 \$	679 \$	656 \$	656 \$	621 \$	652 \$	620 \$	647 \$	695 \$	711 \$	688 \$	694 \$

Notes et hypothèses se rapportant aux tableaux I et II :

- 1) Il est supposé que 50 % des gains en capital sont imposables dans le calcul du revenu d'un commanditaire.
- 2) Il est présumé que les actions accréditives détenues par la société sont vendues par celle-ci au prix auquel la société les a acquises. Si les actions accréditives sont achetées à prime par rapport au prix du marché, celui-ci doit s'apprécier pour que la société puisse vendre les actions au prix auquel la société les a acquises. Voir « Facteurs de risque ».
- 3) Dans le tableau II, les plus hauts taux marginaux d'impôt utilisés sont à l'intention des particuliers et sont fondés sur les taux fédéraux, provinciaux et territoriaux actuels et les propositions existantes pour 2014 et 2015, à l'exception du plus haut taux marginal d'impôt pour un particulier résidant en Ontario dont le revenu imposable excède un certain montant, indexé à l'inflation, qui s'élève, pour 2014, à 514 090 \$. Le plus haut marginal d'impôt qui s'applique à ces particuliers est de 49,53 %. Les budgets fédéraux, provinciaux et territoriaux futurs peuvent modifier les taux présentés dans le tableau II et, par conséquent, les économies d'impôt réelles pourraient être différentes de celles suggérées.
- 4) La société engagera des coûts qui pourront être déduits à l'égard de l'impôt sur le revenu, soit la rémunération des placeurs pour compte, les frais du présent placement et l'intérêt sur la facilité de prêt. Cependant, il est présumé que la rémunération des placeurs pour compte et les frais du présent placement seront payés sur le produit de la facilité de prêt. Dans la mesure où la société emprunte afin de payer ces frais, le montant en capital impayé et les intérêts seront un montant à recours limité de la société et ces coûts seront généralement non déductibles jusqu'à ce que le montant emprunté soit remboursé, moment auquel les dépenses seront réputées avoir été engagées dans la mesure du montant remboursé. Le montant de capital remboursé qui a été emprunté à l'égard des dépenses relatives au présent placement, dont la rémunération des placeurs pour compte, sera entièrement déductible dans la mesure où il est raisonnable, à concurrence de 20 % dans l'année de son remboursement, et à concurrence de 20 % au cours de chacun des quatre exercices suivants, et établi au prorata pour les années d'imposition courtes. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Calcul du revenu des commanditaires ».
- 5) Les économies d'impôt correspondent au produit des déductions totales estimatives de l'impôt sur le revenu pour chaque année, multiplié par le plus haut taux marginal d'impôt hypothétique pour cette année. Les économies d'impôt prennent en considération les gains en capital réalisés lors de la vente de l'actif de la société afin de rembourser les fonds qu'elle a empruntés.
- 6) Dans l'hypothèse où le commanditaire n'a pas à payer l'impôt minimum de remplacement. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Impôt minimum de remplacement ».

- 7) Dans l'hypothèse où les fonds disponibles ne soient pas du tout utilisés afin d'acquérir des actions accréditatives de sociétés de ressources qui donneraient droit à un commanditaire au CII non remboursable de 15 % à l'égard de certains FEC miniers de surface « réels » engagés par une société de ressources; cependant, les fonds à risque et le seuil d'équilibre du produit de la disposition peuvent diminuer si la société investit dans des actions accréditatives de sociétés de ressources engagées dans des activités d'exploration minière au Canada dont les frais sont des dépenses d'exploration admissibles en Ontario pouvant bénéficier du CII.
- 8) Sauf pour le Québec, aucun crédit ni aucune déduction provincial ou territorial n'a été pris en compte. Pour les besoins du Québec, il est présumé dans les calculs que les FEC font l'objet d'une renonciation en faveur de la société, par des sociétés de ressources, conformément à la LSI.
- 9) Le seuil d'équilibre du produit de la disposition représente le montant qu'un investisseur doit recevoir pour pouvoir recouvrer ses fonds à risque, après le paiement de l'impôt sur les gains en capital, en présumant que la disposition d'actifs s'effectue au seuil d'équilibre .
- 10) Dans l'hypothèse où le recours pour tout financement du prix de souscription de parts par un commanditaire n'est pas limité et n'est pas réputé limité aux termes de la Loi de l'impôt. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Calcul du revenu des commanditaires ».
- 11) Les données présentées dans les tableaux précédents ayant été arrondies, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
- 12) Il est supposé que la société sera dissoute avant le 1^{er} juillet 2016. Pour les besoins des présents calculs, il est présumé que la prime de rendement est nulle.
- 13) Les calculs reflétés dans les tableaux précédents ne tiennent pas compte de la possibilité que le projet de disposition limitant le transfert des pertes s'applique. Voir « Facteurs de risque – Risques liés à l'impôt ».
- 14) Il est présumé que, seulement pour les fins fiscales provinciales du Québec, le commanditaire qui est un particulier (y compris une fiducie personnelle) résident ou qui est assujéti à l'impôt du Québec touche un revenu de placement qui excède ses frais de placement pour une année donnée. À ces fins, les frais de placement comprennent certains intérêts et pertes d'un commanditaire et 50 % des FEC engagés hors du Québec et déduits pour les fins fiscales du Québec par ce commanditaire. Les FEC non déduits pour une année d'imposition donnée peuvent être reportés à l'une des trois dernières années d'imposition ou à une année d'imposition ultérieure et portés en déduction des revenus de placement gagnés dans l'année d'imposition à laquelle le report est fait dans la mesure où le revenu de placement excède les frais de placement pour cette année. Voir « Facteurs de risque – Risques liés à l'impôt ».

Un placement dans les parts convient le plus aux souscripteurs qui sont des particuliers et dont le revenu est assujéti aux plus hauts taux marginaux d'impôt. Pour se prévaloir des déductions fiscales maximales offertes, les souscripteurs devraient utiliser les déductions fiscales disponibles en 2014 durant leur année d'imposition 2014, et les autres déductions durant l'année où elles sont disponibles. Les souscripteurs devraient savoir que ces calculs sont fondés sur des évaluations et des hypothèses qui ne peuvent être présentées comme étant complètes ou exactes à quelque égard que ce soit. On n'a pas tenu compte de l'impact des crédits d'impôt provinciaux dans le calcul des économies d'impôt. Les calculs supposent que les économies d'impôt sont réalisées pour l'année d'imposition 2014 et pour les années d'imposition à compter de 2015, et ne tiennent pas compte de la valeur temporelle de l'argent. Voir « Facteurs de risque ».

Un particulier qui achète des parts doit avoir un certain revenu imposable minimum pour les besoins de l'impôt fédéral, avant de soustraire les déductions fiscales associées aux parts, pour obtenir les économies estimatives d'impôt indiquées ci-dessus quant au nombre spécifique de parts que ce particulier a achetées. Les souscripteurs qui entendent acheter des parts devraient consulter leurs conseillers fiscaux pour déterminer le montant du revenu imposable exigé en 2014 afin de bénéficier entièrement des économies d'impôt associées à l'achat de parts, y compris l'évitement d'un impôt additionnel à payer en vertu de l'impôt minimum de remplacement.

GLOSSAIRE

Lorsqu'ils sont utilisés dans le présent prospectus, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-dessous :

« **action accréditive** » s'entend d'une action ou du droit d'acquérir une action qui constitue une « action accréditive » selon la définition qui en est donnée au paragraphe 66(15) de la Loi de l'impôt.

« **actions de la Catégorie de ressources PGD** » s'entend des actions de série A de la catégorie d'actions de ressources de PGD ltée.

« **adhérents de la CDS** » s'entend des adhérents du service de dépôt de valeurs de la CDS qui est exploité par la CDS ou pour son compte.

« **agent d'évaluation** » ou « **SGGG** » s'entend de SGGG Fund Services Inc., l'agent d'évaluation de la société conformément à la convention de services administratifs.

« **ARC** » s'entend de l'Agence du revenu du Canada.

« **assemblée extraordinaire** » s'entend d'une assemblée extraordinaire des commanditaires devant être tenue vers le 1^{er} avril 2016, mais dans tous les cas au plus tard le 1^{er} juillet 2016, au gré du commandité, convoquée afin d'examiner : a) une opération de liquidité de rechange, notamment la cession de l'actif de la société sur une base de report d'impôt à un émetteur inscrit pouvant être géré par un membre du groupe du commandité, telle qu'elle est proposée par le commandité; et b) toute autre question, jugée pertinente par le commandité, relative à la liquidation éventuelle de l'actif de la société, à une opération de liquidité de rechange (si elle est approuvée) ou par ailleurs à la dissolution de la société.

« **associé** » s'entend de tout commanditaire ou du commandité, selon le cas.

« **Catégorie de ressources PGD** » s'entend de l'OPC représenté par la catégorie d'actions de ressources de PGD ltée.

« **CDS** » s'entend de Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou son prête-nom, « CDS & Co. », en date du présent prospectus ou son remplaçant.

« **CII** » s'entend d'un crédit d'impôt à l'investissement prévu dans la Loi de l'impôt.

« **clôture** » s'entend de chaque séance de clôture de la vente des parts conformément au présent prospectus.

« **clôture initiale** » s'entend de la première clôture qui est censée tomber vers le 14 février 2014 mais, dans tous les cas, au plus tard 90 jours après la date d'émission du visa.

« **comité d'examen indépendant** » s'entend du comité d'examen indépendant de la société qui a été établi et auquel les questions de conflits d'intérêts seront soumises aux fins d'examen et d'approbation conformément au Règlement 81-107.

« **commanditaire initial** » s'entend de CMP Amalgamation II Corporation.

« **commanditaire** » s'entend de tout propriétaire inscrit d'au moins une part et dont le nom figure dans le registre courant des commanditaires de la société tenu par le commandité aux termes du paragraphe 4(1) de *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) et, là où le contexte l'exige, du commanditaire initial.

« **commandité** » s'entend de Goodman GP Ltd., société prorogée sous le régime des lois de l'Ontario, ou toute autre personne qui devient un associé de la société à titre de remplaçant de Goodman GP Ltd., ou tout autre commandité de la société.

« **Computershare** » s'entend de Services aux investisseurs Computershare inc., l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts des parts.

« **convention d'achat d'actions** » s'entend d'une convention intervenue entre la société et une société de ressources aux termes de laquelle la société souscrit des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, de la société de ressources, et la société de ressources convient d'engager des FEC (à l'égard de ces actions accréditives) après la date de la convention, de renoncer aux FEC en faveur de la société et d'émettre des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, à la société, ainsi que de toute modification et tout supplément pouvant y être apportés à l'occasion.

« **convention de cession** » s'entend de la convention qui sera conclue entre un OPC et la société si le gestionnaire décide de réaliser une opération de roulement d'OPC, ainsi que toute modification, tout supplément, toute reformulation et tout remplacement de celle-ci de temps à autre.

« **convention de dépôt** » s'entend de la convention-cadre de dépôt datée du 14 décembre 2012 conclue entre le gestionnaire et le dépositaire, dans sa version modifiée à l'occasion et dans sa version complétée au moyen d'un instrument d'adhésion daté du 13 janvier 2014.

« **convention de gestion** » s'entend de la convention de gestion devant être conclue au plus tard à la date de clôture initiale entre la société et le gestionnaire, aux termes de laquelle le gestionnaire convient de fournir des services, notamment de placement, de gestion et d'administration à la société.

« **convention de placement pour compte** » s'entend de la convention conclue en date du 30 janvier 2014 entre la société, le commandité, le gestionnaire et les placeurs pour compte aux termes de laquelle les placeurs pour compte ont convenu de faire de leur mieux pour vendre les parts.

« **convention de services administratifs** » s'entend de la convention de services de comptabilité, d'évaluation de fonds et de tenue des registres des porteurs de parts devant être conclue au plus tard à la date de la clôture initiale entre le gestionnaire et l'agent d'évaluation.

« **convention de société** » s'entend de la convention de société datée du 8 novembre 2013, dans sa version modifiée et mise à jour par la convention de société modifiée et mise à jour datée du 30 janvier 2014 régissant la société, qui est intervenue entre le commandité, le commanditaire initial et les personnes admises à titre de commanditaires, ainsi que toute modification, tout supplément, toute reformulation et tout remplacement de celle-ci de temps à autre.

« **date d'évaluation** » s'entend de chaque vendredi où la TSX est ouverte aux fins de négociation (ou du jour de bourse antérieur si la TSX n'est pas ouverte aux fins de négociation).

« **date de la prime de rendement** » s'entend de la date la plus rapprochée entre a) le jour de la cession de l'actif de la société dans le cadre d'une opération de roulement d'OPC, b) la date où une opération de liquidité de rechange est réalisée, et c) le jour précédant immédiatement la date où l'actif de la société est distribué dans le cadre de la dissolution ou de la liquidation des affaires de la société.

« **déclaration** » s'entend de la déclaration déposée en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) aux termes de laquelle la société a été formée, telle que cette déclaration peut être modifiée de temps à autre.

« **dépenses admissibles** » s'entend des dépenses à l'égard de l'exploration et de l'aménagement des ressources qui sont admissibles à titre de FEC (y compris les FEREEC) ou à titre de FAC et qui peuvent faire l'objet d'une renonciation en qualité de FEC à la société.

« **dépositaire** » s'entend de State Street Trust Company Canada, à titre de dépositaire aux termes de la convention de dépôt.

« **É.-U.** » s'entend des États-Unis d'Amérique, de leurs territoires et possessions, de tout État des États-Unis et du district de Columbia.

« **effets de qualité du marché monétaire** » s'entend d'effets du marché monétaire auxquels Standard & Poor's, division de The McGraw-Hill Companies, accorde la plus haute catégorie de notes (« A-1 »), ou auxquels DBRS Limited accorde une note similaire (« R-1 (élevée) »), des bons du Trésor du gouvernement du Canada, des acceptations bancaires et des obligations garanties par le gouvernement, le tout pour une durée d'un an ou moins, et des dépôts auprès de banques ou de sociétés de fiducie canadiennes.

« **émetteur relié** » s'entend d'une société de ressources dont le commandité ou un membre du groupe du commandité, sauf une société en commandite gérée par le commandité ou par les membres de son groupe, individuellement ou ensemble, détiennent à titre de propriétaires véritables, directement ou indirectement, plus de 20 % des titres comportant droit de vote ou des titres de participation en circulation de cette société de ressources, ou exercent une emprise ou un contrôle sur de tels titres, compte tenu de la conversion de tous les titres convertibles de cette société de ressources appartenant au commandité ou aux membres de son groupe, autres que les sociétés en commandite gérées par le commandité ou les membres de son groupe; étant entendu, pour l'application de la définition d'« émetteur relié », a) que tous les titres entièrement libérés, liés à des titres de participation et émis par une société de ressources seront réputés avoir été exercés afin d'obtenir le titre de participation sous-jacent et b) que les placements effectués par le commandité de toute société en commandite antérieure, pour le compte de cette société antérieure, dans une société de ressources, ne devront pas être compris dans le calcul du nombre de titres comportant droit de vote ou de titres de participation en circulation de toute société de ressources détenus par le commandité ou par tout membre du groupe du commandité.

« **événement de liquidité** » s'entend soit de l'opération de roulement d'OPC ou de l'opération de liquidité de rechange.

« **facilité de prêt** » s'entend de la facilité de prêt devant être conclue au plus tard à la date de clôture initiale entre la société et une banque canadienne afin de financer le paiement de la rémunération des placeurs pour compte et des frais du présent placement.

« **FCEC** » s'entend des frais cumulatifs d'exploration au Canada au sens donné au paragraphe 66.1(6) de la Loi de l'impôt.

« **FEREEC** » s'entend des frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada au sens donné au paragraphe 66.1(6) de la Loi de l'impôt.

« **fonds disponibles** » s'entend de la totalité des fonds disponibles de la société sur le produit brut, déduction faite d'une réserve nécessaire pour financer les frais courants de la société, ce qui inclut les frais de gestion et tous les frais engagés dans le cadre de l'exploitation et de l'administration et qui sont décrits à la rubrique « Frais ».

« **fonds PGD** » s'entend de l'une ou l'autre des catégories autorisées d'actions de PGD ltée, y compris les actions de la Catégorie de ressources PGD, dont chacune constitue un OPC distinct.

« **frais d'aménagement au Canada** » ou « **FAC** » s'entend des frais d'aménagement au Canada au sens donné au paragraphe 66.2(5) de la Loi de l'impôt.

« **frais d'exploration au Canada** » ou « **FEC** » s'entend des frais d'exploration au Canada (y compris les FEREEC) au sens donné au paragraphe 66.1(6) de la Loi de l'impôt.

« **gestionnaire** » s'entend de Goodman & Company, Investment Counsel Inc., gestionnaire nommé par la société pour qu'il lui fournisse des services de conseil en valeurs, de gestion de fonds d'investissement, d'administration et d'autres services.

« **groupe CMP** » s'entend des sociétés et des sociétés en commandite indirectement contrôlées par Dundee Corporation, société mère du gestionnaire, qui utilisent ou ont la dénomination « CMP » et qui jouent un rôle pour ce qui est d'investir principalement dans des actions qui constituent des « actions accréditives » au sens du paragraphe 66(15) de la Loi de l'impôt, y compris les sociétés en commandite CMP antérieures.

« **groupe de sociétés Ressources Canada Dominion** » s'entend des sociétés et des sociétés en commandite qui sont contrôlées indirectement par Dundee Corporation, société mère du gestionnaire, qui utilisent ou ont la dénomination « Canada Dominion » et qui jouent un rôle pour ce qui est d'investir principalement dans des actions qui sont des « actions accréditives » au sens du paragraphe 66(15) de la Loi de l'impôt.

« **IFRS** » s'entend des normes et interprétations adoptés par le Bureau international des normes comptables, dans leur version modifiée à l'occasion.

« **IG 11-202** » s'entend de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, telle qu'elle peut être modifiée ou remplacée à l'occasion.

« **jour ouvrable** » s'entend de tout jour de l'année, autre qu'un samedi, un dimanche ou tout jour où la TSX est fermée à Toronto, en Ontario.

« **Leeds** » s'entend de Dundee Leeds Services Inc.

« **Loi de l'impôt** » s'entend de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre.

« **LSI** » s'entend de la *Loi sur les impôts* (Québec), L.R.Q. c. I-3, telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre.

« **OCDE** » s'entend de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

« **OPC** » s'entend d'une société conseillée par le gestionnaire ou un membre du même groupe que ce dernier, qui est un émetteur assujéti visé par le Règlement 81-102, et qui est, ou qui sera aux termes de l'opération de roulement d'OPC, une « société de placement à capital variable » pour l'application de la Loi de l'impôt; et notamment de PGD Itée.

« **opération de liquidité de rechange** » s'entend d'une opération de rechange pour l'opération de roulement d'OPC ou la dissolution de la société, qui peut être proposée par le gestionnaire pour approbation par les commanditaires à l'assemblée extraordinaire et devant être réalisée vers le 1^{er} avril 2016, mais dans tous les cas au plus tard le 1^{er} juillet 2016, au gré du gestionnaire. Toute telle proposition est assujéti à une approbation par voie de résolution extraordinaire.

« **opération de roulement d'OPC** » s'entend d'une opération d'échange aux termes de laquelle la société cédera son actif à un OPC sur la base d'un report d'impôt en contrepartie d'actions d'un OPC et à la suite de laquelle, au plus 60 jours plus tard, les actions de l'OPC seront distribuées aux commanditaires, au prorata, sur la base d'un report d'impôt, à la dissolution de la société.

« **part** » s'entend d'une participation égale et indivise dans l'actif net de la société.

« **PGD Itée** » s'entend de Portefeuilles gérés Dynamique Itée, une « société de placement » à capital variable pour l'application de la Loi de l'impôt qui existe sous le régime des lois du Canada, ses ayants droit autorisés, ou tout remplaçant de ce fonds par suite d'une fusion ou d'une absorption.

« **placement** » s'entend du placement des parts aux termes du présent prospectus.

« **placeurs pour compte** » s'entend collectivement de Scotia Capitaux Inc., Marchés mondiaux CIBC inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Financière Banque Nationale inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Valeurs mobilières Dundee ltée, Valeurs Mobilières TD inc., Valeurs Mobilières Burgeonvest Bick, Corporation Canaccord Genuity, Valeurs mobilières Desjardins inc., GMP Valeurs Mobilières S.E.C. et Raymond James Ltée.

« **prime de rendement** » s'entend de la prime de rendement par part payable au gestionnaire par la société d'un montant égal à 20 % de l'excédent de la valeur liquidative par part à la date de la prime de rendement (compte non tenu de la prime de rendement), plus toutes les distributions par part versées durant la période comprise entre la date de la clôture initiale et la date de la prime de rendement, sur 1 120 \$.

« **prix de souscription** » s'entend, pour chaque part achetée, du montant de 1 000 \$.

« **produit brut** » s'entend du produit brut du présent placement.

« **projet de disposition limitant le transfert des pertes** » s'entend de certaines propositions fiscales publiées le 31 octobre 2003 décrites à la rubrique « Facteurs de risque – Risques liés à l'impôt ».

« **propositions fiscales** » s'entend de toutes les propositions particulières visant à modifier la Loi de l'impôt et son règlement d'application, qui ont été publiquement annoncées par le ministre des Finances (Canada) ou en son nom avant la date des présentes.

« **registre** » s'entend du registre des commanditaires que le commandité est tenu de tenir en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario).

« **règlement d'application** » s'entend du règlement d'application adopté en vertu de la Loi de l'impôt.

« **règlement de la LSI** » s'entend du règlement adopté en vertu de la LSI.

« **Règlement 45-106** » s'entend du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il peut être modifié ou remplacé à l'occasion.

« **Règlement 81-102** » s'entend du *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il peut être modifié ou remplacé à l'occasion.

« **Règlement 81-106** » s'entend du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il peut être modifié ou remplacé à l'occasion.

« **Règlement 81-107** » s'entend du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il peut être modifié ou remplacé à l'occasion.

« **résolution extraordinaire** » s'entend d'une résolution (i) qui est adoptée par au moins 66 2/3 % des voix exprimées à ce sujet à une assemblée des commanditaires dûment constituée pour examiner cette résolution, ou à toute assemblée de reprise de celle-ci, ou (ii) à laquelle un consentement écrit a été donné en un ou plusieurs exemplaires par les commanditaires détenant au moins 66 2/3 % des parts en circulation habilités à voter sur cette résolution à une assemblée dûment constituée.

« **SEDAR** » s'entend du Système électronique de données, d'analyse et de recherche.

« **société** » s'entend de la Société en commandite de ressources CMP 2014.

« **société de ressources** » s'entend d'une société, d'une société en commandite ou d'un autre émetteur dont les activités principales sont l'exploration, la mise en valeurs et (ou) ou la production dans le secteur minier,

l'exploration, la mise en valeurs et (ou) la production dans le secteur pétrolier et gazier, la mise en valeurs et (ou) la production de certaines énergies renouvelables, la mise en valeur, le traitement et (ou) la production des pâtes ou des papiers, ou la mise en valeurs et (ou) la production sylvicoles ou une entreprise connexe du secteur des ressources, par exemple une société de pipelines ou de services ou une entreprise de services publics.

« **sociétés en commandite antérieures** » s'entend, collectivement, (i) des sociétés en commandite CMP antérieures et (ii) de la Société en commandite Ressources Canada Dominion 2012, qui fait partie du groupe de sociétés Ressources Canada Dominion.

« **sociétés en commandite CMP antérieures** » s'entend des sociétés en commandite créées antérieurement, dont la liste figure dans le présent prospectus à la rubrique « Sociétés en commandite CMP antérieures », qui utilisent ou ont chacune la dénomination « CMP » et ont essentiellement le même concept de placement que celui de la société et dont un membre du groupe du commandité a agi à titre de commandité pour chacune d'elles.

« **société liée** » s'entend, à l'égard d'une société de ressources, d'une société liée à la société de ressources, pour l'application de la Loi de l'impôt.

« **souscripteur** » s'entend d'un souscripteur de parts.

« **système d'inventaire en compte** » s'entend du système d'inventaire en compte de la CDS.

« **TSX** » s'entend de la Bourse de Toronto.

« **valeur liquidative** » et « **valeur liquidative par part** » ont le sens qui leur est donné à la rubrique « Calcul de la valeur liquidative ».

« **visa** » s'entend du visa définitif visant le présent prospectus et octroyé conformément à l'IG 11-202.

« **\$** » s'entend des dollars canadiens.

VUE D'ENSEMBLE DE LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

Société en commandite de ressources CMP 2014 est une société en commandite constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) le 8 novembre 2013. Le commandité de la société est Goodman GP Ltd. et le commanditaire initial est CMP Amalgamation II Corporation. L'établissement principal de la société et du commandité est situé au 1, Adelaide Street East, 21^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9. La société n'est pas considérée comme un organisme de placement collectif (OPC) en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

OBJECTIF DE PLACEMENT

Un placement dans les parts a pour objectif premier de fournir un placement assorti d'une aide fiscale dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et autres titres de sociétés de ressources dans le but de dégager un revenu et réaliser une plus-value du capital pour les commanditaires. La société conclura des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources aux termes desquelles ces sociétés conviendront d'émettre des actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, à la société, d'engager des FEC dans le cadre de leurs activités d'exploration au Canada et de renoncer à des FEC en faveur de la société. Les commanditaires ayant un revenu suffisant pourront réclamer des déductions aux fins de l'impôt fédéral canadien sur le revenu à l'égard des FEC engagés et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, et ils pourront être admissibles à certains crédits d'impôt à l'investissement (« CII ») déductibles sur l'impôt exigible. Voir « Incidences fiscales ».

STRATÉGIES DE PLACEMENT

Il est prévu dans la stratégie de placement de la société d'investir initialement principalement dans des actions accréditatives de sociétés de ressources qui mènent des activités d'exploration, de mise en valeur et (ou) de production dans les secteurs minier et pétrolier/gazier, ou certaines autres activités de production d'énergie renouvelable qui a) possèdent une équipe de direction expérimentée; b) se sont dotées d'un solide programme d'exploration; c) peuvent avoir besoin de temps avant d'arriver à maturité; et d) offrent un potentiel de croissance. Il est prévu que les sociétés de ressources comprendront un nombre significatif de jeunes sociétés de ressources.

Les sociétés de ressources qui engagent des FEC pourront déduire la totalité de ces frais dans le calcul de leur revenu pour les besoins de l'impôt. Ces déductions fiscales pourront réellement être transmises aux investisseurs qui conviennent d'acheter des actions admissibles, ou des droits d'acquérir de telles actions, à une société de ressources en vertu d'une entente qui respecte certaines exigences de la Loi de l'impôt (une « convention d'émission d'actions accréditatives ») aux termes de laquelle cette société de ressources convient d'engager des FEC et de renoncer à ces frais en faveur de ces investisseurs. Certaines dispositions de la Loi de l'impôt, ainsi que les lois fiscales provinciales, sont avantageuses pour les commanditaires, notamment le taux d'inclusion des gains en capital de 50 %, le CII de 15 % et les crédits d'impôt provinciaux pour certains FEC attribués aux commanditaires qui sont des particuliers (sauf les fiducies). Certains FAC peuvent être réputés constituer des FEC admissibles à la même déduction de 100 % lorsqu'ils font l'objet d'une renonciation aux termes d'une telle convention d'émission d'actions accréditatives, sous réserve d'une limite de 1 000 000 \$ de ces FAC pour chaque société de ressources dont le « capital imposable utilisé au Canada » n'excède pas 15 000 000 \$. Les actions ordinaires émises aux termes d'une convention d'émission d'actions accréditatives aux termes de laquelle la société de ressources convient de renoncer aux FEC en faveur des investisseurs constituent des « actions accréditatives » pour l'application de la Loi de l'impôt. Les FEC engagés en 2015 seront réputés avoir été engagés en date du 31 décembre 2014 dans certaines circonstances. L'utilisation d'une société en commandite permet aux commanditaires de recevoir et d'utiliser des déductions fiscales, tout en leur donnant en même temps une responsabilité limitée, à certaines conditions. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Responsabilité limitée des commanditaires », « Facteurs de risque » et « Incidences fiscales ».

Sociétés de ressources

La société conclura des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources. Dans le cadre de souscriptions d'actions accréditatives d'une société de ressources, une telle société de ressources déclare à la société être une « société exploitant une entreprise principale » au sens donné au paragraphe 66(15) de la Loi de l'impôt, et qui entend (elle-même ou par l'entremise d'une société liée) engager des FEC sur au moins une propriété au Canada et renoncer à de tels FEC en faveur de la société.

Frais liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie au Canada

Les FEREEC constituent une forme de FEC relatifs aux frais de démarrage engagés dans l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable. En général, les FEREEC ont trait à l'implantation d'installations de production d'énergie à partir d'une autre source que les ressources non renouvelables comme le pétrole, le gaz et le charbon. Par exemple, certains frais engagés dans l'implantation de centrales éoliennes, géothermiques et hydroélectriques au fil de l'eau peuvent constituer des FEREEC. Les dépenses admissibles comprennent les frais engagés pour un branchement en vue de la transmission d'électricité du projet à un acheteur, pour la construction d'une voie d'accès temporaire, pour le défrichage de la terre, pour le génie des procédés opérationnels ou pour l'installation d'une éolienne expérimentale.

Stratégies de placement de la société

Les commanditaires dont le revenu est suffisant auront le droit de réclamer des déductions pour les besoins de l'impôt fédéral sur le revenu au Canada à l'égard des FEC engagés et ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et ils peuvent avoir droit à certains CII déductibles de l'impôt exigible. La société peut investir dans des titres non accréditifs de sociétés de ressources séparément ou en combinaison avec des actions accréditatives de la même société de ressources lorsque ces titres sont offerts en même temps, afin de faciliter l'acquisition de ces actions accréditatives et de réduire le coût moyen du placement dans cette société de ressources (lorsque les actions accréditatives sont achetées à prime par rapport au prix du marché).

La société entend obtenir pour les commanditaires les déductions fiscales applicables associées aux actions accréditatives et réduire certains risques pour ces derniers en diversifiant le portefeuille des titres de participation de sociétés de ressources devant être détenus par la société en concluant des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources afin d'acheter des actions accréditatives, aux termes desquelles chaque société de ressources s'engagera à engager des FEC entre la date de la convention d'achat d'actions conclue par ladite société de ressources et le 31 décembre 2015, inclusivement. La société recevra des actions accréditatives et les sociétés de ressources renonceront aux FEC en sa faveur. En investissant dans plusieurs sociétés de ressources, la société bénéficiera d'une réduction des risques afférents à la diversification d'un portefeuille. On prévoit que la société ciblera des sociétés de ressources du secteur minier pour son portefeuille de placement.

La société compte investir dans un portefeuille diversifié d'actions accréditatives et d'autres titres de sociétés de ressources qui exercent des activités d'exploration, de mise en valeur ou de production dans les secteurs pétrolier et gazier ou minier, ou certaines activités de mise en valeurs et (ou) de production d'énergie renouvelable.

Chaque fois qu'elle le pourra, la société entend obtenir des incitatifs, comme des bons de souscription d'actions, en plus d'acheter des actions accréditatives de sociétés de ressources.

Tout intérêt gagné sur des fonds détenus mais non encore dépensés par la société et tout dividende reçu sur les actions accréditatives et les autres titres, s'il en est, des sociétés de ressources achetés par la société s'accumuleront au bénéfice de cette dernière. L'intérêt et les dividendes gagnés pourront, à la discrétion du commandité, être affectés à l'achat d'actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources, être affectés à l'achat d'effets de qualité du marché monétaire, être affectés au paiement des frais courants de la société, qui sont décrits à la rubrique « Frais », au remboursement de sommes dues dans le cadre de la facilité de

prêt ou au versement de distributions aux commanditaires si le commandité est convaincu que la société peut par ailleurs acquitter ses obligations.

Pour que les commanditaires puissent se prévaloir des déductions fiscales pour l'année civile 2014, certains FEC doivent être engagés d'ici le 31 décembre 2015 et doivent faire l'objet d'une renonciation en faveur de la société au plus tard le 31 mars 2015 pour valoir en date du 31 décembre 2014. Les conventions d'achat d'actions peuvent prévoir que, dans la mesure où des subventions ou crédits d'impôt sont offerts aux investisseurs conformément à un programme provincial d'exploration minérale, les sociétés de ressources devront demander ces subventions ou crédits d'impôt pour le compte de la société et des commanditaires et remettre tous les montants reçus à la société. Cependant, le montant global de ces subventions ou crédits d'impôt, s'il en est, ne devrait pas être important.

Le gestionnaire fera retourner à chaque commanditaire, au plus tard le 30 avril 2015, sa quote-part des fonds disponibles que la société n'aura pas affectés à l'achat d'actions accréditives avant le 1^{er} janvier 2015, sauf dans la mesure où de tels fonds sont censés être affectés au financement des activités de la société, dont les frais de gestion courus, ou au remboursement des sommes dues dans le cadre de la facilité de prêt. Les fonds consacrés par la société à l'achat d'actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources qui lui sont retournés par des sociétés de ressources avant le 1^{er} janvier 2015 peuvent être affectés avant le 1^{er} janvier 2015 à l'achat d'actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, d'autres sociétés de ressources.

Des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, de certaines sociétés de ressources achetées en vertu de dispenses des exigences de prospectus de la législation applicable sur les valeurs mobilières seront assujettis à des restrictions à la revente. De plus, les titres de sociétés de ressources qui ne sont pas émetteurs assujettis (ou l'équivalent) peuvent être soumis à des restrictions de revente indéfinies. On s'attend à ce que les restrictions à la revente applicables à la presque totalité des actions accréditives et des autres titres, s'il en est, des sociétés de ressources (autres que les sociétés de ressources qui ne sont pas des émetteurs assujettis ou l'équivalent) achetées par la société en territoire canadien prennent fin à l'expiration d'une période de quatre mois. Conformément aux règlements, règles et politiques applicables des bourses compétentes et si les lois applicables ne s'y opposent pas, la société pourra vendre les titres qu'elle détient alors et à l'égard desquelles les restrictions à la revente n'ont pas encore pris fin. La société peut emprunter et vendre des actions librement cessibles de sociétés de ressources lorsqu'une occasion de vente appropriée se présente afin de « bloquer » le prix de revente des actions accréditives ou des autres titres, s'il en est, des sociétés de ressources détenus dans le portefeuille de la société.

À des fins fiscales, toute vente d'actions accréditives devrait en règle générale entraîner un gain en capital correspondant au produit net, puisque le coût des actions accréditives est réputé être égal à zéro.

Levier

Aux termes de la facilité de prêt, la société entend emprunter le montant total de la rémunération des placeurs pour compte et des frais du présent placement, jusqu'à concurrence de 7,75 % du produit brut. Par conséquent, si la valeur de l'actif total de la société décline, le montant maximal du levier auquel la société peut s'exposer est de 25 % de l'actif total de la société (soit environ 33 % de sa valeur liquidative). Par conséquent, le montant maximal du levier auquel la société peut s'exposer aux termes de la facilité de prêt est de 1,33 pour 1 (actif total (y compris les positions avec effet de levier) divisé par la valeur liquidative de la société). Les obligations qui incombent à la société aux termes de la facilité de prêt seront garanties par une mise en gage de l'actif détenu par la société.

Crédit d'impôt à l'investissement de l'Ontario pour un placement dans des parts

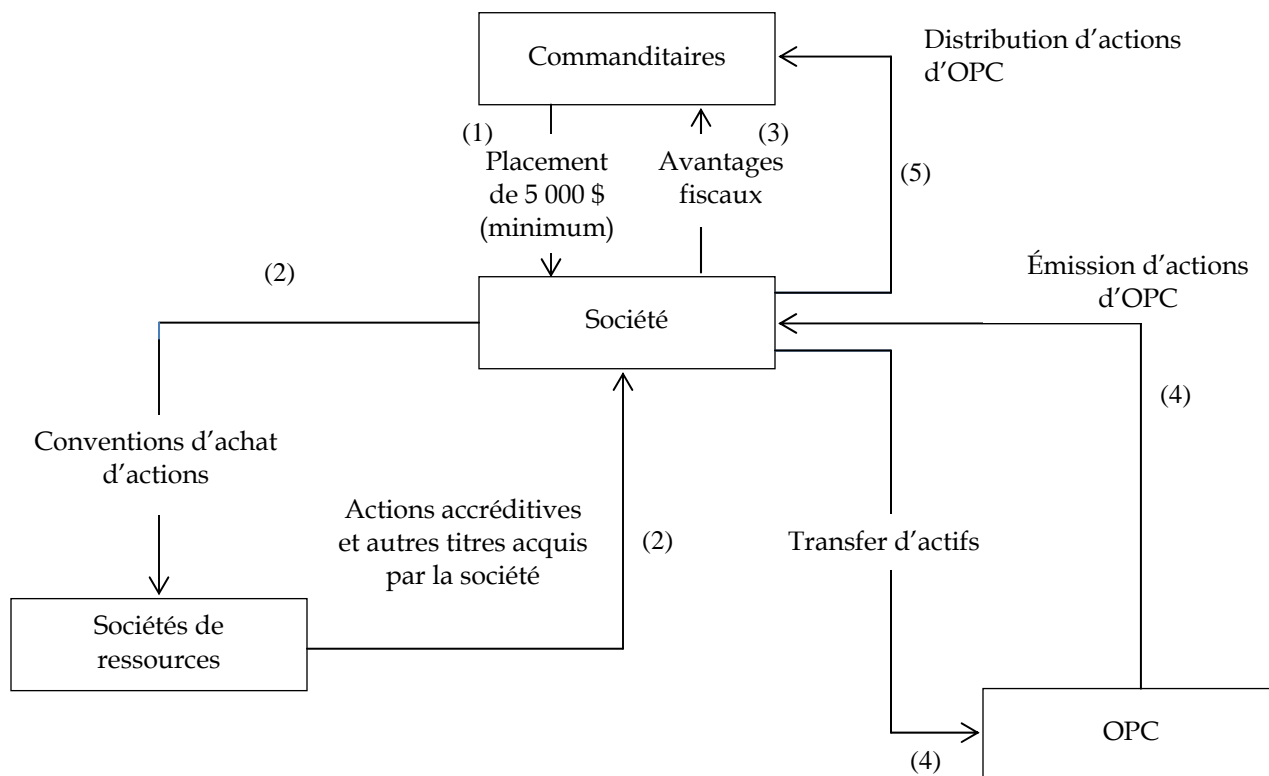
Un particulier (autre qu'une fiducie) qui réside en Ontario et qui est un commanditaire à la fin de l'exercice de la société peut réclamer un crédit d'impôt pour actions accréditives de 5 % à l'égard des dépenses d'exploration admissibles en Ontario. Ces dépenses comprennent généralement les FEC engagés tant à la surface que sous la surface de la terre dans le but de déterminer l'existence, l'emplacement, l'étendue ou la qualité d'une ressource minérale en Ontario par une société de ressources ayant un établissement permanent en Ontario. Pour

être admissible au crédit d'impôt de l'Ontario, le commanditaire doit résider en Ontario à la fin de l'année d'imposition et être assujéti à l'impôt sur le revenu de l'Ontario pour toute l'année d'imposition à l'égard de laquelle le crédit est demandé.

La société transmettra aux commanditaires qui sont des particuliers admissibles les renseignements dont ces derniers ont besoin pour produire une demande de CII provincial dont ils peuvent se prévaloir.

SURVOL DE LA STRUCTURE DE PLACEMENT

Sommaire des opérations dans l'hypothèse où l'opération de roulement d'OPC est réalisée



- 1) Les souscripteurs investissent dans des parts. Le prix de souscription des parts est payable intégralement à la clôture.
- 2) La société conclut des conventions d'achat d'actions.
- 3) Les souscripteurs doivent être des commanditaires le 31 décembre 2014 pour obtenir les déductions fiscales pour cette année.
- 4) La société prévoit mettre en œuvre l'opération de roulement d'OPC avant le 1^{er} juillet 2016, à moins que les commanditaires n'approuvent une opération de liquidité de rechange à une assemblée extraordinaire tenue à cette fin. Si l'opération de roulement d'OPC est réalisée, alors, aux termes de la convention de cession, l'actif de la société sera cédé à un OPC (il est actuellement prévu qu'il s'agira de la Catégorie de ressources PGD de PGD ltée) en échange d'actions d'OPC rachetables sur la base d'un report d'impôt, si les choix appropriés sont effectués.
- 5) Dans le cadre de l'opération de roulement d'OPC, s'il en est une, la société sera dissoute, et les commanditaires recevront leur quote-part des actions d'OPC. Celles-ci seront rachetables au gré des anciens commanditaires.

Calendrier des événements de la société

Événement	Date approximative
Clôture initiale.....	14 février 2014
Déductions fiscales attribuées aux commanditaires ¹⁾	31 décembre 2014
Cession de l'actif à un OPC.....	Avant le 1 ^{er} juillet 2016
Distribution des actions d'OPC aux commanditaires ²⁾	Avant le 1 ^{er} juillet 2016

1) À l'exclusion des déductions fiscales associées aux frais du présent placement et à la rémunération des placeurs pour compte pouvant être déduits après 2014.

2) Les actions d'OPC (qui devraient être les actions de la Catégorie de ressources PGD seront distribuées dès que possible et, quoi qu'il en soit, dans les 60 jours suivant la cession de l'actif, aux termes de la convention de cession, à l'OPC. Les actions d'OPC distribuées aux commanditaires dans le cadre de l'opération de roulement d'OPC, s'il y a lieu, seront rachetables quotidiennement à leur valeur liquidative par action, calculée à toute date où la TSX est ouverte à des fins commerciales (une « date d'évaluation du fonds ») à la valeur liquidative par action calculée à la fermeture des bureaux à cette date d'évaluation du fonds. Les demandes de rachat reçues après la clôture de la séance de négociation à la TSX (habituellement 16 h, heure de Toronto) à une date d'évaluation du fonds prendront effet à la date d'évaluation du fonds suivante.

VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS DANS LESQUELS LA SOCIÉTÉ FAIT DES PLACEMENTS

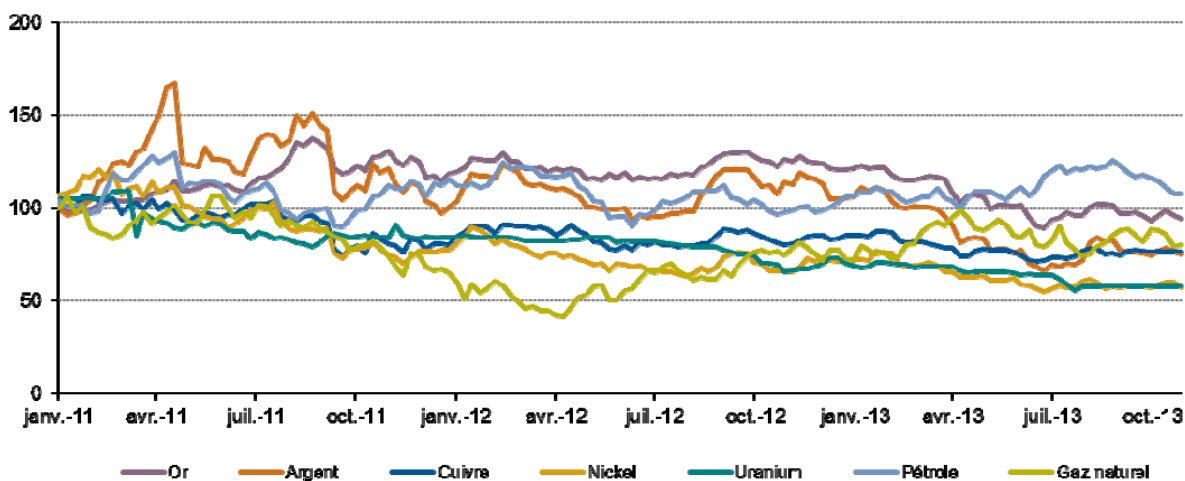
Il est prévu dans la stratégie de placement de la société d'investir initialement surtout dans des actions accréditives de sociétés de ressources qui mènent des activités d'exploration, de mise en valeur dans les secteurs minier et pétrolier/gazier et (ou) certaines autres activités de mise en valeurs et (ou) de production d'énergie renouvelable qui a) possèdent une équipe de direction expérimentée; b) se sont dotées d'un solide programme d'exploration; c) peuvent avoir besoin de temps avant d'arriver à maturité; et d) offrent un potentiel de croissance en ressource et en production. Les sociétés en commandite antérieures comptaient un nombre significatif de jeunes sociétés de ressources. En raison de cette stratégie de placement, la société sera exposée aux marchandises, surtout celles liées aux secteurs minier et de l'énergie (pétrolier/gazier) au Canada, et aux petites sociétés de ressources (souvent des entreprises à petite capitalisation boursière) menant des activités d'exploration et de mise en valeur. En trouvant, en négociant et en investissant des fonds, la société se trouve en concurrence avec d'autres sociétés en commandite ayant une stratégie de placement semblable et d'autres sources de financement (actions et obligations) que les sociétés de ressources peuvent utiliser pour financer leurs programmes d'exploration et de mise en valeur.

1) Marché des marchandises

A) Secteur minier

Après que des sommets historiques aient été atteints en 2010 ou 2011 par pratiquement tous les minéraux métallifères et produits énergétiques, certains secteurs du marché des marchandises (les marchandises de base, les biens industriels, etc.) ont subi une modeste correction causée par la lente croissance des pays en développement et la crise ininterrompue de la dette souveraine dans toute l'Europe.

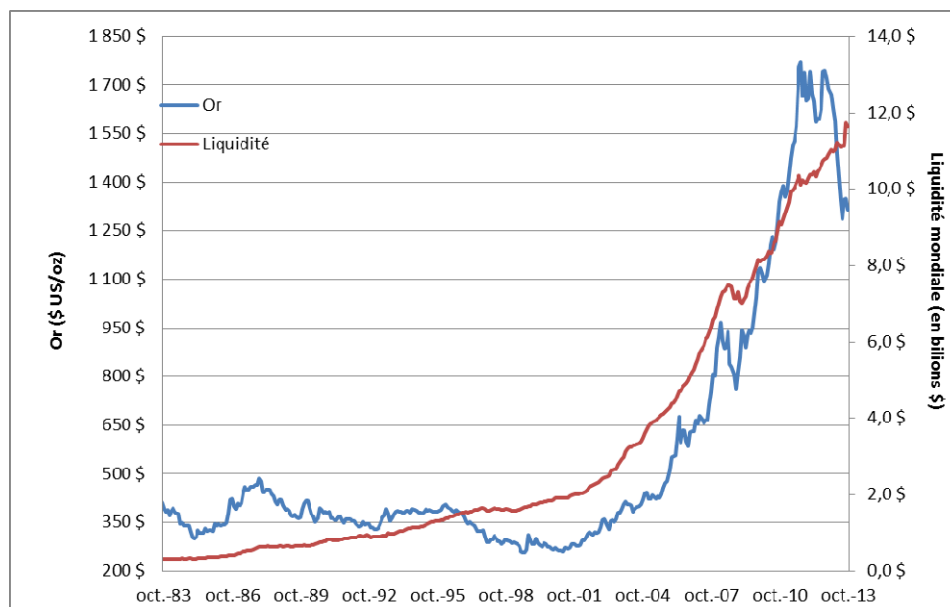
Rendements du cours relatif des marchandises et des métaux communs choisis (depuis 01/01/2011)



Source : Bloomberg Financial Market, au 11 novembre 2013.

Les prix des métaux précieux ont chuté considérablement dans la dernière année alors que, en comparaison, ceux des marchandises de base et en vrac sont demeurés relativement stables pendant la même période. Le gestionnaire est d'avis que les métaux précieux surclasseront probablement les métaux communs dans les quelques prochaines années en raison de nombreux facteurs : la politique fiscale mondiale, y compris la reflation monétaire; le fait que les banques centrales doivent diversifier les réserves de devises pour réduire l'exposition aux réserves « excessives » de dollars américains; l'augmentation de la demande dans les placements dans l'or qui demeure une tendance à long terme; un approvisionnement minier relativement inchangé, avec une production « pic » d'or ayant été atteinte au milieu des années 80; le bouleversement géopolitique continu et la menace de l'inflation puisque les investisseurs recherchent des marges fixées pour protéger leur capital; et le contexte propice aux prix des marchandises. De plus, la dernière année a vu les marchés boursiers et le dollar américains afficher de solides gains ce qui a fait en sorte que les obligations ont été tranquillement délaissées au profit des actions. Le marché haussier des actions et le renforcement du dollar américain ont aussi eu une incidence négative sur le prix des marchandises. Sans tenir compte du transfert de fonds entre catégories d'actif, le rendement économique sous-jacent ne s'est pas amélioré pendant la dernière année, aux États-Unis comme ailleurs. Les pays continuent d'alourdir leur dette publique dans un effort de croissance du PIB réel et le gestionnaire croit que cette tendance se maintiendra, poussant à la hausse l'inflation réelle et les prix des biens durables.

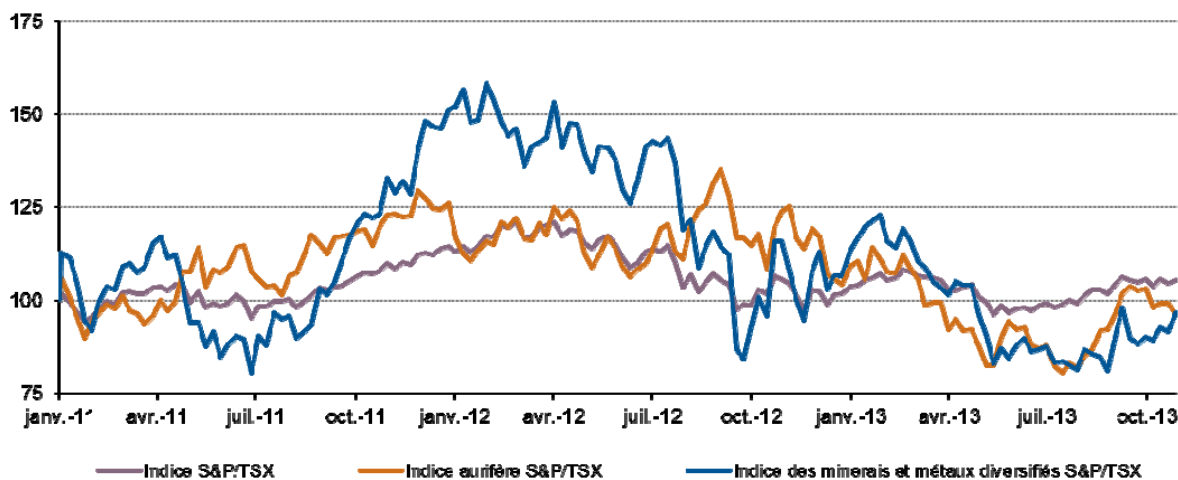
Cours de l'or c. liquidité mondiale (monnaie de base : \$ US)



Source : Dundee Wealth Economics, IMF et Federal Reserve.
Au 12 novembre 2013.

Le gestionnaire est d'avis que ce contexte ne changera pas pendant la durée de vie de la société et que les prix des métaux précieux demeureront au moins aux niveaux enregistrés récemment.

Rendement relatif des indices (depuis 01/01/2011)



Source : Bloomberg Financial Market, au 11 novembre 2013.

Le gestionnaire continue de croire que nous sommes dans un marché haussier pour longtemps dans le cas des marchandises de base et en vrac. Les facteurs à l'origine du marché haussier incluent la demande accrue de marchandises de la Chine et de pays en développement ainsi que l'offre restreinte des ressources non renouvelables. Les cours des marchandises en vrac et des métaux de base sont directement liés au niveau d'activités économiques mondiales. Bien que les prévisions de croissance des pays en développement aient été révisées à la baisse, le gestionnaire est toujours d'avis qu'il y aura une modeste croissance mondiale qui,

combinée au réapprovisionnement de stocks des pays développés, devrait continuer de maintenir le cours des marchandises en vrac et de la plupart des métaux communs à des niveaux sains pendant la durée de vie de la société.

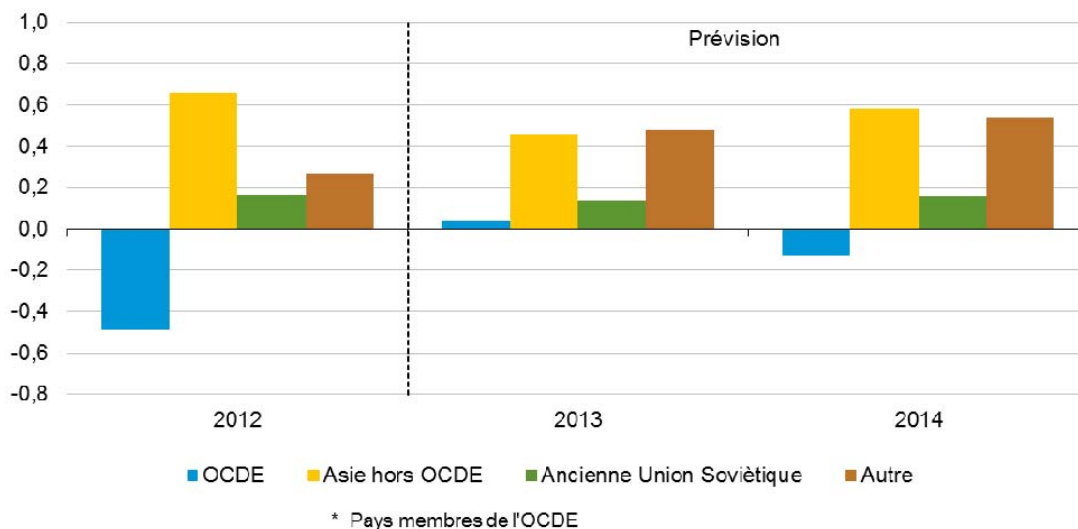
À l'approche de 2014, un ralentissement de la croissance de la demande mondiale est prévu (dettes publiques en hausse, pressions de la récession qui s'installent dans la zone euro, lente croissance de la Chine, etc.), mais pas une chute du niveau absolu de la demande. Les cours des marchandises en vrac et des métaux précieux devraient par conséquent demeurer au moins à leur niveau actuel pendant la durée de vie de la société puisque l'aménagement en infrastructure et la construction se poursuivent dans les pays en développement.

B) Secteur de l'énergie

Marchés pétroliers

La demande mondiale de pétrole n'a cessé de croître au rythme de plus d'un million de barils par jour en 2013 et le gestionnaire s'attend à une croissance semblable en 2014. Cette croissance est stimulée par une augmentation de la demande dans les pays hors OCDE, plus particulièrement la Chine et les pays du Moyen-Orient et de l'Amérique Centrale et du Sud. La demande de l'OCDE devrait continuer de diminuer légèrement, freinée par l'Europe et le Japon. L'augmentation de l'approvisionnement mondial en pétrole est entraînée par une croissance de plus d'un million de barils par jour en Amérique du Nord. Les stocks mondiaux demeurent à des creux historiques, les perturbations de la production à l'échelle mondiale retenant près de trois millions de barils de pétrole par jour. Ces perturbations surviennent tant chez les producteurs membres que non-membres de l'OPEP, mais sont plus importantes en Lybie, en Iran, en Irak et au Nigéria. Cet équilibre entre l'augmentation de la demande mondiale de pétrole, celle de l'approvisionnement en pétrole en Amérique du Nord et celle des perturbations de la production de pétrole à l'échelle mondiale porte le gestionnaire à croire que les cours mondiaux du pétrole (comme le Brent de la mer du Nord) demeureront forts tout au long de 2014.

Croissance de la consommation mondiale de gaz liquides
million de barils par jour



Source: Short-Term Energy Outlook, décembre 2013.

L'Amérique du Nord demeure le moteur de la croissance de l'offre de pétrole mondiale, ce qui fait que le gestionnaire peut choisir les placements de la société en énergie parmi une foule de solides sociétés en croissance. Cette forte croissance de la demande signifie que les prix nord-américains continueront de se négocier légèrement sous le prix de référence international. Les différences de prix régionales en Amérique du Nord continueront de

fluctuer, mais la flexibilité des connexions de chargement et de déchargement ferroviaires et l'expansion des infrastructures de pipeline font en sorte que ces fluctuations régionales sont des fluctuations plutôt à court terme. La croissance de la demande en pétrole nord-américain, combinée aux prix élevés, crée des rendements attrayants pour les titres de sociétés actives dans l'exploration et la production de pétrole, et le gestionnaire continue de favoriser ces entreprises dans sa gestion de la société.

Marché du gaz naturel

L'offre américaine en gaz naturel continue de croître malgré la faiblesse persistante des prix en 2013. Les prix du gaz naturel demeurent limités à une certaine fourchette, les coûts de la transition du charbon au gaz naturel étant à la hausse et les coûts de l'offre en gaz naturel étant à la baisse. La volatilité due au climat reste une caractéristique de la nature saisonnière du marché du gaz naturel, mais le gestionnaire s'attend que cette volatilité soit de courte durée étant donné la flexibilité de l'offre. La croissance de l'offre est toujours propulsée par les thèmes Marcellus et Utica dans le nord-est des États-Unis, ainsi que par le gaz naturel produit avec le pétrole, conjointement avec des thèmes de gaz naturel riche en liquides, les résultats économiques étant tributaires des liquides du gaz naturel (comme le condensat, le butane et le propane), plutôt que du gaz naturel. Cette croissance de l'offre en gaz naturel, qui surpasse la croissance de la demande, continue de soutenir la croyance du gestionnaire selon laquelle les prix du gaz naturel seront limités à une fourchette de prix modeste encore quelque temps. Au Canada, quelques thèmes clés génèrent de solides rendements dans le secteur du gaz naturel riche en liquides dans le bassin profond de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Des thèmes comme ceux de Montney, Duvernay et Wilrich, notamment, produisent de forts rendements pour les entreprises possédant des terrains clés et dont les frais d'exploitation sont peu élevés. Ces ressources sont par ailleurs potentiellement intéressantes pour les grandes sociétés activement engagées dans les exportations potentielles de gaz naturel liquide depuis la côte de la Colombie-Britannique. Conséquemment, le gestionnaire continue de concentrer ses investissements en gaz dans des entreprises qui possèdent des terrains clés dans le bassin profond de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et qui affichent à la fois une croissance de production et des frais d'exploitation peu élevés.

Le tableau 1 ci-dessous présente l'exposition approximative aux marchandises de certaines sociétés en commandite CMP antérieures en 2012 et 2013 :

Tableau 1

Sociétés en commandite antérieures	En date du	Or et métaux précieux	Métaux de base et marchandises en vrac	Uranium	Énergie de remplacement	Énergie
CMP 2012.....	31 décembre 2013	43 %	18 %	5 %	0 %	34 %
CMP 2013.....	31 décembre 2013	35 %	7 %	16 %	0 %	42 %

Source : estimations du gestionnaire.

D'après son aperçu actuel du secteur minier, le gestionnaire devrait se concentrer sur les entreprises ayant une exposition à l'or, au cuivre, au zinc et aux diamants plutôt que sur d'autres métaux. Dans le secteur de l'énergie, il est probable que le gestionnaire mette l'accent sur les sociétés d'exploration à la recherche de réserves de gaz naturel qui sont économiquement viables aux prix actuels et sur les sociétés qui se concentrent sur des thèmes pétroliers inhabituels en se fiant à de nouvelles techniques de forage et de complétion.

II) Contexte de l'industrie pour les sociétés de ressources d'exploration et de mise en valeur

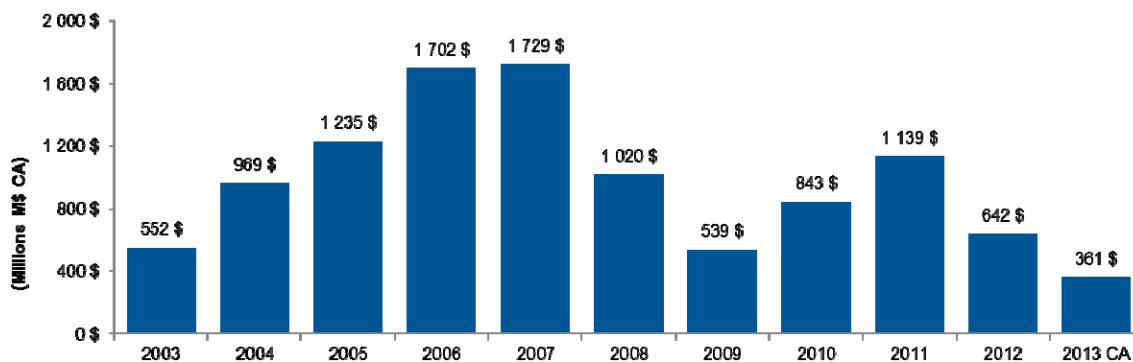
Au cours des dernières années, le cours des marchandises a subi une modeste correction, bien que le cours des actions de la plupart des sociétés de ressources ait été exposé à d'importantes pressions de vente en raison de la structure de coûts de la plupart des mines et de l'effet de levier créé par les coûts de production marginaux. Pour les entreprises de production, les flux de trésorerie internes seront la principale source de financement des nouveaux projets et des nouvelles opérations (c.-à-d. qu'elles ne feront pas appel aux sources du

marché financier), tandis que presque toutes les entreprises d'exploration et de mise en valeur devront attendre que les prix des ressources rebondissent ou elles devront lever des fonds au niveau sous-optimal du cours.

III) Concurrence

Les programmes d'immobilisations de la société sont en concurrence avec d'autres sociétés en commandite qui focalisent sur le placement dans les actions accréditives de sociétés de ressources pour trouver des idées de placement viables, et le financement par actions accréditives est en concurrence avec d'autres types de financement qui permettent aux sociétés de ressources de financer leurs programmes d'investissement.

Taille du secteur des sociétés en commandite accréditives : 2003 - 2013 CA*



* Au 25 octobre 2013.

Le niveau de concurrence dépend en grande partie du niveau des activités d'exploration (la demande pour du financement), de la conjoncture financière pour les nouvelles émissions d'émetteurs du secteur des ressources et de la taille des placements réalisés par les grands émetteurs d'actions accréditives de sociétés en commandite (l'offre pour du financement). Les produits recueillis par les grands émetteurs d'actions accréditives de sociétés en commandite ont constamment augmenté entre 2002 et 2006, et ont connu un pic en 2007, soit plus de 1,7 G\$. Le financement des sociétés en commandite accréditives en 2013 demeure bien en deçà des niveaux enregistrés après la crise financière de 2009, ce qui signale un manque de demande générale pour les investissements en ressources fiscalement avantageux. Le mauvais état du marché des actions de ressources et l'accès limité au capital traditionnel pour les petites sociétés de ressources devraient être favorables à la construction d'un portefeuille de sociétés d'exploration et de mise en valeurs intéressantes ayant des évaluations raisonnables.

RESTRICTIONS DE PLACEMENT

La société s'efforcera en règle générale, au moment d'un placement, de respecter les lignes directrices suivantes quant à l'affectation des fonds disponibles aux sociétés de ressources :

- a) au moins 80 % des fonds disponibles seront investis dans des sociétés de ressources dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse et au moins 25 % des fonds disponibles seront investis dans des sociétés de ressources inscrites à la cote de la TSX, de la New York Stock Exchange (y compris la NYSE Amex Equities), du NASDAQ, de la London Stock Exchange (y compris le marché alternatif de placement (Alternative Investment Market)), de l'Australian Stock Exchange ou de la JSE Securities Exchange (Afrique du Sud);
- b) au plus 20 % des fonds disponibles seront investis dans une même société de ressources;

- c) la société ne sera pas propriétaire de plus de 10 % de toute catégorie des titres de participation ou comportant droit de vote (et, pour les besoins de ce calcul, tous les titres fondés sur des titres de participation appartenant à la société seront réputés avoir été convertis en titres de participation sous-jacents ou avoir été exercés pour obtenir ces titres et tous les titres entièrement payés fondés sur des titres de participation et émis par une société de ressources seront réputés avoir été exercés afin d'obtenir les titres de participation sous-jacents) d'une société de ressources, ni n'achètera les titres d'une société de ressources dans le but d'exercer un contrôle ou une emprise sur celle-ci;
- d) au plus 20 % des fonds disponibles seront investis dans des sociétés de ressources qui sont des émetteurs reliés.

Sous réserve des restrictions qui précèdent, les fonds disponibles peuvent être placés dans des émetteurs reliés ou dans des « émetteurs reliés » ou des « émetteurs associés » de Valeurs mobilières Dundee Ltée pour l'application des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Sous réserve de la conformité aux lois en valeurs mobilières applicables, la société peut également investir dans des entités reliées au gestionnaire ou acheter un titre d'un émetteur pour lequel une personne responsable ou une personne ayant des liens avec une personne responsable est un associé, un dirigeant ou un administrateur.

Aux termes de la facilité de prêt, la société pourra emprunter le montant total de la rémunération des placeurs pour compte et des frais du présent placement, jusqu'à concurrence de 7,75 % du produit brut.

Toute modification aux restrictions, aux objectifs et aux stratégies de placement de la société, tels qu'énoncés dans la convention de société, nécessite le consentement des commanditaires obtenu par voie de résolution extraordinaire. Voir « Questions touchant les porteurs de titres – Questions nécessitant l'approbation des porteurs de titres ».

FRAIS

Frais initiaux

La rémunération des placeurs pour compte et les frais du présent placement seront payés par la société à partir des fonds qu'elle a empruntés sur la facilité de prêt à cette fin. Aux termes de la convention de placement pour compte, les placeurs pour compte recevront une commission de vente de 57,70 \$ ou 5,75 % du prix de souscription pour chaque part vendue. Voir « Mode de placement ». Les frais du présent placement comprennent les coûts de création et d'organisation de la société, les coûts d'impression et de préparation du prospectus, les honoraires juridiques de la société et du commandité, les frais de commercialisation, les frais juridiques et les autres menues dépenses raisonnables engagés par le commandité et les placeurs pour compte, de même que d'autres frais accessoires, lesquels sont estimés par le gestionnaire à 400 000 \$ dans le cas du placement minimal et à 600 000 \$ dans le cas du placement maximal. Cependant, la quote-part des frais de placement revenant à la société est plafonnée à 2 % du produit brut (200 000 \$ dans le cas du placement minimal), et tout excédent des frais de placement sur ce montant sera supporté par le gestionnaire. Le montant en capital impayé de l'emprunt sera réputé un montant à recours limité de la société aux termes de la Loi de l'impôt contribuant à réduire les dépenses connexes du montant en capital impayé. Au moment où la totalité ou une partie de la dette sera remboursée par la société, les dépenses connexes seront réputées avoir été engagées par la société au moment du remboursement et jusqu'à concurrence de celui-ci à condition que le remboursement ne soit pas effectué dans le cadre d'une série de prêts ou d'autres dettes et remboursements. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Limitation imposée à la déductibilité des frais ou des pertes de la société ».

Frais de gestion

En contrepartie des services du gestionnaire et conformément aux modalités de la convention de gestion, la société versera au gestionnaire une rémunération annuelle correspondant à 2 % de la valeur liquidative. Les frais de gestion seront calculés et payables mensuellement à terme échu au comptant en fonction de la valeur liquidative à la fin du mois précédent (et au prorata de toute partie de mois, s'il y a lieu).

Aucuns frais supplémentaires ne sont payables par la société au gestionnaire. Ni le gestionnaire ni le commandité ne recevront d'honoraires, de commissions, de droits d'achat d'actions de sociétés de ressources ni toutes autres indemnités en contrepartie de leurs services de placeur pour compte ou d'intermédiaire à l'égard des placements privés d'actions accréditives pour la société. La société a retenu les services de membres du même groupe que le commandité pour qu'ils fournissent certains services administratifs, aux frais de la société, à des conditions non moins favorables que celles dont bénéficient les tierces parties.

Prime de rendement

Le gestionnaire aura droit à la prime de rendement, payable sur la base d'une part, dont le montant sera égal à 20 % de l'excédent de la valeur liquidative par part à la date de la prime de rendement (compte non tenu de la prime de rendement), plus toutes les distributions par part versées durant la période comprise entre la date de la clôture initiale et la date de la prime de rendement, sur 1 120 \$.

La prime de rendement s'accumulera à chaque date d'évaluation et sera versée dès que possible après la date de la prime de rendement. La prime de rendement sera payée par l'OPC advenant la cession des actifs de la société à l'OPC aux termes de l'opération de roulement d'OPC. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion ».

Dépenses permanentes

La société réglera toutes les dépenses (y compris les taxes applicables) engagées dans le cadre de ses activités et de son administration. Il est prévu que ces dépenses incluront a) les frais d'envoi par la poste et d'impression des rapports périodiques à l'intention des commanditaires, b) la rémunération payable à l'auditeur, au dépositaire et aux conseillers juridiques, c) les taxes et impôts et les droits de dépôt réglementaires permanents, d) la rémunération payable pour la prestation de services financiers, de tenue de registres et de production d'informations aux commanditaires de même que de services administratifs généraux, e) la quote-part de la société de la rémunération du comité d'examen indépendant, f) les menues dépenses raisonnables engagées par le gestionnaire et le commandité et leurs mandataires dans le cadre de leurs obligations continues, g) les intérêts débiteurs liés à la facilité de prêt et h) les frais liés aux mouvements de portefeuille. Le gestionnaire estime que ces coûts s'élèveront à environ à 550 000 \$ par an dans le cas du placement maximal et à environ 400 000 \$ par an dans le cas du placement minimal. La société financera les frais courants à partir des sommes réservées sur le produit brut ou du produit de la vente d'actions accréditives qu'elle détient.

La société réglera également toutes les dépenses pouvant être engagées dans le cadre de l'opération de roulement d'OPC, d'une opération de liquidité de rechange et de la dissolution de la société.

Dans le cadre de certains placements de la société, le gestionnaire peut retenir les services de conseillers et de consultants indépendants afin de réaliser un contrôle préalable des activités, de l'actif, des biens et des réserves minérales de sociétés de ressources. Au gré du commandité, les honoraires et dépenses engagés par le gestionnaire pour embaucher ces conseillers et consultants indépendants peuvent être imputés à la société au coût.

Des membres du même groupe que le gestionnaire peuvent fournir des services à la société, et leurs honoraires seront payés par la société. Toute participation de ces entités du même groupe s'effectuera selon des modalités aussi avantageuses pour la société que celles offertes par des tiers pour des services comparables. Leeds, un membre du même groupe que le gestionnaire, fournit certains services comptables de fonds, services

d'administration de portefeuille et services d'évaluation à la société en vertu d'une convention de services conclue avec le gestionnaire. Valeurs mobilières Dundee Ltée, un des placeurs pour compte, est membre du même groupe que le gestionnaire. Elle fournit certains services de données, certaines analyses d'évaluations de placements de sociétés fermées détenus par la société et certains services d'exploitation sans interruption et de reprise après sinistre au gestionnaire en vertu d'une convention de services conclue avec le gestionnaire. Les frais payables par la société à l'égard de ces services sont compris dans les dépenses permanentes de la société.

Facilité de prêt

La société s'efforcera de maximiser le montant devant être investi dans des actions accréditives. Par conséquent, la société conclura la facilité de prêt à la date de la clôture initiale avec une banque canadienne qui est membre du groupe de BMO Nesbitt Burns Inc., un des placeurs pour compte. La facilité de prêt sera utilisée à la seule fin de financer la rémunération des placeurs pour compte et les frais du présent placement. À la date du présent prospectus, la société n'a aucune dette envers cette banque canadienne. Aux termes de la facilité de prêt, la société pourra emprunter le montant total de la rémunération des placeurs pour compte et des frais du présent placement, jusqu'à concurrence de 7,75 % du produit brut. Le gestionnaire s'assurera que les taux d'intérêt, la rémunération et les frais aux termes de la facilité de prêt sont de nature typique pour ce genre de facilité de crédit. Les obligations qui incombent à la société aux termes de la facilité de prêt seront garanties par une mise en gage de l'actif de la société. Avant la première des occurrences suivantes à survenir, à savoir a) la dissolution de la société, b) la date où un événement de liquidité est réalisé et c) la date d'échéance de la facilité de prêt (prévue vers le 1^{er} juillet 2016), tous les montants en cours aux termes de la facilité de prêt, y compris l'intérêt couru sur ces montants, devront être remboursés en totalité. Le produit du présent placement ne sera en rien utilisé au profit de BMO Nesbitt Burns Inc. ou d'un membre de son groupe, sauf pour ce qui est des frais et intérêts payables aux termes de la facilité de prêt et de la tranche de la rémunération des placeurs pour compte payable à BMO Nesbitt Burns Inc. Le montant en capital impayé de la facilité de prêt sera réputé un montant à recours limité de la société aux termes de la Loi de l'impôt contribuant à réduire le montant des dépenses connexes autrement déductibles par la société durant l'année où elles sont engagées.

FACTEURS DE RISQUE

Le présent placement est spéculatif. À la date du présent prospectus, la société n'a conclu aucune convention d'achat d'actions avec une société de ressources. Si une clôture survient après la clôture initiale, il est probable que la société aura alors choisi des placements éventuels ou fait des placements. Aucun rendement du placement initial d'un souscripteur n'est garanti. Les parts conviennent davantage aux souscripteurs dont le revenu est assujéti à des taux marginaux d'imposition élevés. Outre les avantages fiscaux, les souscripteurs devraient envisager si les parts méritent en elles-mêmes leur placement. En outre, l'achat de parts comporte d'importants risques, notamment les suivants :

Placements spéculatifs

Un placement dans les parts est de nature spéculative et ne convient qu'aux investisseurs qui sont en mesure d'absorber la perte d'une partie ou de la totalité de leur placement. Rien ne garantit qu'un placement dans la société dégagera un taux de rendement donné ou produira un rendement positif à court ou à long terme.

Risques liés au secteur

Les activités commerciales des émetteurs dans le secteur des ressources sont spéculatives et peuvent subir les effets défavorables de facteurs indépendants de leur volonté. L'exploration visant à trouver des ressources comporte un degré de risque élevé qui ne peut être évité malgré la somme de l'expérience et des connaissances des sociétés de ressources. Les sociétés de ressources pourraient ne pas détenir ou découvrir des quantités commerciales de métaux précieux, de minerais, de pétrole ou de gaz, et leur rentabilité pourrait écopper par suite de fluctuations défavorables du cours des marchandises, de la demande de marchandises, de la conjoncture économique et des cycles économiques, d'un épuisement imprévu des réserves ou des ressources, de revendications territoriales des Autochtones, de la responsabilité à l'égard des préjudices causés à

l'environnement, de la protection du patrimoine agricole, de la concurrence, de l'imposition de tarifs, de droits ou d'autres impôts et taxes et de la réglementation gouvernementale, s'il y a lieu. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision malgré le fait qu'elles peuvent à l'occasion avoir un impact sur le cours des actions de sociétés de ressources.

Repli de l'économie mondiale

Advenant un repli soutenu de l'économie mondiale ou une récession, rien ne garantit que les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation des sociétés de ressources dans lesquelles la société investit s'en tireraient sans conséquences négatives importantes.

Variation de la valeur liquidative

Le prix d'achat par part payé par un souscripteur à une clôture ultérieure à la clôture initiale pourrait être inférieur ou supérieur à la valeur liquidative globale par part au moment de l'achat.

La valeur des parts peut fluctuer du fait de la variation de la valeur des placements détenus par la société. Des fluctuations de la valeur marchande des placements du portefeuille peuvent survenir pour plusieurs raisons indépendantes de la volonté de la société et du gestionnaire, parmi lesquelles on peut citer les fluctuations du cours des marchandises et les taux de change ainsi que les autres risques décrits à la rubrique « Risques liés au secteur ».

La société investit principalement dans des actions accréditatives émises par des sociétés de ressources. Par conséquent, sa valeur liquidative pourrait être plus volatile que les portefeuilles dans lesquels les placements sont davantage diversifiés.

Illiquidité des sociétés de ressources non cotées en bourse

Les actions accréditatives et d'autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources détenus par la société peuvent être illiquides en raison des restrictions de revente ou d'autres restrictions prévues dans les lois sur les valeurs mobilières applicables. Il est aussi possible qu'il n'y ait pas de marché adéquat pour la revente des titres détenus par la société par suite de la fluctuation des volumes d'opérations et des cours ainsi qu'en raison de volumes d'opérations faibles.

Volatilité des sociétés de ressources de petites et de moyennes tailles

La société investira principalement dans des titres de sociétés de ressources de petites et de moyennes tailles engagées surtout dans des activités d'exploration minière et, dans une moindre mesure, d'exploration pétrolière, ce qui peut faire en sorte que la valeur du portefeuille de la société soit plus volatile que des investissements plus diversifiés.

Évaluation des sociétés de ressources non cotées

Les placements de la société dans certaines petites sociétés de ressources et sociétés de ressources non cotées peuvent être difficiles à évaluer avec exactitude ou à vendre et peuvent se négocier à un cours largement inférieur à leur valeur. Généralement, moins un placement est liquide, plus sa valeur a tendance à fluctuer. Par conséquent, la société peut ne pas être en mesure de convertir ses placements en espèces à un prix équitable lorsqu'elle aura besoin de le vendre ou elle peut devoir engager des frais supplémentaires pour y arriver.

Risques liés à l'impôt

Les commanditaires qui vendent leurs parts pourraient ne pas réaliser un produit égal à leur quote-part de la valeur liquidative, et la vente de parts pourrait avoir des conséquences fiscales défavorables pour le cédant. Voir « Incidences fiscales ».

Les parts conviennent aux investisseurs qui sont des particuliers et dont le taux d'imposition marginal est le plus élevé, ce qui fait que les avantages fiscaux découlant d'un placement dans la société sont plus importants pour un commanditaire particulier dont le revenu est assujéti à ce taux. Des modifications ou des interprétations défavorables éventuelles de la législation fédérale ou provinciale ou encore une modification éventuelle de la législation ou de pratiques administratives proposées pourraient modifier les incidences fiscales liées à la détention ou à la disposition de parts. Rien ne saurait garantir que les lois de l'impôt sur le revenu ou les pratiques administratives des divers territoires canadiens ne seront pas modifiées d'une manière qui changera fondamentalement les incidences fiscales de la détention ou de la disposition de parts pour les commanditaires. Il est possible que les propositions fiscales ne soient pas édictées telles qu'elles sont proposées. Il y a aussi le risque que les dépenses engagées par une société de ressources ne soient pas admissibles en tant que FEC, ou encore que les FEC engagés soient diminués par d'autres circonstances, notamment l'omission de respecter les dispositions des conventions d'achat d'actions ou de la législation applicable en matière d'impôt sur le revenu. Rien ne garantit que les sociétés de ressources se conformeront aux dispositions des conventions d'achat d'actions ou à celles de la loi de l'impôt applicable en ce qui concerne la nature des frais qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société. Il se peut également que la société contrevienne aux lois applicables. Rien ne garantit que les sociétés de ressources engageront tous les FEC avant le 1^{er} janvier 2016 ou renonceront à un montant de FEC égal au prix qui leur aura été versé. Ces facteurs peuvent diminuer ou éliminer le rendement du placement d'un commanditaire dans les parts.

Si les FEC ayant fait l'objet d'une renonciation au cours du premier trimestre de 2015 à faire valoir en date du 31 décembre 2014 ne sont pas réellement engagés en 2015, l'ARC pourrait réévaluer les commanditaires, en date du 31 décembre 2014, en vue de réduire les déductions des commanditaires relativement aux FEC qui leur sont attribués. Cependant, aucun des commanditaires n'aurait à payer d'intérêt sur de l'impôt impayé par suite de cette réduction pour toute période antérieure à mai 2016.

La Loi de l'impôt peut ne pas être modifiée pour que le CII soit disponible pour les conventions d'achat d'actions conclues après le 31 mars 2014.

Si un commanditaire finance l'acquisition des parts au moyen d'un financement à l'égard duquel le recours est ou est réputé limité, les FEC ou les autres frais engagés par la société pourraient être réduits du montant d'un tel financement.

La société empruntera des fonds afin de payer certains frais de la société, y compris la rémunération des placeurs pour compte et les autres dépenses relatives au présent placement, lesquels seraient réputés être un montant à recours limité pour l'application de la Loi de l'impôt. Conséquemment, les montants relatifs à ces dépenses et l'intérêt sur cet emprunt ne seront pas déductibles avant l'année au cours de laquelle la dette à recours limité est remboursée. Il est possible que l'ARC tente de porter la dette à recours limité en réduction des FEC engagés par la société et auxquels celle-ci a renoncé en faveur des commanditaires.

Il est possible qu'un commanditaire se fasse attribuer des revenus sans recevoir de la société des distributions en espèces au cours de l'année qui lui permettent d'acquitter l'impôt sur le revenu payable au cours de l'année par ce commanditaire du fait de son statut de commanditaire.

Le sommaire figurant à la rubrique « Incidences fiscales » n'aborde pas la question de la déductibilité de l'intérêt par les commanditaires, et tout commanditaire qui a emprunté des fonds pour acquérir des parts devrait consulter son conseiller fiscal à cet égard.

Le projet de disposition limitant le transfert des pertes vient limiter la capacité d'un contribuable à déduire une perte d'une entreprise ou d'un bien au cours d'une année donnée, sauf s'il est raisonnable de penser qu'au cours de cette année le contribuable réalisera un profit cumulatif sur cette entreprise ou ce bien pendant la durée de vie prévue de l'entreprise ou la période de possession du bien. Le profit cumulatif sera établi sans égard aux gains ou aux pertes en capital. Le projet de disposition limitant le transfert des pertes ne devrait pas avoir d'incidence sur la capacité d'un commanditaire de porter un montant en déduction de son revenu pour une

année à l'égard du compte de FCEC dont il dispose. Le 23 février 2005, le ministre des Finances (Canada) a annoncé qu'une proposition visant à remplacer le projet de disposition limitant le transfert des pertes serait prochainement publiée aux fins de consultation. À ce jour, aucune proposition de remplacement n'a été publiée. Il n'y a aucune assurance que cette proposition ne touchera pas défavorablement les commanditaires. Il est improbable qu'une proposition de remplacement soit mise en œuvre dans un avenir rapproché.

Si un commanditaire ne réside pas au Canada au moment de la dissolution de la société, toute distribution de participations indivises dans l'actif de la société pourrait ne pas être possible avec report d'impôt. L'ARC pourrait être en désaccord sur la question de savoir si les participations indivises dans les titres de sociétés de ressources distribuées aux commanditaires à la dissolution de la société peuvent être partagées avec un report d'impôt.

La LSI prévoit que, lorsqu'un contribuable qui est un particulier (y compris une fiducie personnelle) engage dans une année d'imposition donnée des « frais de placement » dont le total excède le montant du « revenu de placement » gagné dans l'année en question, l'excédent des frais de placement sur le revenu de placement soit inclus dans le revenu de ce contribuable, ce qui vient annuler la déduction relative à ces frais de placement excédentaires. À ces fins, le revenu de placement comprend les gains en capital imposables qui ne sont pas admissibles à l'exonération des gains en capital à vie. Aussi à ces fins, les frais de placement comprennent certains intérêts et certaines pertes déductibles de la société imputées à un particulier (y compris une fiducie personnelle) assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec et 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, qui ont été attribués à ce commanditaire et qu'il a déduits pour les fins de l'impôt sur le revenu du Québec, sauf les FEC engagés au Québec. Par conséquent, un maximum de 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et ayant été attribués à ce commanditaire et déduits par celui-ci aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, sauf les FEC engagés au Québec, peuvent être inclus dans le revenu du commanditaire pour les fins de l'impôt sur le revenu du Québec si le commanditaire affiche un revenu de placement insuffisant, ce qui vient annuler cette déduction. La partie des frais de placement, s'il en est, inclus dans le revenu du contribuable pour une année d'imposition donnée peut être portée en déduction du revenu de placement gagné dans l'une des trois années d'imposition précédentes ou dans une année d'imposition ultérieure, si le revenu de placement excède les frais de placement pour l'année en question.

Certaines dispositions de la Loi de l'impôt (les « règles EIPD ») s'appliquent à certaines fiducies de revenu et sociétés de personnes cotées en bourse. Pourvu que les titres composants des investissements dans la société ne soient pas inscrits ni négociés en bourse ou à un autre marché public, les règles EIPD ne s'appliqueront pas à la société. Si les règles EIPD devaient s'appliquer à la société, les incidences fiscales pour la société et les commanditaires seraient très différentes et, dans certains cas, défavorables.

L'impôt minimum de remplacement fédéral (ou du Québec) peut limiter les avantages fiscaux pour les commanditaires.

Illiquidité des parts

Il n'existe pas de marché pour la négociation des parts et il est peu probable qu'un marché public sera créé et permette de vendre des parts. Rien ne garantit que l'opération de roulement d'OPC ni qu'une opération de liquidité de rechange ne seront réalisées. En conséquence, tout placement dans les parts ne doit être envisagé que par les investisseurs qui n'ont pas besoin de liquidité.

Primes liées aux actions accréditives

Les actions accréditives peuvent être émises par la société à un prix supérieur au cours du marché d'actions semblable qui ne permettent pas la renonciation des FEC en faveur des porteurs. La rivalité pour l'achat des actions accréditives pourrait augmenter la prime à verser sur ces actions pour que la société puisse en acheter. La société peut investir dans une combinaison de titres non accréditifs et d'actions accréditives de la même société de ressources lorsqu'ils sont offerts en même temps, afin de réduire le coût moyen de l'investissement dans cette société de ressources.

Dépendance à l'égard du gestionnaire

Les souscripteurs doivent s'en remettre au bon jugement du gestionnaire pour ce qui est de la composition du portefeuille de placements de la société, de la négociation du prix des titres achetés par la société et de la disposition des titres. Le gestionnaire ne recevra ni n'examinera pas toujours des rapports techniques ou autres rédigés par les sociétés de ressources relativement à leurs campagnes d'exploration avant d'effectuer des placements.

Conflits d'intérêts mettant en cause le gestionnaire

Le gestionnaire agit, et peut dans le futur agir, comme conseiller en valeurs et (ou) gestionnaire de fonds d'investissement pour nombre de fonds et de sociétés en commandite qui exercent ou peuvent exercer les mêmes activités ou qui recherchent les mêmes occasions d'investissement que la société. Certains conflits d'intérêts peuvent découler à l'occasion de la direction de ces fonds ou des sociétés en commandite et de l'évaluation d'occasions de placement convenables.

Possibilité que les commanditaires puissent recevoir des titres non liquides à la dissolution

Rien ne garantit qu'une opération de roulement d'OPC ou qu'une opération de liquidité de rechange sera mise en œuvre. Si l'opération de roulement d'OPC n'est pas réalisée, les commanditaires pourraient recevoir des actions accréditives ou d'autres titres de sociétés de ressources à la dissolution de la société pour lesquels il pourrait y avoir un marché non liquide ou des restrictions à la revente.

Ressources financières du commandité

Bien que le commandité ait une responsabilité illimitée à l'égard des obligations de la société et qu'il ait convenu d'indemniser les commanditaires dans certaines situations, ses actifs sont nominaux et il est improbable qu'il dispose d'assez d'actifs pour acquitter les demandes d'indemnisation pouvant découler de ces situations.

Cessibilité des parts

La vente de parts pourrait ne pas permettre de réaliser les économies d'impôt minimales, ni de dégager un produit équivalant à la quote-part de la valeur liquidative revenant au commanditaire et comporter des obligations au titre de l'impôt sur les gains en capital. La plupart des avantages fiscaux qui sont généralement au bénéfice des commanditaires devraient se réaliser au cours de l'année d'imposition 2014 et, pour bénéficier de ces avantages fiscaux, la personne doit être un commanditaire au 31 décembre 2014, alors qu'un cédant de parts avant cette date et un cessionnaire de parts après cette date ne devrait bénéficier d'aucun de ces avantages fiscaux.

Restrictions à la revente de titres du portefeuille

Les titres achetés par la société pourraient être l'objet de restrictions à la revente. En périodes d'application des restrictions à la revente, la société pourrait ne disposer de ces titres qu'en vertu de certaines dispenses prévues par la loi. Les titres de sociétés de ressources qui ne sont pas des émetteurs assujettis (ou l'équivalent), achetés par la société, peuvent être assujettis à des restrictions à la revente d'une durée indéterminée, lesquelles ne peuvent être annulées que si ces sociétés de ressources deviennent des émetteurs assujettis devant se conformer aux obligations d'information continue des lois sur les valeurs mobilières applicables. En raison des règles de divulgation relatives aux activités, ces sociétés de ressources pourraient être empêchées de devenir des émetteurs assujettis.

Absence de placements acceptables

Il se peut que le gestionnaire, pour le compte de la société, ne soit pas en mesure de trouver un nombre suffisant de placements dans des actions accréditives pour investir la totalité des fonds disponibles au plus tard le

31 décembre 2014. Par conséquent, il existe la possibilité que le capital soit retourné aux commanditaires et que ceux-ci ne soient pas en mesure de réclamer les déductions prévues aux fins de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, les avantages fiscaux offerts aux commanditaires seront réduits en conséquence.

Pour que les commanditaires bénéficient des avantages fiscaux comme il est précisé aux présentes, la société est tenue de conclure des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources à l'égard des fonds disponibles au plus tard le 31 décembre 2014. Rien ne garantit qu'un nombre suffisant de sociétés de ressources accepteront d'être parties à de telles conventions au plus tard le 31 décembre 2014. Si, au plus tard le 31 décembre 2014, la société n'est pas en mesure de conclure des conventions d'achat d'actions pour le plein montant des fonds disponibles, le gestionnaire fera retourner à chaque commanditaire, au plus tard le 30 avril 2015, sa quote-part du montant de l'insuffisance, sauf dans la mesure où de tels fonds pourraient être affectés au financement des activités de la société, y compris les frais de gestion courus, ou au remboursement des sommes dues dans le cadre de la facilité de prêt. Dans un tel cas, les avantages fiscaux offerts aux commanditaires pourraient être diminués en conséquence.

Perte possible de la responsabilité limitée

La *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) prévoit qu'un commanditaire bénéficie d'une responsabilité limitée sauf si, tout en exerçant ses droits et pouvoirs de commanditaire, il participe au contrôle de l'entreprise d'une société en commandite dont il est associé. Un commanditaire est responsable du prix de souscription, de sa quote-part du revenu non distribué conservé par la société, ainsi que de toute tranche du prix de souscription que la société lui a retournée, majorée des intérêts. Pour que la responsabilité des commanditaires soit limitée dans la mesure décrite, certaines exigences de la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) et d'autres lois provinciales applicables doivent être respectées.

La limitation de la responsabilité accordée par la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) pourrait ne pas être valide à l'extérieur de l'Ontario, sauf dans la mesure où les lois d'autres territoires lui accordent une reconnaissance ou un effet extraterritorial. Des exigences peuvent également devoir être respectées dans chaque territoire pour maintenir la responsabilité limitée. Si cette responsabilité limitée est perdue, les créanciers et d'autres parties ayant des réclamations contre la société peuvent considérer les commanditaires comme des commandités (et ainsi assujettis à une responsabilité illimitée) dans un tel territoire.

Effet de levier

La société utilisera la facilité de prêt afin de payer certaines dépenses en 2014. Cette mesure fait en sorte que les fonds disponibles pourront être investis principalement dans des actions accréditives afin de maximiser les déductions au titre des FEC pour les commanditaires en 2014. Si l'effet de levier peut faire augmenter les rendements totaux potentiels, il peut potentiellement faire augmenter les pertes. Les frais d'intérêt et les frais bancaires engagés par la société à l'égard de la facilité de prêt pourraient dépasser les gains en capital et les avantages fiscaux supplémentaires produits par l'investissement supplémentaire dans des actions accréditives. Rien ne garantit que la stratégie d'emprunt de la société améliorera les rendements.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTIONS

Il n'est pas prévu que la société versera des distributions importantes aux commanditaires, bien qu'il ne lui soit pas interdit de le faire avant sa dissolution. Ces distributions peuvent être versées en espèces ou sous forme de parts additionnelles de la façon et au moment déterminés par le commandité.

ACHAT DE TITRES

Les parts seront vendues au prix unitaire de 1 000 \$ pendant la période de placement initiale. Un souscripteur doit acheter au moins cinq parts et payer 1 000 \$ par part souscrite à la clôture. Le paiement peut se faire soit par débit direct de son compte de courtage, soit par remise d'un chèque visé ou d'une traite bancaire à son courtier inscrit. Les administrateurs et dirigeants du commandité (ou) les membres de son même groupe

peuvent faire l'acquisition, au total, d'au plus 10 % du placement. Avant la clôture, tous les chèques visés et toutes les traites bancaires seront détenus par les placeurs pour compte. Aucun chèque ni aucune traite bancaire ne sera encaissé avant la clôture.

L'acceptation par le gestionnaire (pour le compte de la société) d'une offre d'un souscripteur visant l'achat de parts (faite par l'entremise d'un courtier inscrit), en totalité ou en partie, constitue une convention de souscription intervenue entre le souscripteur et la société selon les modalités énoncées dans le présent prospectus.

La convention de souscription indiquée ci-dessus sera attestée par remise du prospectus définitif au souscripteur, à condition que le gestionnaire, pour le compte de la société, ait accepté la souscription. Les souscriptions conjointes de parts seront acceptées.

Aux termes de la convention de société, chaque souscripteur fait notamment ce qui suit :

- a) il consent à la divulgation de certains renseignements au commandité et à ses fournisseurs de services, et à leur assemblage et utilisation par le commandité et ses fournisseurs de services, dont son nom complet, son adresse domiciliaire ou adresse aux fins de signification, son numéro d'assurance sociale ou numéro de compte de société, selon le cas, aux fins d'administration de sa souscription de parts;
- b) il reconnaît être lié par les modalités de la convention de société et être tenu par toutes les obligations qui incombent à un commanditaire;
- c) il fait ou est réputé faire les déclarations et il donne ou est réputé donner les garanties précisées dans la convention de société, notamment selon lesquelles :
 - (i) il n'est pas un « non-résident » pour l'application de la Loi de l'impôt ni une entité dans laquelle une participation constitue un « abri fiscal déterminé » pour l'application de la Loi de l'impôt ni un « non-Canadien » au sens de la *Loi sur Investissement Canada* (Canada);
 - (ii) il n'est pas une société de personnes ou, s'il en est une, qu'il est une « société de personnes canadienne » pour l'application de la Loi de l'impôt;
 - (iii) il n'a pas financé l'acquisition des parts au moyen d'emprunts pour lesquels un recours est ou est réputé limité pour l'application de la Loi de l'impôt;
 - (iv) il n'est pas une « institution financière » au sens du paragraphe 142.2(1) de la Loi de l'impôt, à moins qu'il n'ait informé la société par écrit du contraire avant la date de l'acceptation de sa souscription de parts; et
 - (v) il maintiendra les statuts indiqués en (i), (ii), (iii) et (iv) ci-dessus aussi longtemps qu'il détiendra les parts;
- d) il constitue, nomme et désigne irrévocablement le commandité comme son fondé de pouvoir véritable et légitime avec pleins pouvoirs et autorité tel qu'il est indiqué dans la convention de société;
- e) il autorise le commandité à transférer les actifs de la société à une société d'investissement à capital variable et à dissoudre la société dans le cadre de toute opération de roulement d'OPC;
- f) il autorise irrévocablement le commandité à déposer au nom du souscripteur tous les choix en vertu de la législation applicable en matière d'impôt sur le revenu à l'égard de toute opération de roulement d'OPC ou à l'égard de la dissolution de la société; et

- g) il s'engage et consent à ce que tous les documents signés et toutes les autres mesures prises pour le compte des commanditaires aux termes de la procuration énoncée à l'article 3.5 de la convention de société auront un effet obligatoire sur ce souscripteur, et chaque souscripteur consent à ratifier tous les documents ou toutes les mesures à la demande du commandité.

Le produit des souscriptions tiré du présent placement sera reçu par les placeurs pour compte ou par tout autre courtier inscrit que les placeurs pour compte auront autorisé, et conservé en fidéicommiss dans un compte distinct jusqu'à ce que les souscriptions représentant le placement minimal aient été reçues et que les autres conditions de clôture du présent placement aient été respectées. Si le placement minimal requis pour le présent placement n'est pas souscrit dans les 90 jours suivant la réception d'un visa relatif au présent prospectus, le présent placement ne pourra se poursuivre et le produit des souscriptions sera retourné aux souscripteurs, sans intérêt ni déduction, sauf si une modification au présent prospectus est déposée.

La société n'est pas tenue de parachever quelque clôture subséquente postérieurement à la clôture initiale. La conclusion de toute clôture subséquente sera décidée par le commandité à sa seule appréciation s'il en décide ainsi. Le commandité peut consulter les placeurs pour compte dans l'exercice d'une telle appréciation.

RACHAT DE TITRES

Les commanditaires ne peuvent demander le rachat de leurs parts. Cependant, la société peut racheter des parts dans certaines circonstances. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Rachat ou vente de parts de porteurs non admissibles ».

INCIDENCES FISCALES

En règle générale, les incidences fiscales font en sorte que les parts offertes aux présentes conviennent particulièrement aux investisseurs assujettis au taux marginal d'imposition maximal. Quels que soient les avantages fiscaux pouvant être obtenus, la décision d'acquérir des parts devrait surtout reposer sur une évaluation des qualités du placement comme telles et sur la capacité de l'investisseur d'absorber une perte éventuelle. Les investisseurs qui acquièrent des parts dans le but d'obtenir des avantages fiscaux devraient obtenir des conseils fiscaux indépendants de la part d'un conseiller fiscal compétent en matière de droit fiscal.

De l'avis de Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la société et du commandité, et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, le texte qui suit résume, à la date du présent prospectus, les principales incidences de l'impôt fédéral sur le revenu au Canada pour un acquéreur qui achète des parts aux termes du présent prospectus. Ce sommaire ne s'applique qu'aux acquéreurs qui sont, ou qui sont réputés être, à tous moments pertinents, des résidents du Canada et qui détiendront leurs parts à titre d'immobilisations. À condition qu'un commanditaire ne détienne pas ses parts dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ni ne les ait acquises dans le cadre d'une entreprise à caractère commercial, les parts constitueront habituellement des immobilisations pour ce commanditaire. Ce sommaire suppose aussi que les actions accréditives seront des immobilisations pour la société. Sauf mention contraire, le présent sommaire suppose que le recours au financement du prix de souscription des parts par un commanditaire n'est pas limité et n'est pas réputé l'être au sens de la Loi de l'impôt. Ce sommaire suppose également que chaque commanditaire, à tout moment pertinent, n'aura pas de lien de dépendance, pour l'application de la Loi de l'impôt, avec chacune des sociétés de ressources avec qui la société a conclu une convention d'achat d'actions. Ce sommaire ne s'adresse pas à un épargnant qui est une société de personnes ou une fiducie. Le présent sommaire ne s'adresse pas non plus aux contribuables qui sont des « institutions financières », au sens donné au paragraphe 142.2(1) de la Loi de l'impôt, qui sont des « sociétés exploitant une entreprise principale », au sens du paragraphe 66(15) de la Loi de l'impôt, ou dont les activités comprennent la négociation ou le commerce de droits, licences ou privilèges de rechercher, de forer ou d'extraire des minéraux, du pétrole, du gaz naturel ou des hydrocarbures connexes, qui sont des sociétés par actions qui détiennent une « participation notable » dans la société au sens de l'alinéa 34.2(1) de la Loi de l'impôt, ni à un contribuable dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé » au sens donné à ce terme dans la Loi de l'impôt, ni aux contribuables qui font un

choix de monnaie de fonctionnement aux fins de l'établissement des documents d'information en vertu de la Loi de l'impôt.

Le présent sommaire est fondé sur l'hypothèse que la société ne constitue pas une « personne apparentée » au sens de la Loi de l'impôt ou du règlement d'application à l'égard d'une société de ressources avec laquelle elle a conclu une convention d'achat d'actions et qu'elle ne le sera pas au cours d'une quelconque période pertinente. Il est également présumé dans le présent sommaire que le projet de disposition limitant le transfert des pertes ne sera pas promulgué et qu'il n'aura aucun effet avant la date d'un événement de liquidité.

Le présent sommaire est de nature générale seulement et n'est pas censé constituer des conseils juridiques ou fiscaux à l'intention d'un acquéreur donné de parts, et il ne saurait être interprété comme tel. Il est peu pratique de commenter tous les aspects des lois fédérales de l'impôt sur le revenu pouvant s'avérer pertinents pour un acquéreur donné de parts. En conséquence, chaque acquéreur éventuel de parts devrait obtenir des conseils indépendants d'un conseiller fiscal versé dans le domaine de la législation en matière d'impôt sur le revenu concernant les incidences fiscales d'un placement dans la société découlant de sa situation particulière. Chaque acquéreur éventuel de parts devrait lire la rubrique « Facteurs de risques - Risques liés à l'impôt ».

Les incidences fiscales pour un acquéreur de parts dépendront de divers facteurs, comme de savoir si ses parts sont qualifiées d'immobilisations, la province ou le territoire où il réside, où il fait des affaires et où il a un établissement permanent, le montant qui correspondrait à son revenu imposable si ce n'était de sa participation dans la société, ainsi que la qualification juridique de l'acquéreur en tant que particulier, société par actions, fiducie ou société de personnes.

Le présent sommaire est fondé sur les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt et du règlement d'application et sur la compréhension qu'ont les conseillers juridiques des pratiques administratives et des politiques des cotisations publiées actuelles de l'ARC. Le sommaire tient également compte des propositions fiscales. Ce sommaire n'examine ni ne prévoit par ailleurs aucun changement dans les lois par suite d'une décision ou mesure judiciaire, gouvernementale ou législative, et ne tient pas compte non plus de lois ou incidences provinciales, territoriales ou étrangères en matière d'impôt sur le revenu. Rien ne garantit que les propositions fiscales seront adoptées ni qu'elles le seront sous la forme proposée.

Situation de la société

La société elle-même n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu et elle n'est pas tenue de produire une déclaration fiscale, sauf pour une notice annuelle. Pourvu que les placements (tels que définis dans les règles EIPD) dans la société ne soient ni inscrits à la bourse ou à un autre marché public ni négociés sur ceux-ci, les règles EIPD ne s'appliqueront pas à la société. Aussi, pourvu que tous les membres de la société soient des résidents du Canada pour l'application de la Loi de l'impôt (ou soient des « sociétés de personnes canadiennes » au sens de la Loi de l'impôt), la société sera une « société de personnes canadienne » pour l'application de la Loi de l'impôt.

Les parts ne constituent pas des « placements admissibles » en vertu de la Loi de l'impôt pour les régimes enregistrés. Si PGD ltée demeure une « société de placement à capital variable » pour l'application de la Loi de l'impôt, les actions de la Catégorie de ressources PGD constituent des « placements admissibles » pour de tels régimes enregistrés. Les souscripteurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux pour savoir si les actions de la Catégorie de ressources PGD constitueraient des placements interdits pour les comptes d'épargne libres d'impôt, les régimes enregistrés d'épargne-retraite ou les fonds enregistrés de revenu de retraite dans leur situation particulière.

Imposition de la société

L'exercice de la société se termine le 31 décembre et prend fin à sa dissolution.

Le revenu ou les pertes de la société seront calculés comme si celle-ci était une personne distincte résidant au Canada, compte non tenu de toute déduction concernant notamment les FEC. Les FEC engagés par la société ou ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de celle-ci seront attribués, conformément à la convention de société et à la Loi de l'impôt, aux personnes qui sont les commanditaires à la fin de l'exercice de celle-ci, exercice qui inclut la date de prise d'effet à laquelle les FEC sont engagés ou font l'objet d'une renonciation, et chacun de ces commanditaires pourra déduire un montant relatif à ces FEC directement de son compte de FCEC plutôt qu'à titre de revenu ou de perte de la société, conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt. Le revenu de la société inclura la tranche imposable de tout gain en capital réalisé à la disposition d'actions accréditives. Comme le coût des actions accréditives sera réputé égal à zéro pour l'application de la Loi de l'impôt, le montant de ce gain en capital sera habituellement égal au produit de la disposition des actions accréditives, après déduction des coûts raisonnables de la disposition.

La société empruntera des fonds pour payer certaines dépenses engagées ainsi que les frais qu'elle acquittera relativement au présent placement, soit les frais du placement et la rémunération des placeurs pour compte. Le montant en capital impayé de cet emprunt sera réputé être un montant à recours limité de la société qui, pour l'application de la Loi de l'impôt, aura pour effet de réduire les frais d'emprunt de ce montant en capital impayé. En conséquence, la société ne sera pas autorisée à déduire une quelconque partie du montant qui a servi à réduire des dépenses dans le calcul de son revenu de l'année où ces dépenses sont engagées. Au moment où le montant en capital de cet emprunt est remboursé, ces dépenses seront réputées avoir été engagées, à hauteur du remboursement, à la condition que ce remboursement ne fasse pas partie d'une série de prêts ou d'autres créances. Par la suite, les frais au titre du placement et de la rémunération des placeurs pour compte (dans la mesure où ils sont raisonnables) seront déductibles à hauteur de 20 % dans l'année où l'emprunt est remboursé, et de 20 % durant chacune des quatre années qui suivront, et calculés au prorata pour les années d'imposition courtes. La société ne pourra déduire aucun montant au titre de ces dépenses dans l'exercice se terminant par sa dissolution. Après la dissolution de la société, les commanditaires pourront déduire, au même taux, leur quote-part de ces frais payés par la société à partir de ces fonds empruntés que la société n'a pu déduire, et le prix de base rajusté des parts d'un commanditaire sera réduit de sa quote-part de ces frais, à la dissolution de la société. Dans la mesure où ils sont raisonnables, les frais de gestion et la prime de rendement (s'il en est) payables au gestionnaire seront déductibles au cours de l'année où les services auxquels ils se rapportent ont été rendus. Le commandité estime que les frais de gestion et la prime de rendement (s'il en est) payables au gestionnaire sont raisonnables au sens de la Loi de l'impôt.

Imposition des porteurs de titres

Faits saillants

Les présents commentaires doivent être lus en parallèle avec le sommaire détaillé des incidences de l'impôt sur le revenu exposé ci-après. En résumé, un contribuable qui est un commanditaire à la fin d'un exercice de la société pourra, dans le calcul de son revenu de l'année d'imposition au cours de laquelle l'exercice de la société se termine, sous réserve de l'application de certaines règles exposées dans la Loi de l'impôt qui restreignent la capacité d'un commanditaire à déduire certains frais et certaines pertes, déduire :

- a) un montant correspondant à la totalité des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et que celle-ci lui a attribués à l'égard de son exercice;
- b) un montant correspondant à la totalité des FAC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société qui sont réputés être des FEC engagés par la société et que celle-ci lui a attribués à l'égard de son exercice; et
- c) sa quote-part des pertes que la société a subies durant l'exercice de celle-ci, compte non tenu des dépenses ou déductions précitées.

De plus, le commanditaire qui est un particulier (autre qu'une fiducie) peut, à l'égard de certains FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et lui ayant été attribués, avoir le droit de réclamer un

CII afin de réduire son impôt par ailleurs exigible. Cependant, le montant de ce CII déduit pour une année d'imposition viendra réduire le compte de FCEC d'un commanditaire pour l'année suivante, ce qui pourra potentiellement donner lieu à l'inclusion de ce montant dans son revenu.

Frais d'exploration au Canada et frais d'aménagement au Canada

Pourvu que certaines conditions de la Loi de l'impôt soient respectées, la société sera réputée engager des FEC auxquels les sociétés de ressources renonceront en sa faveur conformément aux conventions d'achat d'actions à la date de prise d'effet de la renonciation. Pourvu que certaines autres conditions de la Loi de l'impôt soient respectées, certains FEC engagés par une société de ressources avant le 1^{er} janvier 2016 pourront faire l'objet d'une renonciation en faveur de la société pour valoir en date du 31 décembre 2014, et la société sera réputée avoir engagé ces FEC le 31 décembre 2014 à condition que la société de ressources y renonce en faveur de la société au plus tard le 31 mars 2015. Les conventions d'achat d'actions accréditatives devant être conclues en 2014 par la société peuvent autoriser une société de ressources à engager des FEC en tout temps jusqu'au 31 décembre 2015, à condition que les FEC puissent faire l'objet d'une renonciation avec une date de prise d'effet en 2014 et que la société de ressources accepte de renoncer à ces FEC en faveur de la société au plus tard le 31 mars 2015, pour valoir en date du 31 décembre 2014.

Dans le cas de certains frais engagés pour la mise en valeur de gisements de pétrole ou de gaz naturel au Canada (y compris certaines dépenses de forage), les frais généralement considérés comme des FAC peuvent être réputés constituer des FEC à concurrence de 1 M\$ par société de ressources dont le « capital imposable utilisé au Canada » pour l'application de la Loi de l'impôt ne dépasse pas 15 M\$. La société peut souscrire des actions accréditatives de certaines sociétés de ressources afin d'obtenir la renonciation à ces FEC réputés. Les conventions d'achat d'actions devant être conclues en 2014 peuvent autoriser une société de ressources à engager certains FAC, qui seront réputés des FEC, en tout temps jusqu'au 31 décembre 2015, à condition que les FAC puissent faire l'objet d'une renonciation en tant que FEC avec date de prise d'effet en 2014 et que la société de ressources accepte de renoncer à ces FAC en faveur de la société à titre de FEC au plus tard le 31 mars 2015, pour valoir en date du 31 décembre 2014.

Chaque convention d'achat d'actions visant l'achat d'actions accréditatives devra contenir des engagements et des déclarations de la société de ressources garantissant que les FEC (et les FAC réputés constituer des FEC) engagés par cette dernière d'un montant égal au prix de souscription payable pour les actions accréditatives peuvent faire l'objet d'une renonciation en faveur de la société pour valoir à une date de prise d'effet tombant au plus tard le 31 décembre 2014 et que, lorsque les frais engagés auxquels il est renoncé sont des FAC, ceux-ci seront admissibles comme des FEC réputés engagés par la société. Les conventions d'achat d'actions obligeront généralement les sociétés de ressources à dépenser, avant le 31 décembre 2015, le plein montant engagé par la société et à renoncer à ces frais en faveur de la société avant avril 2015 pour valoir à une date de prise d'effet tombant au plus tard le 31 décembre 2014.

Pour les besoins de l'exposé qui suit, les renvois aux FEC comprennent les FAC qui ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, réputés constituer des FEC engagés par la société.

Si les FEC ayant fait l'objet d'une renonciation avant avril 2015 pour valoir au 31 décembre 2014 ne sont pas réellement engagés en 2015, alors la société verra ses FEC réduits en conséquence. La réduction prendra effet en date du 31 décembre 2014. Cependant, aucun des commanditaires n'aura à payer d'intérêt sur l'impôt impayé résultant d'une telle réduction pour une période antérieure à mai 2016.

Un commanditaire ne déduit pas directement les FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et lui ayant été attribués à l'égard d'un exercice de cette dernière, mais il les ajoute plutôt à son compte de FCEC. La quote-part d'un commanditaire des FEC engagés par la société durant un exercice est, à telles fins, considérée comme limitée à sa « fraction à risques » à l'égard de la société à la fin de l'exercice. Si la quote-part des FEC du commanditaire est ainsi limitée, tout excédent sera ajouté à sa quote-part, par ailleurs établie, des FEC

engagés par la société durant l'exercice suivant, ici encore sous réserve de la limite de la fraction à risques dont il est fait mention ci-après.

Sous réserve des règles de la fraction « à risques » et des règles qui restreignent la déductibilité des dépenses à l'égard d'un « abri fiscal déterminé » tel que décrit ci-après, un commanditaire peut déduire, dans le calcul de son revenu de toutes provenances pour une année d'imposition donnée, le montant qu'il peut réclamer dans la limite de 100 % de son compte de FCEC à la fin de cette année d'imposition. Le solde non déduit du compte de FCEC d'un commanditaire pourra habituellement être reporté prospectivement, et ce indéfiniment. Le compte de FCEC d'un commanditaire est réduit de sa quote-part de tout montant que lui ou la société a reçu ou a le droit de recevoir à titre d'aide relativement aux FEC engagés ou qui peut être raisonnablement associé à des activités d'exploration au Canada et des déductions demandées les années antérieures au titre du CII décrit sous « Crédits d'impôt à l'investissement ». Si, à la fin d'une année d'imposition, les réductions dans le calcul du compte de FCEC d'un commanditaire excèdent le solde de ce compte au début de l'année et les ajouts à celui-ci pendant l'année, il faut inclure l'excédent dans le calcul du revenu du commanditaire de cette année-là, et le montant du compte de FCEC de ce dernier à la fin de l'année sera égal à zéro.

La vente ou toute autre disposition de parts n'entraînera aucune réduction du compte de FCEC d'un commanditaire, et la vente d'actions accréditatives par la société ou les commanditaires n'entraînera aucune réduction du compte de FCEC du commanditaire.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les particuliers (autre qu'une fiducie) qui sont des commanditaires peuvent avoir droit à un CII fédéral non remboursable égal à 15 % d'un certain type de FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et ayant été attribués aux commanditaires. En règle générale, les FEC qui donnent lieu à un CII sont décrits comme des frais d'exploration de surface réels désignés qui : (i) sont engagés ou sont réputés être engagés au Canada avant 2015, et (ii) ont fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société dans le cadre d'une convention d'achat d'actions conclue au plus tard le 31 mars 2014.

Les dates pertinentes auxquelles une convention d'achat d'actions doit être conclue ou des dépenses doivent être engagées aux termes de celle-ci aux fins d'admissibilité à un CII ont, par le passé, été reportées d'une année, report annoncé à chaque budget fédéral annuel. Si le budget fédéral de 2014 annonce un report de ces dates, et que la Loi de l'impôt est modifiée en conséquence, alors les dépenses engagées ou réputées être engagées avant 2016 aux termes d'une convention d'achat d'actions conclue après le 31 mars 2014 et au plus tard le 31 mars 2015 devraient aussi être admissibles au CII. À l'heure actuelle, rien ne garantit qu'un tel report sera annoncé.

Le montant des FEC à partir duquel le crédit est calculé serait réduit du montant de tout crédit d'impôt provincial éventuel touché par le commanditaire, auquel celui-ci aurait droit ou qu'il pourrait raisonnablement s'attendre de recevoir à l'égard des FEC.

Le CII peut être utilisé par un commanditaire pour réduire l'impôt par ailleurs payable pour l'année d'imposition où il devient admissible au crédit. Le commanditaire qui a droit à un CII du fait qu'il est un commanditaire a le droit pendant 20 ans de reporter prospectivement ce CII. Dans la mesure où le CII est appliqué dans une année, il est déduit du compte de FCEC du commanditaire dans l'année d'imposition suivante. Comme il est décrit plus haut, lorsque le solde du fonds de FCEC d'un commanditaire est négatif à la fin d'une année d'imposition, le solde négatif doit être inclus dans le revenu du commanditaire pour cette année d'imposition. Le commanditaire qui déduit ce CII pour l'année d'imposition 2014 sera donc tenu d'inclure le montant déduit dans son revenu de 2015 à moins que son compte FCEC affiche en 2015 un solde suffisant pour annuler ledit montant.

Calcul du revenu des commanditaires

Chaque commanditaire devra inclure dans le calcul de son revenu ou de ses pertes à des fins fiscales d'une année d'imposition, sous réserve des règles de la fraction « à risques », sa quote-part du revenu ou des

pertes pour chaque exercice de la société se terminant durant cette année d'imposition ou à la fin de celle-ci, qu'il reçoive ou non une distribution en espèces de la société.

Chaque commanditaire devra habituellement produire une déclaration de revenus dans laquelle figurera sa quote-part du revenu ou des pertes de la société. Même si la société transmet à chaque commanditaire les renseignements nécessaires à des fins fiscales concernant son placement dans les parts, elle s'abstiendra de préparer ou de produire des déclarations de revenus pour le compte des commanditaires. Chaque personne qui est associée durant une année quelconque devra produire une déclaration de renseignements plus tard le dernier jour de mars de l'année suivante à l'égard des activités de la société ou, si celle-ci est dissoute, dans les 90 jours suivant sa dissolution. Une déclaration préparée par un associé sera réputée avoir été faite par chaque associé. Aux termes de la convention de société, le commandité doit produire la déclaration exigée.

Limitation imposée à la déductibilité des frais ou des pertes de la société

Sous réserve des règles de la fraction « à risques », la quote-part d'un commanditaire des pertes provenant d'une entreprise de la société au cours d'un exercice peut être déduite de son revenu de toute autre provenance afin de réduire le revenu net de l'année d'imposition en question et, dans la mesure où elle excède les autres revenus pour cette année, elle pourra en général être reportée rétrospectivement sur trois ans et prospectivement sur 20 ans.

Malgré les dispositions d'attribution du revenu ou des pertes de la convention de société, la Loi de l'impôt prévoit que les pertes de la société provenant d'une entreprise ou d'un bien attribuées à un commanditaire relativement à un exercice de la société se terminant durant une année d'imposition peuvent être déduites par ce commanditaire dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en question seulement si le montant de sa « fraction à risques » relativement à la société à la fin de l'exercice excède, notamment, la quote-part du commanditaire des FEC engagés par la société durant cet exercice.

La Loi de l'impôt comporte des règles supplémentaires qui limitent la déductibilité de certains montants par des personnes qui acquièrent un « abri fiscal déterminé » au sens de la Loi de l'impôt. Les parts ont été enregistrées auprès de l'ARC suivant les règles d'enregistrement d'un « abri fiscal ». Si un commanditaire finance l'acquisition de parts avec un financement pour lequel le recours est ou est réputé être limité (un « montant à recours limité ») au sens de la Loi de l'impôt, ou s'il a le droit de recevoir certains montants quand ces droits ont été accordés afin de réduire l'incidence d'une perte que le commanditaire pourrait subir par suite de l'acquisition, de la possession ou de la disposition d'une participation à l'égard de ces parts, le montant des FEC et des autres dépenses engagées par la société peut être réduit du montant de ce financement dans la mesure où ce financement peut être raisonnablement considéré comme étant lié à ces montants.

Pour l'application de la Loi de l'impôt, un montant à recours limité correspond au capital impayé d'une dette à l'égard de laquelle le recours est limité, et le capital impayé d'une dette est réputé être un montant à recours limité sauf si :

- a) la dette porte intérêt à un taux qui n'est pas inférieur au taux prescrit par la Loi de l'impôt au moment où la dette est contractée ou au taux prescrit au cours de la durée de l'endettement;
- b) des arrangements écrits de bonne foi ont été pris, au moment où la dette a été contractée, en vue du remboursement du capital avec intérêts sur une durée raisonnable ne dépassant pas dix ans (qui peut comprendre un prêt à vue); et
- c) les intérêts sur la dette sont payés au moins tous les ans dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition du débiteur.

La convention de société prévoit que, lorsque des FEC de la société sont ainsi diminués, le montant des FEC qui aurait par ailleurs été attribué par la société au commanditaire contractant le financement avec recours limité est diminué du montant de cette réduction. Lorsque la réduction des autres frais diminue la perte de la

société, la convention de société prévoit que cette réduction diminue d'abord le montant de la perte qui serait autrement attribuée au commanditaire contractant le financement avec recours limité. Le coût d'une part pour le commanditaire pourrait aussi être réduit du total des montants à recours limité et des rajustements de la fraction à risques qui peuvent raisonnablement être considérés comme se rattachant aux parts. Toute telle réduction pourrait diminuer le montant des déductions dont les commanditaires disposeraient par ailleurs, si les déductions ne sont pas réduites au niveau de la société comme il est décrit précédemment.

Les acquéreurs éventuels qui se proposent de financer l'acquisition de leurs parts au moyen d'un montant à recours limité ou autrement devraient consulter leurs conseillers fiscaux.

Acomptes provisionnels et retenues d'impôt sur le revenu

Les commanditaires qui sont des employés et qui doivent voir à ce que leur employeur fasse des retenues à la source sur leur revenu d'emploi peuvent demander au bureau de district approprié de l'ARC une diminution de cette retenue à la source par leur employeur, et cette diminution pourra être accordée au gré de l'ARC. Les commanditaires pourront ainsi obtenir les avantages fiscaux du placement pour le reste de 2014 après la clôture applicable.

Les commanditaires qui doivent payer de l'impôt sur le revenu par acomptes provisionnels peuvent, dans certaines circonstances, tenir compte de leur quote-part, sous réserve des règles de la « fraction à risques », des FEC et des pertes de la société dans le calcul du versement de leurs acomptes provisionnels.

Disposition des parts de la société

Sous réserve de tout rajustement exigé par la Loi de l'impôt, le prix de base rajusté pour un commanditaire d'une part aux fins de l'impôt sur le revenu correspondra généralement au prix de souscription de la part, majoré de toute quote-part du revenu attribuée au commanditaire (y compris la quote-part du plein montant de tout gain en capital réalisé par la société) et réduit de toute quote-part des pertes (y compris la quote-part du plein montant des pertes en capital subies par la société) et des FEC imputés à ce commanditaire et du montant des distributions de la société versées à ce commanditaire, s'il en est. Bien qu'on ne prévoit pas que les commanditaires initiaux auront un prix de base rajusté inférieur à zéro, le montant de tout prix de base rajusté négatif sera réputé constituer un gain en capital réalisé par le commanditaire dans l'année où ce prix de base rajusté est devenu négatif.

Le commanditaire qui dispose de parts réalise un gain en capital (ou subit une perte en capital) correspondant à l'excédent (ou à l'insuffisance) du produit de disposition, après déduction de coûts raisonnables de disposition, sur le prix de base rajusté des parts immédiatement avant la disposition. La moitié du gain en capital d'un commanditaire constituera un gain en capital imposable et devra être incluse dans le calcul du revenu du commanditaire de l'année, tandis que la moitié de toute perte en capital constituera une perte en capital déductible qui ne peut être déduite que de gains en capital imposables de l'année. La partie inutilisée d'une perte en capital déductible peut être reportée sur trois années antérieures ou indéfiniment ultérieurement, conformément aux règles détaillées de la Loi de l'impôt. Un commanditaire qui envisage de disposer de parts au cours de l'exercice de la société devrait consulter un conseiller fiscal avant de le faire, puisque la perte du statut de commanditaire avant la fin de l'exercice de la société pourrait avoir une incidence sur certains rajustements apportés à son prix de base ou sur son droit de recevoir sa quote-part du revenu ou des pertes de la société et des FEC engagés au cours de cette année.

Tout commanditaire qui est une société privée sous contrôle canadien (telle que définie dans la Loi de l'impôt) pourrait devoir payer un impôt remboursable additionnel de $6\frac{2}{3}\%$ sur certains revenus de placement y compris un montant à l'égard des gains en capital imposables.

Dissolution de la société

Si la société est dissoute à la suite de la disposition de la totalité de son actif en contrepartie d'un produit en espèces, les commanditaires se feront attribuer leur quote-part de tout revenu ou de toute perte de la société découlant de cette disposition. Dans le cas des actifs de la société qui sont constitués d'actions accréditives, le revenu de la société découlant de cette disposition constituera un gain en capital, dont le montant sera généralement égal au produit de la disposition, déduction faite des frais raisonnables de disposition. La disposition des autres actifs, y compris les actions qui ne sont pas accréditives, entraînera un gain ou une perte en capital de la société égal à l'excédent (ou au déficit) du produit de la disposition sur le prix de base rajusté de l'actif et les frais raisonnables de disposition.

Subsidiairement, la société peut être dissoute de sorte que chaque commanditaire fasse l'acquisition d'une participation indivise dans chaque bien de la société. Chacun de ces biens (y compris les actions accréditives) sera par la suite partagé et chaque commanditaire s'en fera attribuer sa quote-part.

La dissolution de la société constituera une disposition par un commanditaire de ses parts d'un montant équivalant au plus élevé du prix de base rajusté de ses parts et de la somme du produit en espèces qui lui est distribué et de sa quote-part du coût indiqué, pour la société, de chaque bien distribué. Étant donné que le prix de base rajusté des parts des commanditaires sera majoré du gain en capital qui leur a été attribué à la disposition de l'actif par la société, tout gain en capital réalisé par suite de la distribution liquidative sera réduit du gain en capital ainsi attribué (les commanditaires devront toutefois inclure, dans le cadre de leur revenu de l'année d'imposition au cours de laquelle la dissolution de la société survient, les gains en capital imposables qui leur sont attribués par suite de la disposition de l'actif avant la dissolution).

À condition qu'aux termes de la loi applicable les actions puissent être partagées, la position de l'ARC est que les actions peuvent être partagées aux fins de report de l'impôt. Le coût de la participation indivise d'un commanditaire dans une action correspondra en général à sa quote-part du coût de cette action pour la société. Comme le prix de base rajusté des actions accréditives, pour la société, sera généralement égal à zéro, le commanditaire acquerra généralement sa participation indivise dans des actions accréditives à un prix de base rajusté égal à zéro. En conséquence, toute disposition ultérieure d'actions accréditives par ce commanditaire aura pour effet de transformer la quasi-totalité du produit de la disposition en un gain en capital.

Cession de l'actif de la société à un OPC et dissolution de la société

Avant le 1^{er} juillet 2016, le commandité pourrait céder, sous réserve des modalités d'une convention de cession, l'actif de la société à un OPC. Le commandité fera le choix qui convient aux fins de l'application de la Loi de l'impôt pour le compte des commanditaires afin que l'actif de la société cédé à l'OPC soit réputé avoir fait l'objet d'une disposition en contrepartie d'un montant égal au prix de base rajusté de cet actif ou à toute somme supérieure correspondant au passif de la société pris en charge par l'OPC. Tout excédent de ce prix de base rajusté sur la valeur du passif pris en charge sera ajouté au coût, pour la société, des actions d'OPC qu'elle acquiert au moment de la cession. Aucun montant ne sera inclus dans le calcul du revenu de la société par suite de la cession, sauf si le passif de la société ainsi pris en charge excède le prix de base rajusté de l'actif cédé, auquel cas ces différences donneront lieu à un gain en capital. À la dissolution de la société, soit dans les 60 jours suivant cette cession, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi de l'impôt, chaque commanditaire sera réputé avoir acquis les actions de l'OPC qui lui sont distribuées à un coût égal au prix de base rajusté, moins toute somme d'argent qui lui a été distribuée, et avoir disposé de ses parts en contrepartie d'un produit égal à ce coût et à la somme ainsi distribuée.

Situation fiscale de PGD ltée

La société peut procéder à une opération de roulement d'OPC avec PGD ltée. Pour les besoins du présent sommaire, on suppose que PGD ltée sera admissible à titre de « société de placement à capital variable » à tout moment pertinent pour l'application de la Loi de l'impôt et qu'elle ne sera pas considérée comme une « société de placement » au sens donné dans la Loi de l'impôt.

Tout le revenu de PGD ltée, y compris les gains en capital imposables (après déduction des pertes en capital déductibles) réalisés par PGD ltée (y compris les gains en capital réalisés à l'égard d'actions accréditatives reçues d'une société en commandite donnée) sera assujéti à l'impôt au taux d'imposition des sociétés d'investissement à capital variable. Une société de placement à capital variable n'a pas droit à une réduction générale des taux. L'impôt payable par PGD ltée sur les gains en capital pour les années d'imposition tout au long desquelles elle est une « société de placement à capital variable » sera remboursable selon une formule lorsque les actions de PGD ltée sont rachetées ou au moment où PGD ltée paie des « dividendes sur les gains en capital ». À l'égard des dividendes imposables que PGD ltée reçoit de sociétés canadiennes imposables durant les années d'imposition au cours desquelles elle est une « société de placement à capital variable », PGD ltée sera habituellement assujéti à l'impôt en vertu de la partie IV de la Loi de l'impôt à un taux de 33 1/3 % des dividendes imposables, à raison d'un dollar remboursable pour chaque tranche de trois dollars de dividendes imposables payés par PGD ltée. D'autres types de revenus, comme l'intérêt, les revenus de placements étrangers ou les revenus tirés de produits dérivés, seront imposés au sein de PGD ltée et cet impôt réduira le montant des revenus disponibles devant être versés à ses actionnaires à titre de dividendes ou la valeur des actions obtenue lors du rachat.

Imposition des actionnaires de PGD ltée

Un dividende ordinaire payé par PGD ltée, qu'il soit reçu en espèces ou réinvesti en actions de la Catégorie de ressources PGD additionnelles, sera inclus dans le calcul du revenu imposable de l'actionnaire qui est un particulier pour l'application de la Loi de l'impôt à titre de dividende provenant d'une société canadienne imposable, sous réserve des dispositions habituelles de la majoration et du crédit d'impôt pour dividendes de la Loi de l'impôt, y compris un crédit d'impôt pour dividendes amélioré à l'égard des « dividendes admissibles » reçus de sociétés canadiennes imposables. Les dividendes ordinaires qu'un actionnaire qui est une personne morale reçoit de PGD ltée seront inclus dans le calcul de son revenu, mais celle-ci pourra déduire un montant équivalent, à moins qu'elle ne soit une « institution financière déterminée » au sens de la Loi de l'impôt qui a acquis des actions de la Catégorie de ressources PGD dans le cours ordinaire de ses activités. Cependant, lorsqu'un actionnaire est une société privée au sens donné pour l'application de la Loi de l'impôt ou une société par actions contrôlée par un particulier ou un groupe lié de particuliers ou établie à leur avantage, cet actionnaire peut être assujéti à un impôt remboursable en vertu de la partie IV de la Loi de l'impôt sur les dividendes pour lesquels il peut se prévaloir d'une déduction au titre des dividendes conformément à la Loi de l'impôt.

PGD ltée pourra également choisir de payer à ses actionnaires des dividendes sur les gains en capital, conformément à la Loi de l'impôt, qui représentent les gains en capital réalisés tout au long d'une année au cours de laquelle elle est une « société de placement à capital variable ». Si PGD ltée le choisit, les dividendes sur les gains en capital seront traités comme des gains en capital réalisés entre les mains des actionnaires, dont la moitié sera incluse dans le calcul du revenu de l'année où de tels dividendes sont payés, sous réserve des règles générales portant sur l'imposition des gains en capital.

Si l'actif d'une société en commandite CMP antérieure est détenu au sein de PGD ltée, la valeur des actions de la Catégorie de ressources PGD acquises par un actionnaire traduira les gains courus mais non réalisés sur cet autre actif acquis et le revenu que PGD ltée aura tiré qui n'auront pas été versés sous forme de dividendes au moment où les actions de la Catégorie de ressources PGD ont été acquises. Ces gains, lorsque réalisés et versés à l'actionnaire à titre de dividende sur gains en capital, et ces revenus, lorsque payables à un actionnaire à titre de dividendes ordinaires, seront inclus dans le calcul du revenu de l'actionnaire ainsi qu'il est exposé ci-dessus.

Toute disposition réelle ou réputée par un porteur d'actions de la Catégorie de ressources PGD qui sont considérées comme des immobilisations, y compris le rachat desdites actions au moment où PGD ltée est une « société de placement à capital variable », se traduira par un gain (ou une perte) en capital correspondant à la différence (positive ou négative) entre le produit de la disposition, après déduction des coûts de la disposition, et le prix de base rajusté des actions de la Catégorie de ressources PGD immédiatement avant la disposition. Si le porteur des actions de la Catégorie de ressources PGD est une société par actions, le montant d'une telle perte en capital peut être réduit par le montant des dividendes sur les actions faisant l'objet de la disposition reçus ou

réputés reçus par le porteur, dans la mesure et selon les circonstances précisées dans la Loi de l'impôt. Des règles semblables peuvent s'appliquer lorsqu'une société par actions est membre d'une société de personnes ou bénéficiaire d'une fiducie qui détient des actions de la Catégorie de ressources PGD. La moitié d'un tel gain en capital devra être incluse dans le calcul du revenu d'un actionnaire pour l'année au cours de laquelle la disposition a lieu, sous réserve des règles générales concernant l'imposition des gains en capital, et un actionnaire pourra déduire la moitié d'une perte en capital de ses gains en capital imposables réalisés durant l'année, pour les trois années précédentes ou toute année subséquente.

Si les actions de la Catégorie de ressources PGD sont reçues par les commanditaires à la dissolution de la société, tel qu'il est exposé ci-dessus à la sous-rubrique « Cession de l'actif de la société à un OPC et dissolution de la société », alors elles auront en général un prix de base rajusté théorique. Si des actions de la Catégorie de ressources PGD additionnelles ont été acquises, le prix de base rajusté des actions de la Catégorie de ressources PGD ayant fait l'objet de la disposition sera calculé à l'aide du coût moyen de toutes les actions de la Catégorie de ressources PGD détenues immédiatement avant la disposition.

L'actionnaire qui est une « société privée sous contrôle canadien » pendant toute l'année pour l'application de la Loi de l'impôt pourrait devoir payer un impôt remboursable additionnel de $6\frac{2}{3}\%$ sur son « revenu de placement total » pour l'année, lequel est défini comme incluant un montant relatif aux gains en capital imposables.

Impôt minimum de remplacement

La Loi de l'impôt oblige les particuliers (y compris certaines fiducies) à calculer l'impôt minimum de remplacement établi en fonction du montant de l'excédent du « revenu imposable rajusté » du contribuable pour l'année sur son exemption de base qui, dans le cas d'un particulier (autre que certaines fiducies), correspond à 40 000 \$. Dans le calcul de son revenu imposable rajusté, un contribuable doit notamment inclure tous les dividendes imposables (sans l'application de la majoration) et 80 % des gains en capital nets. Diverses déductions et divers crédits seront refusés, y compris des montants relatifs aux FEC et aux pertes de la société. Un taux d'impôt fédéral de 15 % est appliqué au montant assujéti à l'impôt minimum, duquel est déduit le « crédit d'impôt minimum de base pour l'année » du particulier. Sont inclus dans le crédit d'impôt minimum de base certains crédits spécifiques personnels et autres crédits qu'un particulier peut déduire, pour l'application de la Loi de l'impôt, de l'impôt qu'il doit payer pour l'année. En général, si l'impôt minimum ainsi calculé excède l'impôt par ailleurs payable en vertu de la Loi de l'impôt, l'impôt minimum devra être payé.

L'augmentation éventuelle de l'obligation fiscale d'un commanditaire découlant de l'application des règles relatives à l'impôt minimum de remplacement et l'ampleur de cette augmentation dépendront de son revenu, des sources de celui-ci et de la nature et des montants des déductions qu'il réclame.

Tout impôt additionnel payable par un particulier pour l'année et découlant de l'application de l'impôt minimum de remplacement pourra être déduit au cours de n'importe laquelle des sept années d'imposition suivantes dans le calcul du montant qui, si ce n'était de l'impôt minimum de remplacement, correspondrait à son impôt payable pour cette année.

Il est recommandé aux investisseurs éventuels de consulter leurs conseillers fiscaux afin d'établir l'incidence de l'impôt minimum de remplacement.

Numéros d'identification aux fins de l'abri fiscal

Le numéro d'identification d'abri fiscal fédéral relatif à la société est TS081547. Le numéro d'identification de l'abri fiscal au Québec est QAF-13-01521. Les numéros d'identification délivrés pour cet abri fiscal doivent être indiqués dans toute déclaration de revenus déposée par l'investisseur. La délivrance des numéros d'identification ne sert qu'à des fins administratives et ne confirme en aucune façon l'admissibilité d'un investisseur à réclamer les avantages fiscaux associés à l'abri fiscal. Les numéros d'inscription attribués à cet abri fiscal doivent figurer dans toute déclaration d'impôt sur le revenu produite par l'investisseur. L'attribution de ces numéros n'est

qu'une formalité administrative et ne confirme aucunement le droit de l'investisseur aux avantages fiscaux découlant de cet abri fiscal.

Le commandité produira toutes les déclarations nécessaires relatives à l'abri fiscal et, s'il y a lieu, en remettra des exemplaires à chaque commanditaire.

Imposition des régimes enregistrés

Comme il est décrit à la rubrique « Situation de la société », les parts ne sont pas des placements admissibles, en vertu de la Loi de l'impôt, pour les régimes enregistrés. Les investisseurs qui achètent des parts dans le cadre d'un régime enregistré seront assujettis à des incidences fiscales défavorables importantes.

À la condition que PGD Itée continue d'être une « société de placement à capital variable » pour les besoins de la Loi de l'impôt, les actions de la Catégorie de ressources PGD seront des « placements admissibles » pour ces régimes enregistrés. Les souscripteurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux pour savoir si ces actions seraient des placements interdits pour des comptes d'épargne libre d'impôt, des régimes enregistrés d'épargne-retraite ou des fonds enregistrés de revenu de retraite selon leur situation personnelle.

Incidences fiscales de la politique en matière de distributions de la société

Il n'est pas prévu que la société versera des distributions importantes aux commanditaires, bien qu'il ne lui soit pas interdit de le faire avant sa dissolution. Il est possible qu'un commanditaire reçoive des attributions de revenu sans recevoir, dans une année, de distribution en espèces de la société qui lui permette d'acquitter les obligations fiscales découlant de son statut de commanditaire pour l'année.

Certaines incidences fiscales du Québec

De l'avis de Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., le texte qui suit est un sommaire de certaines incidences fiscales propres au Québec fondé sur les dispositions actuelles de la LSI, le Règlement de la LSI et la compréhension des conseillers juridiques des pratiques administratives publiées actuelles de l'Agence de revenu du Québec. Ce sommaire tient aussi compte des propositions visant des modifications spécifiques à la LSI et au Règlement de la LSI annoncés publiquement par le ministre des Finances (Québec) avant la date des présentes (collectivement, les « dispositions législatives proposées »). Ce sommaire n'examine ni ne prévoit par ailleurs aucun changement dans les lois par suite d'une décision ou mesure judiciaire, gouvernementale ou législative, et ne tient pas compte non plus de lois ou considérations provinciales ou étrangères en matière d'impôt sur le revenu. Rien ne garantit que les dispositions législatives proposées seront adoptées ni qu'elles le seront sous la forme proposée.

Certaines des déductions décrites ci-dessous peuvent être offertes aux commanditaires qui sont assujettis à l'impôt du Québec si une société de ressources les offre à la société. Toutefois, rien ne garantit qu'une société de ressources offrira ces déductions supplémentaires à la société.

Le Québec permet une déduction spéciale dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt sur le revenu pour une année d'imposition plafonnée à 150 % de certains frais d'exploration admissibles engagés dans pour des travaux d'exploration exécutés au Québec par une société admissible. En plus de la déduction de base de 100 % relative aux FEC, un particulier assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec peut avoir droit à une déduction additionnelle égale à 25 % de certains frais d'exploration engagés au Québec par une société admissible. Par ailleurs, un tel particulier peut également déduire un montant supplémentaire égal à 25 % de certains frais d'exploration minière de surface et pétrogazière engagés au Québec par une société admissible. En conséquence, un particulier assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec et qui est un commanditaire à la fin de l'exercice donné de la société peut avoir droit à une déduction maximale égale à 150 % de certains frais d'exploration engagés au Québec par une société admissible et auxquels elle a renoncé en faveur de la société. Pour les besoins de l'impôt sur le revenu du Québec, une société par actions peut se prévaloir du régime des actions accréditatives précité ou réclamer un crédit d'impôt du Québec au titre de ses frais d'exploration.

De plus, à condition que certaines conditions soient remplies, la LSI prévoit un mécanisme permettant l'exemption d'une partie du gain en capital imposable réalisé par un particulier ou attribuable à un particulier à la vente d'un « bien de ressources », terme défini qui devrait en règle générale inclure les parts et, si le choix voulu est fait en vertu de la LSI, les actions d'un OPC reçues à la suite d'une opération de roulement d'OPC, selon le cas. Cette exemption est basée sur un compte de dépenses rétrospectif (le « compte de dépenses ») qui comprend la moitié des FEC engagés au Québec qui donnent lieu à une déduction supplémentaire de 25 % aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec. À la vente du bien de ressources, le particulier peut se prévaloir d'une déduction, aux fins du calcul de son revenu, à l'égard d'une partie du gain en capital imposable réalisé qui est attribuable à l'excédent du prix payé pour acquérir le bien de ressources sur leur coût réputé (de zéro). En règle générale, le montant de la déduction ne peut être supérieur au montant le moins élevé entre (i) la partie du gain en capital imposable réalisé et (ii) le solde du compte de dépenses, sous réserve d'autres limites prévues dans la LSI. Tout montant ainsi utilisé sur le compte de dépenses réduira le solde du compte, alors que toute nouvelle déduction des FEC engagés au Québec qui donne lieu à la déduction additionnelle de 25 % pour les besoins de l'impôt sur le revenu du Québec l'augmentera. La partie du gain en capital imposable représentée par la hausse de la valeur du bien de ressources par rapport au prix payé pour l'acquérir continuera d'être imposable et ne sera pas admissible à la dispense précitée. Il est à noter que chaque associé de la société aura le droit de profiter de l'exemption jusqu'à concurrence d'un montant pouvant raisonnablement être considéré comme la part du particulier de la partie susmentionnée du gain en capital imposable.

Dans le calcul du revenu imposable pour les besoins de l'impôt sur le revenu du Québec, un commanditaire qui est une société par actions assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec peut avoir le droit de déduire, en plus de la déduction de base de 100 % relative aux FEC, une autre déduction de 25 % à l'égard de certains FEC engagés dans la « zone d'exploration nordique » du Québec par une société admissible. Par conséquent, à la condition que les modalités applicables stipulées dans la LSI soient remplies, un commanditaire qui est une société par actions assujettie à l'impôt sur le revenu du Québec peut avoir le droit de déduire jusqu'à 125 % de certains frais d'exploration engagés au Québec et auxquels une société de ressources qui est une société admissible aux fins de la LSI a renoncé en faveur de la société.

La LSI prévoit, lorsqu'un contribuable qui est un particulier (y compris une fiducie personnelle) engage dans une année d'imposition donnée des « frais de placement » dont le total excède le montant du « revenu de placement » gagné dans l'année en question, que l'excédent soit inclus dans le revenu de ce contribuable, ce qui vient annuler la déduction relative à ces frais de placement excédentaires. À ces fins, le revenu de placement comprend les gains en capital imposables qui ne sont pas admissibles à l'exonération des gains en capital à vie. Aussi à ces fins, les frais de placement comprennent certains intérêts et certaines pertes déductibles de la société imputées à un particulier (y compris une fiducie personnelle) assujetti à l'impôt sur le revenu du Québec et 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société, qui ont été attribués à ce commanditaire et qu'il a déduits pour les fins de l'impôt sur le revenu du Québec, sauf les FEC engagés au Québec. Par conséquent, un maximum de 50 % des FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société et ayant été attribués à ce commanditaire et déduits par celui-ci aux fins de l'impôt sur le revenu du Québec, sauf les FEC engagés au Québec, peuvent être inclus dans le revenu du commanditaire pour les fins de l'impôt sur le revenu du Québec si le commanditaire affiche un revenu de placement insuffisant, ce qui vient annuler cette déduction. La partie des frais de placement, s'il en est, inclus dans le revenu du contribuable pour une année d'imposition donnée peut être portée en déduction du revenu de placement gagné dans l'une des trois années d'imposition précédentes ou dans une année d'imposition ultérieure, si le revenu de placement excède les frais de placement pour l'année en question.

Un impôt minimum de remplacement existe aussi dans la LSI, aux termes duquel une exemption de base de 40 000 \$ est offerte et le taux d'inclusion des gains en capital net est de 80 % (augmenté de 5 % conformément à la proposition législative). Le taux de l'impôt minimum de remplacement du Québec est de 16 %. Les souscripteurs éventuels sont expressément invités à consulter leurs conseillers fiscaux afin de déterminer l'incidence de l'impôt minimum de remplacement sur leur situation personnelle.

Le commanditaire assujéti à l'impôt sur le revenu du Québec devrait consulter un fiscaliste à l'égard des incidences fiscales provinciales du Québec découlant de l'achat de parts.

MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ

Commandité

Le commandité a été constitué en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) le 8 novembre 2013. L'établissement principal du commandité est situé au 1, Adelaide Street East, 21^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9. Le commandité est une filiale en propriété exclusive de Goodman & Company, Investment Counsel Inc., qui est le gestionnaire. Le commandité ne possède que des actifs nominaux. Les administrateurs, les dirigeants et (ou) les membres du même groupe que le commandité peuvent acheter, au total, jusqu'à 10 % du placement.

Le commandité assume la responsabilité de la gestion des activités courantes, des investissements et des affaires administratives de la société conformément aux modalités de la convention de société, mais il a délégué la direction des affaires quotidiennes, de l'exploitation et des activités au gestionnaire, en sa qualité de gestionnaire de fonds d'investissement, en vertu de la convention de gestion.

Le commandité aura droit à 0,01 % du revenu net et de la perte nette de la société. La société remboursera les frais engagés par le commandité dans l'exécution de ses obligations pour le compte de la société, y compris les honoraires professionnels. (Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Gestion ».)

Administrateurs et dirigeants du commandité

Les noms, municipalité de résidence, fonctions exercées auprès du commandité et postes principaux au cours des cinq dernières années des administrateurs et dirigeants du commandité sont énumérés ci-dessous. Les administrateurs, qui sont administrateurs depuis la création du commandité, demeurent en fonction jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce que leurs remplaçants soient élus ou nommés.

Nom et municipalité de résidence	Fonction	Poste principal
NED GOODMAN..... Toronto (Ontario)	Président du conseil et administrateur	Président, chef de la direction et administrateur de Dundee Corporation; président du conseil, président, chef de la direction, chef des services de placement et administrateur du gestionnaire
LUCIE PRESOT..... Toronto (Ontario)	Chef des finances et administratrice	Vice-présidente et chef des finances de Dundee Corporation
MURRAY JOHN Toronto (Ontario)	Président, chef de la direction et administrateur	Président et chef de la direction de Dundee Resources Limited (société de placement dans le secteur des ressources et filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation); directeur général, vice-président, conseiller en valeurs principal et administrateur du gestionnaire; président et chef de la direction de Corona Gold Corporation, petite société d'exploration aurifère; président du conseil de Ryan Gold Corp.; président, chef de la direction et administrateur; administrateur de Dundee Precious Metals Inc., minière aurifère; administrateur d'African Minerals Limited, société d'exploration et de mises en valeur

Nom et municipalité
de résidence

Fonction

Poste principal

BRETT WHALEN..... Vice-président et administrateur
Markham (Ontario)

minières et administrateur du commandité et de certaines sociétés du groupe CMP et du groupe de sociétés Ressources Canada Dominion
Vice-président et gestionnaire de portefeuille du gestionnaire et administrateur d'American Vanadium Corp.

Ned Goodman est président du conseil et administrateur du commandité, président, chef de la direction et administrateur de Dundee Corporation et président du conseil, président, chef de la direction, chef des services de placement et administrateur du gestionnaire. M. Goodman est également administrateur d'un certain nombre de sociétés fermées et ouvertes. Il a aussi été nommé chancelier de l'Université Brock et président du conseil émérite du Canadian Centre for Diversity. M. Goodman est géologue et a obtenu un baccalauréat ès sciences de l'Université McGill et une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Toronto. Il a reçu le titre d'analyste financier agréé en 1967. En 1997, il a obtenu le grade de docteur en droit honoris causa de l'Université Concordia.

Murray John est président, chef de la direction et administrateur du commandité, président et chef de la direction de Dundee Resources Limited, directeur général, vice-président, conseiller en valeurs principal et administrateur du gestionnaire, président, chef de la direction et administrateur de Corona Gold Corporation, petite société d'exploration aurifère, président du conseil de Ryan Gold Corp., président, chef de la direction et administrateur de certaines sociétés du groupe CMP et du groupe de sociétés Ressources Canada Dominion et administrateur de Dundee Precious Metals Inc., société d'exploitation aurifère, d'African Minerals Limited, société d'exploration et de mise en valeur minière, de Corona Gold Corp. et de Ryan Gold Corp. Avant de se joindre au groupe de sociétés Dundee, M. John a obtenu un diplôme de l'école des mines de Camborne en 1980, une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Toronto en 1992 et a acquis une vaste expérience en qualité d'ingénieur minier. M. John a entrepris sa carrière dans le secteur du placement à titre d'analyste minier en 1993, pour ensuite travailler comme conseiller en valeurs spécialisé dans les titres des métaux précieux de 1995 à 1998. Il s'est joint à Corporation de valeurs mobilières Dundee à titre d'analyste de recherche en 1998 et est passé à l'équipe des services bancaires d'investissement minier au début de 2001.

Brett Whalen est vice-président et administrateur du commandité et vice-président et gestionnaire de portefeuille du gestionnaire. M. Whalen s'est joint au gestionnaire en 2012 comme vice-président, principalement responsable du groupe de sociétés CMP. Il compte plus de 10 années d'expérience directe avec CMP et CDR. Ses responsabilités vont de la structuration des sociétés en commandite à la commercialisation des fonds, et il apporte son soutien au repérage et à la sélection des occasions de placement minier. En outre, M. Whalen possède une grande expérience dans le domaine des services bancaires d'investissement, grâce notamment aux diverses fonctions de haut dirigeant qu'il a occupées chez Marchés financiers Dundee, Valeurs Mobilières Clarus Inc. et Jacob Securities Inc. Il est aussi administrateur d'American Vanadium Corp. Il a récemment été directeur général, Services bancaires d'investissement, chez Valeurs mobilières Dundee Ltée, où il était responsable d'aider les sociétés de ressources sur le plan du financement et des opérations de fusions et d'acquisitions. En 1998, M. Whalen a obtenu un baccalauréat spécialisé en économie de l'Université Wilfrid Laurier, et, en 2001, il a reçu le titre d'analyste financier agréé.

Bien qu'aucun des administrateurs et dirigeants précités ne consacre tout son temps à l'entreprise et aux affaires du commandité, chacun accordera le temps nécessaire à la gestion des affaires tant commerciales qu'internes de la société et du commandité. Le commandité pourra, s'il le juge approprié, verser une rémunération aux administrateurs et dirigeants du commandité.

Sommaire de la convention de société

Voici un sommaire de la convention de société. Le présent sommaire ne se veut pas exhaustif, et chaque souscripteur devrait examiner attentivement la convention de société. Celle-ci est accessible (i) aux bureaux du

commandité, au 1, Adelaide Street East, 21^e étage, Toronto (Ontario), M5C 2V9; et (ii) sur SEDAR. Les investisseurs devraient consulter la convention de société pour connaître le détail de ces dispositions et des autres dispositions.

Les droits et les obligations des commanditaires et du commandité sont régis par la convention de société, les lois de l'Ontario et les dispositions législatives applicables des territoires où la société mène des activités commerciales.

Chaque souscripteur soumet une offre d'achat visant les parts aux placeurs pour compte, d'une forme et d'un contenu jugés satisfaisants par ces derniers. Le souscripteur dont l'offre d'achat est acceptée par le gestionnaire devient un commanditaire dès que le registre des commanditaires tenu par le commandité est modifié par celui-ci. À la clôture initiale ou dès que possible après, la participation du commanditaire initial est rachetée par la société pour le montant de son apport en capital de 1 000 \$.

Activités

L'activité de la société consiste à conclure des conventions d'achat d'actions avec des sociétés de ressources dans le but d'acquérir des actions accréditives et d'autres titres de celles-ci, conventions d'achat d'actions en vertu desquelles ces sociétés conviendront d'émettre à la société des actions accréditives et d'autres titres, s'il en est, d'engager des FEC dans le cadre de travaux d'exploration au Canada et de renoncer aux FEC en faveur de la société. Les espèces excédentaires de la société seront placées dans des effets de qualité du marché monétaire. La convention de société prévoit que ni le commandité ni les membres de son groupe ne sont tenus d'offrir à la société une occasion de placement ni de la lui rendre accessible, sous réserve de leurs responsabilités envers elle, tel qu'il est précisé à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Conflits d'intérêts ».

Parts

Pour devenir un commanditaire, un souscripteur doit acheter au moins cinq parts. Chaque souscripteur dont la souscription est acceptée par le gestionnaire deviendra un signataire de la convention de société à la clôture appropriée. Le gestionnaire se réserve le droit de refuser les souscriptions à son gré, notamment celles d'un « non-Canadien » au sens de la *Loi sur Investissement Canada* ou d'un « non-résident » au Canada, d'une entité dans laquelle une participation constitue un « abri fiscal déterminé », d'une « institution financière » au sens de la Loi de l'impôt, d'une société de personnes autre qu'une « société de personnes canadienne » au sens de la Loi de l'impôt ou d'un souscripteur qui a financé l'acquisition de parts au moyen d'un emprunt – ou d'une autre créance – pour lequel un recours est ou est réputé être limité au sens de la Loi de l'impôt. La société a aussi le droit d'obliger les commanditaires à vendre leurs parts ou à faire racheter des parts dans certaines circonstances. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Rachat ou vente de parts de porteurs non admissibles ». Aucune fraction de part ne sera émise.

Les participations des commanditaires seront divisées en un nombre illimité de parts et attestées par celles-ci. Chaque part accorde à son porteur les mêmes droits que ceux d'un porteur de toute autre part et l'assujettit aux mêmes obligations que celles auxquelles est assujetti un porteur de toute autre part, et aucun commanditaire ne bénéficiera d'un traitement préférentiel ou d'un droit de priorité par rapport à un autre commanditaire ni n'aura préséance sur celui-ci en aucune circonstance, sauf tel qu'il est prévu aux présentes. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Financement avec recours limité ». La société n'a pas l'intention d'émettre des parts autres que celles visées par le présent prospectus. Les parts constituent des valeurs mobilières pour l'application de la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* (Ontario) et des lois semblables d'autres territoires.

L'acceptation d'une offre d'achat, que ce soit au moyen d'une répartition totale ou partielle, constitue une convention de souscription d'achat intervenue entre le souscripteur et la société selon les modalités et sous réserve des conditions énoncées dans le présent prospectus et dans la convention de société, selon lesquelles le

souscripteur accepte notamment les déclarations, garanties et engagements figurant à la rubrique « Achat de titres ».

Gestion

La convention de société accorde au commandité la responsabilité de contrôler l'entreprise de la société et de détenir les titres de propriété relatifs aux biens de celle-ci. Le commandité doit exercer ses devoirs et s'acquitter de ses obligations avec honnêteté, de bonne foi et dans l'intérêt fondamental des commanditaires, et il doit exercer le degré de soin, de diligence et de compétence d'une personne prudente et compétente. L'autorité et les pouvoirs accordés au commandité pour la gestion de l'entreprise et des affaires de la société sont vastes et englobent toute l'autorité nécessaire ou accessoire lui permettant d'atteindre les objectifs et d'exercer les activités de la société. Le commandité peut, dans le cours normal des affaires, conclure des ententes avec des membres de son groupe visant des biens et des services destinés à la société à condition que les coûts relatifs à ces biens et services soient raisonnables et concurrentiels par rapport aux coûts qui auraient été payables pour des biens et services similaires si ceux-ci avaient été fournis par un tiers indépendant. Le commandité est autorisé à retenir les services du gestionnaire pour le compte de la société afin que le gestionnaire fournisse à celle-ci des services d'investissement, de gestion, d'administration et autres, et le commandité a délégué toutes ces responsabilités au gestionnaire en vertu de la convention de gestion. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion ».

Le commandité a une participation indivise de 0,01 % dans le revenu net et la perte nette de la société et une participation indivise de 0,01 % dans l'actif de la société à la dissolution, et il a droit au remboursement, par la société, des frais d'exploitation et d'administration qu'il a engagés pour le compte de cette dernière.

Un commanditaire ne pourra jouer un rôle actif dans les affaires de la société ni participer à son contrôle.

Le commandité doit agir dans l'intérêt fondamental de tous les commanditaires. La convention de société prévoit que le commandité ne sera pas responsable envers les commanditaires d'un acte, d'une omission ou d'une erreur de jugement, sauf s'il s'agit d'un acte, d'une omission ou d'une erreur de jugement a) qui découle du fait que le commandité n'a pas agi honnêtement, de bonne foi et dans l'intérêt fondamental des commanditaires, ou b) qui donne lieu à une perte de la responsabilité limitée ou expose autrement les commanditaires à une responsabilité illimitée, à condition que cette perte de responsabilité limitée découle d'un acte ou d'une omission du commandité ou encore de sa négligence ou de son inconduite dans l'acquiescement des obligations et devoirs qui lui incombent aux termes de la convention de société ou encore de son mépris ou de sa violation de ces obligations et devoirs. Cette indemnité s'appliquera relativement aux pertes qui excèdent l'apport en capital convenu du commanditaire.

Durée

Voir « Dissolution de la société – Durée ».

Apports en capital

Chaque commanditaire devra faire un apport au capital de la société de 1 000 \$ pour chaque part achetée. Aucune restriction n'est imposée quant au nombre maximal de parts qu'un même commanditaire peut détenir; cependant, la souscription minimale est fixée à cinq parts par souscripteur. Le gestionnaire peut, à sa discrétion, refuser d'accepter une souscription de parts, y compris une souscription effectuée par une personne qu'il croit être un « non-Canadien » au sens de la *Loi sur Investissement Canada* ou un « non-résident » au sens de la Loi de l'impôt, une entité dans laquelle une participation constitue un « abri fiscal déterminé » au sens de la Loi de l'impôt ou une « institution financière » au sens de la Loi de l'impôt, d'une société de personnes autre qu'une « société de personnes canadienne » au sens de la Loi de l'impôt ou d'un souscripteur qui a financé l'acquisition de parts au moyen d'un emprunt – ou d'une autre créance – pour lequel un recours est ou est réputé être limité au sens de la Loi de l'impôt. Un souscripteur deviendra un commanditaire à la clôture pertinente au moment de l'acceptation de sa souscription par le commandité et de l'inscription de son nom au registre.

Commanditaires

Une personne qui souscrit ou achète une part ne devient pas commanditaire et ne peut se prévaloir d'aucun droit d'un commanditaire ni prendre part aux répartitions ou participer aux distributions avant que son nom ne soit porté au registre. Le commandité a convenu de faire modifier le registre de temps à autre tel que cela s'avère nécessaire pour constater l'admission de commanditaires additionnels ou remplaçants à la société.

Répartition du revenu et des pertes

La société répartira au prorata entre les commanditaires inscrits, selon le nombre de parts détenues le 31 décembre de chaque exercice, 100 % de tous FEC ayant fait l'objet d'une renonciation en faveur de la société ou lui ayant été attribués pour l'exercice en cause et 99,99 % du revenu net et de la perte nette de la société. Le revenu net et la perte nette de la société seront attribués dans une proportion de 0,01 % au commandité et de 99,99 % aux commanditaires au prorata des parts détenues. Les pertes cumulatives par part ne seront pas attribuées aux commanditaires au-delà du « montant à risques » par part, calculé conformément à la Loi de l'impôt, déduction faite de la quote-part des FEC relatifs à cette part. Dans la mesure où cette restriction empêche que les pertes soient attribuées aux commanditaires, elles seront attribuées au commandité.

Attribution des FEC

La société attribuera proportionnellement aux commanditaires inscrits au 31 décembre 2014 tous les FEC auxquels les sociétés de ressources ont renoncé en sa faveur en fonction d'une date de prise d'effet en 2014.

Nouvelle répartition basée sur des gestes posés par des commanditaires

Si des gestes posés par un commanditaire donné entraînent une réduction de la perte nette de la société ou du montant des FEC ayant fait, ou pouvant par ailleurs faire, l'objet d'une renonciation ou d'une réattribution en faveur de la société, le montant de cette réduction est d'abord appliqué en réduction de la part de la perte nette ou des FEC, selon le cas, qui serait par ailleurs attribuée au commanditaire. Dans la mesure où le montant de cette réduction excède le montant de la perte nette de la société ou des FEC de celle-ci qui serait par ailleurs attribué au commanditaire en question, il y aura, après cette réduction, répartition de la perte nette ou des FEC entre les commanditaires autres que le commanditaire visé en proportion du nombre de parts détenu par chacun d'eux. Voir le paragraphe 10.4 de la convention de gestion.

Financement avec recours limité

En vertu de la Loi de l'impôt, si un commanditaire finance l'acquisition de parts à l'aide d'un financement à l'égard duquel le recours est limité ou réputé l'être pour l'application de la Loi de l'impôt, les FEC ou les autres frais engagés par la société pourront être réduits du montant d'un tel financement. La convention de société prévoit que, lorsque des FEC de la société ou d'autres frais engagés par celle-ci sont ainsi diminués, le montant des FEC ou des autres déductions qui serait par ailleurs attribué au commanditaire contractant le financement avec recours limité sera diminué du montant de la réduction. Lorsque la réduction des autres frais diminue les pertes de la société, la convention de société prévoit que cette réduction diminuera d'abord le montant de la perte qui serait par ailleurs attribué au commanditaire contractant le financement avec recours limité. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Limitation imposée à la déductibilité des frais ou des pertes de la société » et les paragraphes 3.13 et 10.4 de la convention de société.

La société pourra emprunter des fonds aux termes de la facilité de prêt afin de payer certaines dépenses spécifiques de la société, y compris la rémunération des placeurs pour compte et les frais du présent placement. Voir « Incidences fiscales – Imposition des porteurs – Calcul du revenu des commanditaires » et « Frais – Facilité de prêt ».

Responsabilité limitée des commanditaires

Le commandité a une responsabilité illimitée à l'égard des dettes, du passif et des obligations de la société dans la mesure où ceux-ci excèdent son actif. Le commandité ne possède que des actifs nominaux. Sous réserve des lois des territoires où la société peut exercer ses activités, la responsabilité de chaque commanditaire quant aux dettes, au passif et aux obligations de la société est limitée au montant du prix de souscription applicable aux parts détenues par chaque commanditaire, à la quote-part du revenu non distribué qui revient à chaque commanditaire et à toute tranche du prix de souscription retournée par la société avec intérêt.

Un commanditaire perdra sa responsabilité limitée s'il participe activement aux activités de la société ou au contrôle de son entreprise ou encore dans des circonstances où un énoncé faux a été formulé dans une déclaration de la société et une personne, sur la foi de cet énoncé, a subi un préjudice ou une perte ou a pris connaissance que le registre contient une déclaration fautive ou trompeuse et ne prend pas, dans un délai raisonnable, les mesures qui s'imposent pour faire corriger le registre. Les commanditaires peuvent en outre perdre la protection de la responsabilité limitée si la société exerce des activités dans une province ou un territoire du Canada qui ne reconnaît pas la limitation de la responsabilité accordée par la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario). Les principes de droit des divers territoires canadiens reconnaissant la responsabilité limitée des commanditaires de sociétés en commandite existent en vertu des lois d'une province ou d'un territoire mais faisant affaire dans une autre province ou un autre territoire n'ont pas été établis définitivement. Dans la mesure permise, la société sera inscrite dans chaque territoire où elle prévoit faire affaire. De plus, rien ne garantit que les lois du territoire où la société investit sanctionneront la limite de responsabilité prévue dans la *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario). Pour protéger l'actif de la société et maintenir la responsabilité limitée des commanditaires relativement aux activités de la société exercées dans certaines provinces et certains territoires où la limitation de responsabilité n'est peut-être pas reconnue, le commandité indemniserá les commanditaires quant aux pertes, responsabilités ou frais subis ou engagés par ces derniers parce que leur responsabilité n'est pas limitée. Toutefois, les actifs du commandité sont nominaux et il est improbable qu'il dispose d'assez d'actifs pour acquitter les demandes d'indemnisation pouvant découler de ces situations. Voir « Facteurs de risque ».

Comptabilité et rapports à l'intention des commanditaires

Voir « Questions touchant les porteurs – Rapports aux porteurs de titres ».

Assemblées

Voir « Questions touchant les porteurs – Assemblées des porteurs de titres ».

Procurations

La convention de société prévoit une procuration assortie d'un intérêt, qui a pour effet de constituer une procuration irrévocable. La procuration autorise le commandité, agissant pour le compte des commanditaires, notamment à signer la convention de société et ses modifications, ainsi que tous les actes nécessaires pour constater la dissolution de la société et la partition de son actif distribué aux associés à cette occasion, de même que tous les choix, toutes les décisions ou désignations prévus par la Loi de l'impôt ou par la législation fiscale d'une province ou d'un territoire en ce qui a trait aux affaires de la société ou à la participation d'un commanditaire dans celle-ci, y compris les choix prévus aux paragraphes 85(2) et 98(3) de la Loi de l'impôt et aux dispositions correspondantes des lois provinciales pertinentes à l'égard de la dissolution de la société. En souscrivant et en achetant des parts, chaque souscripteur reconnaît qu'il a donné la procuration et il ratifiera toutes mesures prises par le commandité aux termes de celle-ci. La procuration continue de s'appliquer après la dissolution de la société.

Modification

Voir « Questions touchant les porteurs – Modification de la convention de société ».

Transfert de parts

Les parts peuvent être cédées par chaque porteur, et le cessionnaire doit signer et remettre à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts de la société une cession et une procuration essentiellement similaires à celles qui sont jointes comme annexe A de la convention de société. Le cessionnaire ne deviendra commanditaire que lorsque son nom sera inscrit dans le registre. Le cédant de parts demeure obligé de rembourser toute tranche du prix de souscription retournée par la société, avec les intérêts.

Aucune restriction n'est imposée au transfert de parts, sauf qu'il est assujéti à l'approbation du commandité et que le commandité refusera d'inscrire une cession en faveur d'un cessionnaire qu'il croit être un « non-Canadien » au sens de la *Loi sur Investissement Canada*, un « non-résident » pour l'application de la Loi de l'impôt ou une société de personnes qui n'est pas une « société de personnes canadienne » pour l'application de la Loi de l'impôt, une entité dans laquelle une participation constitue un « abri fiscal déterminé » pour l'application de la Loi de l'impôt ou une cession à un cessionnaire qui serait une « institution financière » pour l'application de la Loi de l'impôt si le commandité apprend que des propriétaires véritables d'au moins 45 % des parts alors en circulation sont, ou peuvent être, des « institutions financières » pour l'application de la Loi de l'impôt, ou si, à la suite de cette cession, la société devient une « institution financière » ou un ayant droit qui a financé l'acquisition de parts au moyen d'un emprunt – ou d'une autre créance – pour lequel un recours est ou est réputé être limité au sens de la Loi de l'impôt. Puisque la plupart des avantages fiscaux qui seraient généralement au bénéfice des commanditaires devraient se réaliser au cours de l'année d'imposition 2014 et qu'afin de bénéficier de ces avantages fiscaux une personne doit être un commanditaire au 31 décembre 2014, la cession de parts effectuée après le 31 décembre 2014 ne devrait conférer aucun de ces avantages fiscaux.

Rachat ou vente de parts de porteurs non admissibles

Le commandité peut exiger que les commanditaires qui sont des non-résidents du Canada aux fins de la Loi de l'impôt ou qui contreviennent par ailleurs à l'article 3.2 de la convention de société (se rapportant au statut de commanditaires) vendent leurs parts à des acheteurs admissibles dans une période spécifiée d'au moins cinq jours. De plus, si le commandité apprend que des propriétaires d'au moins 45 % des parts alors en circulation sont, ou peuvent être, des institutions financières ou qu'une telle situation est imminente, il peut exiger que ces commanditaires vendent leurs parts ou une partie de celles-ci dans une période spécifiée d'au moins quinze jours. Si un commanditaire omet de se conformer à une telle demande, le commandité a le droit dans les deux cas de vendre les parts de ce commanditaire à leur valeur liquidative la plus récente, moins un escompte de 5 %, ou la société peut les racheter à ce prix.

Démission et destitution du commandité

Le commandité a le droit de démissionner de ses fonctions de commandité de la société à tout moment après avoir reçu l'approbation des commanditaires par voie de résolution ordinaire et il sera réputé avoir démissionné s'il déclare faillite ou est dissous et dans certaines autres circonstances. La démission du commandité prendra effet au moment le plus rapproché entre la nomination d'un nouveau commandité par les commanditaires au moyen d'une résolution ordinaire et l'expiration d'une période de 180 jours suivant la démission réputée du commandité ou la remise d'un avis écrit aux commanditaires de sa démission volontaire. Le commandité n'a pas le droit de démissionner si sa démission a pour effet de dissoudre la société.

Le commandité peut être destitué à tout moment s'il commet un acte frauduleux ou une inconduite dans l'acquittement des obligations importantes qui lui incombent aux termes de la convention de société ou en cas de négligence ou de violation de telles obligations, si sa destitution a été approuvée par voie de résolution extraordinaire et si un commandité remplaçant a été admis à la société. Il est entendu qu'aucune décision de placement ou de désinvestissement prise de bonne foi par le commandité ne constituera ni ne sera réputée constituer un motif de destitution de ce dernier. À la démission ou destitution du commandité et à l'admission d'un nouveau commandité, le commandité démissionnaire ou destitué transférera au nom du nouveau commandité le titre de tout bien de la société alors à son nom.

Autres activités du commandité

Aucune limitation n'est imposée aux activités que le commandité peut exercer, outre ses activités de commandité de la société. Le commandité peut devenir commandité d'autres sociétés en commandite ou promoteur d'autres entreprises exerçant des activités similaires à celles de la société ou œuvrant dans le même secteur d'activités que celle-ci. Cependant, le commandité doit agir en tout temps dans l'intérêt fondamental de la société.

Le gestionnaire et conseiller en valeurs de la société

La société a retenu les services de Goodman & Company, Investment Counsel Inc. pour qu'elle lui fournisse des services d'investissement, de gestion, d'administration et d'autres services. Le gestionnaire est inscrit à titre de conseiller en valeurs, de courtier de marchés non réglementés dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, de gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, et de conseillers en valeurs (« investment advisor ») en vertu de la loi des É.-U. intitulée *Investment Advisors Act of 1940*. Le gestionnaire fournit des conseils en valeurs tant directement qu'à titre de conseiller auxiliaire à des clients institutionnels et particuliers. L'équipe de gestion de portefeuille du gestionnaire est dirigée par Ned Goodman et Murray John, et inclut Brett Whalen. Ned Goodman, président, chef de la direction et chef de la stratégie de placement du gestionnaire, possède de nombreuses années d'expérience dans diverses activités de placement, notamment dans les domaines de la gestion de portefeuille, des fusions, des acquisitions, des services bancaires d'investissement et de la gestion de sociétés de ressources.

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de Dundee Corporation. Au 30 septembre 2013, l'actif sous gestion du gestionnaire s'élevait à environ 823 M\$. Le siège social et établissement principal du gestionnaire est situé au 1, Adelaide Street East, 21^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Tâches et services devant être exécutés par le gestionnaire et conseiller en valeurs

En vertu de la convention de gestion, le gestionnaire agira à titre de gestionnaire de portefeuille et de fonds d'investissement de la société et il gèrera les activités et les affaires de la société, prendra toutes les décisions qui se rapportent aux activités de la société et la liera juridiquement. Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à des tiers quand, à son avis, cela sert au mieux les intérêts de la société, à condition que le fait de les déléguer ne dégage pas le gestionnaire d'une des obligations qui lui incombent en vertu de la convention de gestion.

Dans le cadre de ses tâches, le gestionnaire devra repérer, analyser et sélectionner les placements de la société, surveiller leur rendement et établir le moment, les modalités et le mode de disposition de ces placements, tenir les registres comptables de la société, autoriser le paiement des frais d'exploitation engagés au nom de la société, dresser les états financiers, établir les déclarations de revenus et les documents d'information financière et comptable tels qu'ils sont requis par la société, fournir et maintenir des installations de matériel informatique et de logiciel complètes, s'assurer que les commanditaires reçoivent les états financiers et autres rapports exigés à l'occasion par les lois applicables, s'assurer que la société est conforme aux exigences réglementaires, dont les exigences d'information continue prévues dans les lois sur les valeurs mobilières applicables, établir les rapports de la société à l'intention des commanditaires et des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, fournir au dépositaire l'information et les rapports dont il a besoin pour remplir ses obligations fiduciaires, coordonner et organiser les stratégies de marketing, fournir des installations de bureau complètes pour les activités du commandité, traiter et communiquer avec les commanditaires, et négocier les contrats avec des tiers fournisseurs de services, y compris les dépositaires, les agents des transferts, l'auditeur et les imprimeurs.

Modalités de la convention de gestion

En vertu de la convention de gestion, en contrepartie des services décrits ci-haut sous « Tâches et services devant être exécutés par le gestionnaire et conseiller en valeurs », le gestionnaire aura droit à des frais de gestion

annuels correspondant à 2 % de la valeur liquidative. Les frais de gestion seront calculés et payables mensuellement à terme échu, au comptant, en fonction de la valeur liquidative à la fin du mois précédent (et au prorata de toute partie de mois, s'il y a lieu). Le gestionnaire peut aussi fournir à la société des bureaux, du matériel et du personnel de bureau au besoin, et il est responsable des frais engagés à cet égard. Toutefois, le gestionnaire aura droit au remboursement de certaines dépenses engagées pour le compte du commandité ou de la société. De plus, il aura droit à une prime de rendement, payable sur la base de chaque part, d'un montant égal à 20 % de l'excédent de la valeur liquidative par part à la date de la prime de rendement (avant l'entrée en vigueur de la prime de rendement), plus toutes les distributions par part payées durant la période débutant à la date de la clôture initiale et se terminant à la date de la prime de rendement, sur 1 120 \$. La prime de rendement sera courue à chaque date d'évaluation et payée dès que possible après la date de la prime de rendement.

Le gestionnaire n'a d'autre obligation envers la société que celle de fournir, d'une manière honnête, en toute bonne foi et dans l'intérêt fondamental de la société, les services prévus dans la convention de gestion et d'exercer le même degré de soin, de diligence et de compétence qu'exercerait dans des circonstances analogues un fournisseur et gestionnaire de services et d'installations raisonnablement prudent et expérimenté.

La convention de gestion prévoit que le gestionnaire ne sera en rien redevable à la société s'il s'acquitte de ses tâches avec le degré de soin, de diligence et de compétence décrit ci-dessus. Le commandité a accepté d'indemniser le gestionnaire pour toute demande découlant a) d'une négligence, inconduite volontaire ou manifestation de mauvaise foi de la part du commandité ou d'une violation par celui-ci d'une disposition de la convention de gestion, et b) d'un geste posé par le gestionnaire conformément à des instructions reçues du commandité. La société a accepté d'indemniser le gestionnaire pour toute perte subie dans le cadre de l'acquittement des obligations qui incombent à ce dernier aux termes de la convention de gestion, sauf par suite d'une négligence, d'une inconduite volontaire ou d'une manifestation de mauvaise foi de la part du gestionnaire ou d'une violation ou d'un manquement important du gestionnaire à l'égard des obligations qui lui incombent aux termes de la convention de gestion. Le gestionnaire a convenu d'indemniser le commandité et la société pour toute réclamation découlant de son inconduite volontaire, de sa mauvaise foi ou de sa négligence, ou s'il omet de s'acquitter de ses tâches ou de faire preuve du degré de soin, de diligence et de compétence précité.

La convention de gestion, à moins qu'elle ne soit résiliée comme il est décrit ci-après, restera en vigueur jusqu'à la dissolution de la société. La convention de gestion sera systématiquement résiliée soit à la date de prise d'effet du transfert de l'actif de la société à l'OPC, comme il est prévu dans la convention de société, soit à la date de prise d'effet de l'opération de liquidité de rechange. La convention de gestion sera également résiliée s'il survient un changement important dans l'objectif, la stratégie ou les restrictions fondamentaux en matière de placement de la société que le gestionnaire n'a pas préalablement accepté. Le gestionnaire ou la société peuvent résilier la convention de gestion en donnant un préavis écrit de deux mois. Les deux parties à la convention de gestion peuvent résilier celle-ci a) sans verser de paiement à l'autre partie si l'une d'elles est en violation ou en défaut relativement aux dispositions de la convention de gestion et, si la violation ou le défaut peut être corrigé, il ne l'a pas été dans les 60 jours suivant la réception de l'avis écrit de violation ou de défaut remis à l'autre partie; ou b) si l'une des parties à la convention de gestion est dissoute, est liquidée ou procède à une cession générale en faveur de ses créanciers, ou si un événement semblable survient. La société peut également résilier la convention de gestion s'il advient qu'un permis ou une inscription que doit détenir le gestionnaire pour s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la convention de gestion n'est plus valide et en vigueur.

En vertu de la convention de société, si la convention de gestion est résiliée comme il est prévu ci-dessus, le commandité nomme un remplaçant qui se chargera des activités du gestionnaire.

Dirigeants et administrateurs du gestionnaire et conseiller en valeurs de la société

Le tableau qui suit donne le nom, la municipalité de résidence, les fonctions ou le poste principal occupé auprès du gestionnaire au cours des cinq dernières années des administrateurs et des hauts dirigeants du gestionnaire.

<u>Nom et municipalité de résidence</u>	<u>Fonction auprès du gestionnaire</u>	<u>Poste principal</u>
NED GOODMAN..... Toronto (Ontario)	Président, chef de la direction, président du conseil, chef des services de placement et administrateur	Président, chef de la direction et administrateur de Dundee Corporation
JONATHAN GOODMAN Toronto (Ontario)	Vice-président	Vice-président du conseil et chef de l'exploitation de Dundee Corporation
LUCIE PRESOT..... Toronto (Ontario)	Vice-présidente, chef des finances et administratrice	Vice-présidente et chef des finances de Dundee Corporation
MURRAY JOHN..... Toronto (Ontario)	Directeur général, vice-président, gestionnaire de portefeuille principal et administrateur	Président et chef de la direction de Dundee Resources Limited
BRETT WHALEN..... Toronto (Ontario)	Vice-président	Vice-président du gestionnaire
SIVAN FOX..... Toronto (Ontario)	Vice-présidente, Juridique	Vice-présidente, Juridique de Dundee Corporation

Les renseignements biographiques portant sur chacun des membres de l'équipe de gestion de portefeuille du gestionnaire sont présentés ci-dessous.

Vous trouverez les notes biographiques de **Ned Goodman**, **Murray John** et **Brett Whalen** à la rubrique « Administrateurs et dirigeants du commandité » ci-dessus.

Jonathan Goodman est vice-président du gestionnaire; vice-président du conseil et chef de l'exploitation de Dundee Corporation; président et chef de la direction de Dundee Capital Markets Inc. et président exécutif du conseil et administrateur de Dundee Precious Metals Inc. M. Goodman possède plus de 25 années d'expérience dans le secteur des ressources et du pétrole à titre de géologue, d'analyste en chef, de gestionnaire de portefeuille et de haut dirigeant. Avant de se joindre au groupe de sociétés Dundee, il a obtenu un baccalauréat ès sciences en génie géologique de la Colorado School of Mines en 1984 et une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Toronto. M. Goodman est aussi ingénieur, analyste financier agréé et administrateur de plusieurs sociétés de ressources cotées en bourse. Il s'est joint au groupe de gestion de placements de Dundee Corporation en 1990 à titre de responsable de la sélection des actions canadiennes et y a joué un rôle majeur dans le développement des stratégies de répartition de l'actif avant d'en être le président de 1998 à 2001. M. Goodman est aussi le fondateur de Goepel Shields et associés, une société de placement.

Interdictions d'opérations et faillites

M. Jonathan Goodman a été administrateur de Tahera Diamond Corporation (« Tahera ») d'août 2003 à septembre 2008. Le 16 janvier 2008, Tahera a demandé la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, et, en raison de ses difficultés financières, elle a omis de déposer des états financiers et d'autres documents d'information continue pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 et pour les périodes comptables suivantes. Par conséquent, en 2010, des interdictions d'opérations visant tous les titres de Tahera ont été émises par la CVMQ ainsi que par les autorités de réglementation en valeurs mobilières du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, et elles n'ont pas été annulées.

Conflits d'intérêts

Il peut arriver que des conflits surgissent parce qu'aucun des administrateurs ou des dirigeants du commandité ou du gestionnaire ne se consacre à temps plein à l'entreprise et aux affaires de la société. Cependant, cet administrateur ou ce dirigeant consacrerait tout le temps qu'il faut à la gestion de l'entreprise et des affaires de la société et du commandité. Certains administrateurs et dirigeants du commandité ou du gestionnaire peuvent aussi être ou devenir administrateurs ou dirigeants des sociétés de ressources dans lesquelles la société investit. Les membres du même groupe que le gestionnaire et le commandité, ainsi que leurs administrateurs et

dirigeants respectifs pourraient posséder des actions de sociétés de ressources dans lesquelles la société investit. Le gestionnaire est le sous-conseiller de la Catégorie de ressources PGD.

Les services du gestionnaire ne sont pas exclusifs à la société. Le gestionnaire agit comme conseiller en valeurs d'autres fonds, y compris les sociétés en commandite antérieures existantes, et il peut à l'avenir agir comme conseiller en valeurs et (ou) gestionnaire de fonds de placement pour d'autres fonds qui ont des mandats comparables en matière de placement à ceux de la société et il peut aussi investir dans des actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources dans lesquelles la société investit. De temps à autre, la répartition des occasions de placement, le moment choisi pour prendre des décisions de placement et l'exercice de droits à l'égard des titres de sociétés de ressources et leur négociation pourraient entraîner des conflits d'intérêts. En cas de conflit d'intérêts, le gestionnaire examinera le conflit par rapport aux objectifs de placement de chacune des personnes en cause et agira conformément à l'obligation de diligence dont il est redevable à chacune d'elles.

Au cours de l'exercice 2014, des membres du même groupe que la société peuvent coinvestir avec la société dans des sociétés de ressources en vue de faciliter l'acquisition d'actions accréditives par la société. Les membres du même groupe que le gestionnaire et le commandité peuvent aussi investir dans des actions accréditives de sociétés de ressources dans lesquelles la société investit. Le groupe CMP, le groupe de sociétés Ressources Canada Dominion et les membres de leur groupe respectif ne sont nullement limités ni touchés dans leur faculté de mener d'autres affaires commerciales pour leur propre compte et pour le compte d'autrui et ils se livrent actuellement et ils peuvent se livrer à l'avenir aux mêmes activités commerciales ou rechercher les mêmes occasions de placement que la société.

Sous réserve de la conformité aux lois en valeurs mobilières applicables, la société peut également investir dans des entités reliées au gestionnaire ou acheter le titre d'un émetteur pour lequel une personne responsable ou une personne ayant des liens avec une personne responsable est un associé, un dirigeant ou un administrateur. Une « personne responsable » signifie, pour un conseiller inscrit, a) le conseiller, b) un associé, un administrateur ou un dirigeant du conseiller, et c) chacune des personnes suivantes qui ont accès ou participent à la formulation d'une décision de placement prise au nom d'un client du conseiller ou d'un conseil à donner au client du conseiller : (i) un employé ou un mandataire du conseiller; (ii) un membre du même groupe que le conseiller; et (iii) un associé, un administrateur, un dirigeant, un employé ou un mandataire d'un membre du même groupe que le conseiller.

Le gestionnaire a établi des directives et des procédures pour le choix des courtiers qui exécutent les opérations pour la société, dans le cadre desquelles il est notamment tenu d'obtenir des autorisations internes et de se conformer aux conditions prévues dans les instructions et les arrangements de courtage du CEI en vigueur. Lorsqu'il choisit un courtier qui doit exécuter une opération sur valeurs, le gestionnaire cherche à obtenir les meilleures conditions qui soient et, à cette fin, il suit un processus en vue de se conformer à ses propres directives et procédures, y compris l'examen de nombreux facteurs comme les exigences de l'opération, la capacité du courtier de l'exécuter efficacement et le coût total de son exécution.

À condition que les prix, les services et d'autres modalités soient comparables ou moins coûteux que ceux offerts par d'autres courtiers, il est prévu qu'une partie des opérations de portefeuille effectuées pour la société seront exécutées par Valeurs mobilières Dundee Ltée. De plus, la société peut investir dans des sociétés de ressources pour lesquelles Valeurs mobilières Dundee Ltée agit comme placeur pour compte ou preneur ferme.

Comité d'examen indépendant

Le comité d'examen indépendant de la société s'occupe des questions de conflits d'intérêts qui lui sont soumises par le gestionnaire conformément au Règlement 81-107. Le gestionnaire est tenu en vertu du Règlement 81-107 de relever les conflits d'intérêts inhérents à sa gestion de la société et des autres fonds d'investissement qu'il gère et de demander l'avis du comité d'examen indépendant sur la façon de gérer ces conflits. Le Règlement 81-107 exige aussi que le gestionnaire établisse des directives et procédures écrites relativement à sa gestion de tels conflits d'intérêts. Le comité d'examen indépendant donnera ses

recommandations ou approbations, selon le cas, au gestionnaire en se souciant de servir au mieux les intérêts de la société. Il remet annuellement un rapport aux commanditaires, comme l'exige le Règlement 81-107. Ce rapport est remis gratuitement par le gestionnaire sur demande. Il suffit de contacter le gestionnaire au 1-877-681-0332. Le rapport sera aussi accessible au www.goodmanandcompany.com. L'information figurant au www.goodmanandcompany.com ne fait pas partie du présent prospectus et n'y est pas intégrée par renvoi.

Les membres actuels du comité d'examen indépendant sont Brahm Gelfand (président), Brian Gelfand et Charles Marleau. Chaque membre de ce comité est « indépendant » (selon le sens donné à ce terme dans le Règlement 81-107) de la société et du gestionnaire.

La rémunération et les autres dépenses raisonnables du comité d'examen indépendant seront payées par la société. Le principal composant de la rémunération des membres du comité d'examen indépendant consiste en des provisions annuelles et en des honoraires versés pour chaque réunion du comité à laquelle ils assistent. Chaque membre du comité d'examen indépendant touche des provisions annuelles de 10 000 \$ ainsi que 1 500 \$ pour chaque réunion du comité (y compris celles tenues par conférence téléphonique) à laquelle il participe, plus des frais pour chaque réunion. Le président du conseil reçoit une provision annuelle supplémentaire de 10 000 \$. Les frais, plus les frais juridiques connexes, sont répartis entre tous les fonds gérés par le gestionnaire assujettis au Règlement 81-107, d'une manière jugée juste et raisonnable par le gestionnaire. De plus, la société a convenu d'indemniser les membres du comité à l'égard de certaines responsabilités.

Agent d'évaluation

SGGG Fund Services Inc. (« SGGG » ou l'« agent d'évaluation ») est l'agent d'évaluation de la société et est responsable de lui fournir certains services comptables sous la supervision du gestionnaire, y compris l'évaluation de fonds, le rapprochement et l'établissement de rapports financiers. SGGG aura la responsabilité de fournir tous les services d'évaluation à la société et calculera la valeur liquidative et la valeur liquidative par part conformément aux modalités de la convention de services administratifs. (Voir « Calcul de la valeur liquidative ».)

Détails de la convention de services administratifs

La convention de services administratifs prévoit que l'agent d'évaluation se portera garant de l'ensemble des responsabilités, dommages-intérêts, réclamations, frais ou pertes dont la société peut faire l'objet par suite de la mauvaise foi, de la négligence, d'une faute volontaire de l'agent d'évaluation ou de son omission de s'acquitter de ses tâches et obligations stipulées dans la convention de services administratifs. Conformément à la convention de services administratifs, le gestionnaire garantira l'agent d'évaluation ainsi que ses administrateurs, dirigeants, employés et mandataires contre l'ensemble des responsabilités, réclamations, dommages-intérêts, frais ou pertes qui peuvent survenir dans le cadre de la prestation des services de l'agent d'évaluation en vertu de la convention de services administratifs.

La convention de services administratifs contient certaines clauses de dénégaration de responsabilité visant l'agent d'évaluation. Par exemple, lorsqu'il calcule la valeur liquidative par part, l'agent d'évaluation peut uniquement se fier aux documents qui lui sont remis, y compris le présent prospectus, et aux instructions du gestionnaire.

L'agent d'évaluation n'a pas la responsabilité de déterminer si les parts sont mises en marché et vendues conformément aux lois en valeurs mobilières applicables.

L'agent d'évaluation et le gestionnaire peuvent résilier la convention de services administratifs en tout temps moyennant la remise d'un préavis écrit d'au moins six mois à l'autre partie. La convention de services administratifs peut également être résiliée immédiatement par les deux parties dans certaines circonstances.

Les honoraires de l'agent d'évaluation sont fixés d'après certaines hypothèses qui sont décrites dans la convention de services d'administratifs. L'agent d'évaluation facturera des honoraires précis pour les services fournis, notamment pour le calcul de la valeur liquidative par part et l'établissement des états financiers.

Dépositaire

State Street Trust Company Canada, de Toronto, sera nommée, au plus tard à la clôture initiale, à titre de dépositaire du portefeuille de placement de la société aux termes de la convention de dépôt. Le dépositaire sera responsable de la garde de la totalité de l'encaisse, des titres et des autres actifs de la société qui lui sont remis, mais pas des actifs de la société qui ne sont pas directement sous l'emprise du dépositaire ou détenus par celui-ci. Le dépositaire peut utiliser des dépositaires auxiliaires selon ce qu'il juge approprié en regard des circonstances. La convention de dépôt peut être résiliée par une partie à cette convention moyennant un préavis écrit de 90 jours. Le dépositaire a droit à une rémunération pour ses services et au remboursement de dépenses, tel qu'il est indiqué dans un barème d'honoraires écrit convenu entre les parties à la convention, à moins qu'une rémunération différente ne soit conclue par écrit.

Auditeur

L'auditeur de la société est PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés, PWC Tower, 18 York Street, Suite 2600, Toronto (Ontario) M5J 0B2.

Agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts

Computershare est l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour les parts à ses bureaux de Toronto.

Promoteur

Le gestionnaire et le commandité peuvent être considérés comme les promoteurs de la société au sens de la loi sur les valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada en raison de l'entreprise dans le cadre de laquelle ils ont établi la société et pris les mesures nécessaires à la réalisation du placement public des parts. Les promoteurs ne tireront, directement ou indirectement, aucun avantage de l'émission des parts offertes aux présentes, sauf tel qu'il est décrit aux rubriques « Frais » et « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».

Sociétés en commandite CMP antérieures

Des membres actuels et anciens du groupe du commandité ont agi en tant que commandités des sociétés en commandite CMP antérieures. Les sociétés en commandite CMP antérieures ont conclu les appels publics à l'épargne suivants :

Nom de la société en commandite	Produit brut
CMP 1984 Mineral Partnership and Company, Limited	38 000 000
CMP 1985 Mineral Partnership and Company, Limited	100 000 000
CMP 1986 Resource Partnership and Company, Limited	110 000 000
CMP 1987 Resource Partnership and Company, Limited	175 000 000
CMP 1987 Resource Partnership and Company, Limited II	30 000 000
CMP 1988 Resource Partnership and Company, Limited	119 104 500
CMP 1988 II Resource Partnership and Company, Limited	50 000 000
CMP 1988 III Resource Partnership and Company, Limited	65 000 000
CMP 1989 Resource Partnership and Company, Limited	80 010 000
CMP 1989 II Resource Partnership and Company, Limited	51 240 000
CMP 1990 Resource Partnership and Company, Limited	109 650 000

Nom de la société en commandite	Produit brut
CMP 1999 Resource Limited Partnership.....	6 238 500
Société en commandite de ressources CMP 2000.....	15 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2000 II.....	19 444 500
Société en commandite de ressources CMP 2001.....	28 140 000
Société en commandite de ressources CMP 2001 II.....	12 093 000
Société en commandite de ressources CMP 2002.....	70 821 000
Société en commandite de ressources CMP 2003.....	105 032 000
Société en commandite de ressources CMP 2004.....	175 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2005.....	151 103 000
Société en commandite de ressources CMP 2006.....	200 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2007.....	200 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2008.....	200 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2009.....	42 478 000
Société en commandite de ressources CMP 2009 II.....	38 813 000
Société en commandite de ressources CMP 2010.....	100 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2010 II.....	50 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2011.....	125 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2011 II.....	46 172 000
Société en commandite de ressources CMP 2012.....	100 000 000
Société en commandite de ressources CMP 2013.....	65 678 000
	2 679 017 500 \$
CMP 1985 (Québec) Mineral Partnership and Company, Limited.....	20 000 000
CMP 1986 (Québec) Resource Partnership and Company, Limited.....	35 000 000
CMP 1987 (Québec) Resource Partnership and Company, Limited.....	93 000 000
	148 000 000
CMP 1987 Oil & Gas Partnership and Company, Limited.....	100 000 000
	2 927 017 500 \$

Des membres actuels et anciens du groupe du commandité ont recueilli plus de 1,1 G\$ dans quinze des sociétés en commandite CMP antérieures entre 1984 et 1990. Par la suite, ces placements ont été abandonnés jusqu'en 1999 à cause de la détérioration générale du potentiel de gains en capital dans les sociétés de ressources. En 1999, le groupe CMP a relancé ses sociétés en commandite sur la foi que la conjoncture économique à ce moment-là améliorerait, de l'avis de certains membres actuels et anciens du groupe du commandité, les perspectives de gain en capital dans le secteur des ressources.

Rendement de certaines sociétés en commandite CMP antérieures

Le texte qui suit présente brièvement le rendement des sociétés en commandite CMP antérieures depuis 1999. Des membres actuels et anciens du groupe du commandité ont agi à titre de commandités des sociétés en commandite CMP antérieures ayant des objectifs et des stratégies de placement assez semblables à ceux de la société.

Le tableau ci-dessous présente la valeur liquidative historique ainsi que le taux de rendement après impôt annualisé et cumulatif aux dates indiquées pour les commanditaires de chacune des sociétés en commandite CMP antérieures; les données se fondent sur un certain nombre d'hypothèses décrites dans les notes. De plus, le tableau ci-après présente pour chaque société en commandite CMP antérieure (i) la valeur liquidative par part de commandite de chacune de ces sociétés en commandite à la date à laquelle elle a transféré son actif à PGD ltée (la « date de transfert ») ou au 10 janvier 2014, selon le cas, (ii) le taux de rendement après impôt par part de commandite de chacune de ces sociétés en commandite à la date de transfert pertinente ou au 10 janvier 2014, selon le cas, et (iii) le taux de rendement après impôt annualisé des commanditaires de chacune de ces sociétés en commandite. La valeur liquidative par part à la date de transfert pertinente démontre la capacité de chacune des

sociétés en commandite CMP antérieures de préserver et de faire croître la valeur liquidative afin de générer un rendement, sans égard aux incidences fiscales liées au placement dans ces parts. Voir « Dissolution de la société – Portefeuilles gérés Dynamique Ltée ».

Il est présumé, pour les rendements après impôt indiqués dans le tableau ci-dessous, que le commanditaire est un particulier résidant en Ontario et assujéti à un taux d'imposition de 46,41 %, soit le taux marginal d'imposition maximal en Ontario jusqu'au 30 juin 2012. Ces rendements sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, décrites dans les notes relatives au tableau. En règle générale, il est présumé que l'investisseur est en mesure de déduire de son revenu le prix de souscription de 1 000 \$ la part à des fins fiscales et que la disposition ultérieure d'un placement résultera en un gain en capital. La différence entre le traitement fiscal qui consiste en une déduction sur le revenu et celui qui consiste en une inclusion à titre de gain en capital à des taux marginaux d'imposition effectifs favorables a comme effet de réduire le seuil de rentabilité du produit de disposition. Les rendements après impôt réels peuvent être différents de ceux suggérés ci-dessous. Pour le commanditaire, ils varient selon nombre de facteurs, dont la province de résidence, la date de la disposition, les taux marginaux d'imposition, la réception des distributions, les inclusions réelles de gains en capital et les déductions ou crédits réels reçus. **Les rendements passés des sociétés en commandite CMP antérieures ne sont en rien indicatifs du rendement futur de la société.** Voir « Facteurs de risque » et « Énoncés prospectifs ».

TABLEAU 1 : Sociétés en commandite CMP antérieures dissoutes¹⁾

<u>Dénomination de la société en commandite</u>	<u>Valeur liquidative par part à la date de transfert</u>	<u>Taux de rendement après impôt à la date de transfert²⁾⁷⁾</u>	<u>Taux de rendement avant impôt annualisé³⁾</u>	<u>Taux de rendement après impôt annualisé⁴⁾</u>
CMP 1999 Resource Limited Partnership.....	109,35 \$	63,4 %	s.o. ⁵⁾	s.o. ⁵⁾
Société en commandite de ressources CMP 2000.....	144,54 \$	138,2 %	19,35 %	51,71 %
Société en commandite de ressources CMP 2000 II.....	100,07 \$	64,9 %	0,04 %	35,03 %
Société en commandite de ressources CMP 2001.....	1 219,68 \$	92,1 %	10,47 %	38,74 %
Société en commandite de ressources CMP 2001 II.....	1 389,08 \$	118,8 %	25,78 %	72,72 %
Société en commandite de ressources CMP 2002.....	1 304,71 \$	114,5 %	16,66 %	55,62 %
Société en commandite de ressources CMP 2003.....	1 053,14 \$	80,1 %	2,67 %	34,93 %
Société en commandite de ressources CMP 2004.....	1 144,85 \$	91,2 %	8,05 %	44,90 %
Société en commandite de ressources CMP 2005.....	1 637,12 \$	146,9 %	31,02 %	64,12 %
Société en commandite de ressources CMP 2006.....	781,95 \$	26,7 %	-11,77 %	12,80 %
Société en commandite de ressources CMP 2007.....	177,86 \$	-68,9 %	-52,11 %	-39,26 %
Société en commandite de ressources CMP 2008.....	954,22 \$	66,2 %	-2,32 %	28,92 %
Société en commandite de ressources CMP 2009.....	1 710,85 \$	203,0 %	32,26 %	78,10 %
Société en commandite de ressources CMP 2009 II.....	1 306,81 \$	131,8 %	23,43 %	93,73 %
Société en commandite de ressources CMP 2010.....	743,87 \$	22,5 %	-14,26 %	11,14 %

Dénomination de la société en commandite	Valeur liquidative par part à la date de transfert	Taux de rendement après impôt à la date de transfert ²⁾⁷⁾	Taux de rendement avant impôt annualisé ³⁾	Taux de rendement après impôt annualisé ⁴⁾
Société en commandite de ressources CMP 2010 II	600,79 \$	4,0 %	-33,08 %	3,17 %
Société en commandite de ressources CMP 2011	258,64 \$	-57,2 %	-49,57 %	-34,92 %
Société en commandite de ressources CMP 2011 II	490,05 \$	-14,4 %	-35,97 %	-9,29 %

TABLEAU 2 : Sociétés en commandite CMP antérieures toujours en exploitation¹⁾

Dénomination de la société en commandite	Valeur liquidative par part au 10 janvier 2014	Taux de rendement après impôt au 10 janvier 2014	Taux de rendement avant impôt annualisé ³⁾	Taux de rendement après impôt annualisé ⁴⁾
Société en commandite de ressources CMP 2012	514,75 \$	-14,1 %	-29,44 %	-7,65 %
Société en commandite de ressources CMP 2013	745,96 \$	26 %	s.o. ⁶⁾	s.o. ⁶⁾

1) Bien que la rémunération des placeurs pour compte dans le cadre du placement soit de 5,75 %, la rémunération des placeurs pour compte des sociétés en commandite CMP antérieures s'élevait à 7 % du prix de souscription pour chaque part vendue, sauf pour Société en commandite de ressources CMP 2012 et Société en commandite de ressources CMP 2013, qui s'élevait à 5,75 %. En 2010, les frais de placement payables par la société ont été plafonnés à 2 % du produit brut du placement.

2)

Dénomination de la société en commandite	Valeur liquidative initiale par part	Date de clôture initiale	Date de transfert
CMP 1999 Resource Limited Partnership.....	100 \$	28 décembre 1999	s.o.
Société en commandite de ressources CMP 2000	100 \$	15 juin 2000	15 juillet 2002
Société en commandite de ressources CMP 2000 II	100 \$	14 novembre 2000	15 juillet 2002
Société en commandite de ressources CMP 2001	1 000 \$	15 mai 2001	13 mai 2003
Société en commandite de ressources CMP 2001 II	1 000 \$	6 décembre 2001	13 mai 2003
Société en commandite de ressources CMP 2002	1 000 \$	15 mai 2002	4 février 2004
Société en commandite de ressources CMP 2003	1 000 \$	4 avril 2003	21 mars 2005
Société en commandite de ressources CMP 2004	1 000 \$	15 avril 2004	13 janvier 2006
Société en commandite de ressources CMP 2005	1 000 \$	10 mars 2005	5 janvier 2007
Société en commandite de ressources CMP 2006	1 000 \$	31 janvier 2006	18 janvier 2008
Société en commandite de ressources CMP 2007	1 000 \$	24 janvier 2007	22 mai 2009
Société en commandite de ressources CMP 2008	1 000 \$	31 janvier 2008	22 janvier 2010
Société en commandite de ressources CMP 2009	1 000 \$	5 février 2009	7 janvier 2011
Société en commandite de ressources CMP 2009 II	1 000 \$	9 septembre 2009	7 janvier 2011
Société en commandite de ressources CMP 2010	1 000 \$	3 février 2010	6 janvier 2012
Société en commandite de ressources CMP 2010 II	1 000 \$	30 septembre 2010	6 janvier 2012

Dénomination de la société en commandite	Valeur liquidative initiale par part	Date de clôture initiale	Date de transfert
Société en commandite de ressources CMP 2011	1 000 \$	21 janvier 2011	11 janvier 2013
Société en commandite de ressources CMP 2011 II	1 000 \$	3 juin 2011	11 janvier 2013
Société en commandite de ressources CMP 2012	1 000 \$	15 février 2012	Avant le 1 ^{er} juillet 2014
Société en commandite de ressources CMP 2013	1 000 \$	8 février 2013	Avant le 1 ^{er} juillet 2015

- 3) Le rendement avant impôt a été calculé en fonction du prix de souscription par part initial compte tenu de l'aliénation de parts à la valeur liquidative par part au 10 janvier 2014 ou à la date de transfert pertinente, selon le cas. La valeur liquidative à la date de transfert n'est pas audité.
- 4) Le rendement après impôt (déduction faite de l'impôt sur les gains en capital au rachat) a été calculé sur les « fonds à risque » en tenant compte des hypothèses suivantes : (i) le plein montant investi de 1 000 \$ la part a été déduit par l'investisseur à des fins fiscales dans l'année du placement; (ii) le commanditaire est un particulier résidant en Ontario et il est assujéti au taux marginal d'imposition combiné (fédéral et provincial) maximal de 46,41 %, soit le taux marginal d'imposition maximal en Ontario jusqu'au 30 juin 2012; (iii) chaque part a un prix de base rajusté nul; et (iv) la disposition des parts à leur valeur liquidative par part au 10 janvier 2014 ou à la date de transfert pertinente, selon le cas. Les valeurs données pour la date de transfert ne sont pas auditées. Le rendement après impôt a été calculé en fonction du prix de souscription initial par unité.
- 5) Ces données ne sont pas disponibles puisque cette société en commandite a cédé la plus grande partie de son actif à DCC Equities Limited, filiale de Dundee Corporation, la société mère du gestionnaire.
- 6) Les données ne sont pas disponibles parce que la Société en commandite de ressources CMP 2013 existe depuis moins d'un an; sa clôture initiale ayant eu lieu le 8 février 2013.
- 7) Le rendement après impôt à la date de transfert a été calculé en fonction du prix de souscription initial par unité.

CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur liquidative de la société (la « valeur liquidative ») sera calculée par le gestionnaire à chaque date d'évaluation à 16 h (heure de Toronto) en soustrayant la totalité du passif de la société, à la date d'évaluation pertinente de la totalité de son actif à cette date.

Politiques et procédures d'évaluation

La valeur de l'actif de la société à chaque date d'évaluation sera établie selon les principes suivants :

- a) la valeur de tout titre inscrit à la cote d'une bourse correspondra au cours vendeur de clôture officiel, ou, s'il n'y a pas de tel cours vendeur, à la moyenne des cours acheteur et vendeur à ce moment-là, à la clôture des négociations à la TSX (habituellement à 16 h, heure de Toronto), tels qu'ils ont été compilés dans un rapport d'usage courant ou autorisés comme étant officiels par la bourse; toutefois, si ce dernier cours vendeur ne se situe pas parmi les derniers cours acheteurs et vendeurs disponibles à la date d'évaluation, le gestionnaire pourra, à son gré, déterminer une valeur qu'il considère juste et raisonnable (la « juste valeur ») pour le titre, compte tenu des cours qui, à son avis, reflètent le plus étroitement la juste valeur du placement. Les heures de négociation des titres étrangers négociés sur les marchés étrangers peuvent prendre fin avant 16 h (heure de Toronto) et, par conséquent, ne pas tenir compte, notamment, des événements qui surviennent après la clôture du marché étranger. Dans ce cas, le gestionnaire peut déterminer une juste valeur pour les titres étrangers qui peut différer de leur dernier cours de clôture sur le marché;
- b) la valeur de tout titre négocié sur un marché hors bourse correspondra au cours vendeur de clôture ce jour-là ou, s'il n'y a aucun cours vendeur, à la moyenne des cours acheteur et vendeur à ce moment-là, tels qu'ils ont été compilés par la presse financière;

- c) les positions acheteurs sur des titres assimilables à des titres de créance et des bons de souscription cotés seront évaluées à leur valeur marchande;
- d) la valeur de tout titre inscrit en bourse qui est assujéti à une période de conservation (un « titre de négociation restreinte ») correspondra à la valeur marchande cotée, déduction faite de tout escompte à l'achat amorti sur la durée de la période de conservation. La valeur d'un titre de négociation restreinte acheté à prime correspondra au cours vendeur de clôture (tel qu'il est déterminé selon l'alinéa a) ci-dessus) du même titre qui n'est pas un titre de négociation restreinte;
- e) la valeur d'un titre ou d'un autre actif pour lequel un cours n'est pas facilement disponible ou auquel, de l'avis du gestionnaire, les principes susmentionnés ne peuvent s'appliquer, correspondra à sa juste valeur ce jour-là calculée au gré du gestionnaire; et
- f) les déductions fiscales revenant aux commanditaires ne seront pas prises en compte dans l'établissement de cette détermination.

Si un actif ne peut être évalué selon les principes qui précèdent ou si ces principes sont, à un moment ou à un autre, considérés inappropriés par le gestionnaire dans les circonstances, le gestionnaire procédera à l'évaluation, malgré ces principes, selon ce qu'il juge juste et raisonnable et, s'il existe une pratique dans le secteur, d'une manière conforme à une telle pratique pour l'évaluation de l'actif en question.

Le passif de la société à chaque date d'évaluation sera tel qu'il est déterminé par le commandité selon les pratiques usuelles et les IFRS. Le passif de la société comprend tous les effets, billets et crédateurs, tous les coûts d'administration payables ou accumulés (dont les frais de gestion et la prime de rendement), tous les paiements de fonds ou de biens qui doivent être effectués aux termes de contrats, toutes les provisions autorisées ou approuvées par le commandité relativement aux taxes et aux impôts, la facilité de prêt et tous les autres éléments de passif de la société.

La valeur liquidative par part sera le montant obtenu en divisant la valeur liquidative à une date d'évaluation donnée par le nombre total de parts en circulation à cette date.

La valeur liquidative par part sera calculée conformément aux règles et aux directives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou conformément à toute dispense obtenue auprès de celles-ci par la société (la « valeur liquidative pour l'opération »).

Aux fins de la présentation des états financiers annuels et intermédiaires, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») permet à la société de choisir d'évaluer les titres de son portefeuille à l'aide selon le cours de clôture à la date d'évaluation aux fins de la présentation des états financiers annuels et intermédiaires, dans la mesure où ce cours de clôture s'établit entre les cours acheteur et vendeur de clôture. Aux fins de la présentation de l'information financière, la société adoptera cette politique d'évaluation conformément à l'IFRS 13 pour les titres activement négociés qu'elle détient, politique qui converge avec les exigences des autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu de l'IFRS 13, les investissements qui ne sont pas négociés sur un marché actif doivent être évalués selon les techniques d'évaluation appropriées en fonction, dans la mesure du possible, de données fondées sur le marché. Ces techniques peuvent aussi tenir compte d'opérations récentes, de la valeur actualisée des flux de trésorerie et d'autres modèles d'établissement des prix. Par conséquent, la société ne s'attend pas que la valeur des titres du portefeuille utilisée dans le calcul de la valeur liquidative pour l'opération diffère beaucoup de la valeur des titres du portefeuille aux fins de la présentation des états financiers annuels et intermédiaires.

Information sur la valeur liquidative

La valeur liquidative par part hebdomadaire sera accessible sur le site Web de la société au www.goodmanandcompany.com. L'information contenue sur le site Web de la société ne fait pas partie du présent prospectus et elle n'y est pas intégrée par renvoi.

CARACTÉRISTIQUES DES TITRES

Description des titres faisant l'objet du placement

Les participations des commanditaires seront divisées en un nombre illimité de parts et attestées par celles-ci. Chaque part accordera à son porteur les mêmes droits que ceux d'un porteur de toute autre part et l'assujettira aux mêmes obligations que celles auxquelles est assujetti un porteur de toute autre part, et aucun commanditaire ne bénéficiera d'un traitement préférentiel ou d'un droit de priorité par rapport à un autre commanditaire ni n'aura préséance sur celui-ci en aucune circonstance. La société ne prévoit pas émettre de parts autrement que par un placement visé par le présent prospectus. À toutes les assemblées des commanditaires, chaque commanditaire disposera d'une voix pour chaque part qu'il détient. Chaque commanditaire fera un apport de 1 000 \$ au capital de la société pour chaque part achetée. Il n'existe aucune restriction quant au nombre maximal de parts qu'un commanditaire peut détenir dans la société, sous réserve du nombre maximal de parts pouvant être détenues par des « institutions financières » et des dispositions relatives aux offres publiques d'achat dans les lois et les règlements sur les valeurs mobilières. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société » et « Questions touchant les porteurs de titres – Modification de la convention de société ».

QUESTIONS TOUCHANT LES PORTEURS DE TITRES

Assemblées des porteurs de titres

Le commandité pourra convoquer à tout moment une assemblée des associés; toutefois, le commandité n'est pas tenu de convoquer une assemblée annuelle générale des commanditaires. Une assemblée sera convoquée à la demande de commanditaires détenant globalement 15 % ou plus des parts en circulation. Un avis d'au moins 21 jours et d'au plus 60 jours sera donné pour chaque assemblée. Toutes les assemblées des commanditaires seront tenues à Toronto (Ontario) ou à un autre endroit au Canada choisi par le commandité. Un commanditaire pourra assister à une assemblée de la société en personne ou s'y faire représenter par un fondé de pouvoir ou, s'il s'agit d'un commanditaire qui est une personne morale, par un représentant. Le quorum à l'assemblée est constitué de deux personnes, dont aucune ne peut être le commandité, qui doivent être elles-mêmes présentes et détenir ou représenter par procuration globalement au moins 1 % des parts en circulation. En l'absence du quorum exigé, l'assemblée sera ajournée si elle a été convoquée par le commandité (auquel cas aucun quorum ne sera exigé pour la reprise d'assemblée) et elle sera annulée si elle a été demandée par les commanditaires.

Chaque part confère une voix à son porteur. Le commandité ne peut voter à l'égard des résolutions. Toutefois, les membres du groupe du commandité qui détiennent des parts auront le droit de voter sur toutes les résolutions ou d'y consentir par écrit. Chaque question soumise à une assemblée des associés qui nécessite une résolution extraordinaire sera mise au vote ou fera l'objet d'un consentement écrit. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de gestion – Modification ».

Questions nécessitant l'approbation des porteurs de titres

Voir « Modification de la convention de société » ci-dessous.

Modification de la convention de société

La convention de société ne peut être modifiée qu'avec le consentement des commanditaires donné par voie de résolution extraordinaire. Une « résolution extraordinaire » est une résolution adoptée par au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des associés ou acceptée par écrit par des commanditaires détenant au moins les deux tiers des parts. Aucune modification portant préjudice aux droits ou aux intérêts du commandité, sauf pour la destitution de celui-ci, ne peut être adoptée sans le consentement du commandité. De plus, aucune modification ne peut être adoptée qui permettrait, de quelque manière que ce soit, à un commanditaire de prendre part au contrôle des activités de la société ou qui aurait pour effet de diminuer ou

d'augmenter les sommes devant être versées au commandité en vertu des présentes ou sa part du revenu net ou de la perte nette de la société, de diminuer la participation d'un commanditaire dans la société, de réduire les devoirs ou les obligations du commandité, de modifier le droit d'un commanditaire de voter à une assemblée des associés ou de transformer la société d'une société en commandite en une société en nom collectif.

Le commandité a le droit d'apporter certaines modifications à la convention de société sans le consentement des commanditaires afin d'y ajouter des dispositions qui, de l'avis du commandité, contribueraient à la protection des commanditaires ou de la société ou favoriseraient leurs intérêts, de résoudre toute ambiguïté ou de modifier une disposition erronée ou qui entre en conflit avec une autre disposition de la convention de société ou avec une disposition prévue par la loi. De telles modifications ne peuvent être apportées que si elles n'ont pas d'incidence négative importante sur les intérêts d'un commanditaire et si elles ne limitent pas une protection du commandité ou du gestionnaire ou n'augmentent pas leurs responsabilités respectives.

Rapports aux porteurs de titres

L'exercice de la société correspondra à l'année civile. Le gestionnaire, au nom de la société, déposera et remettra à chaque commanditaire, suivant le cas, les états financiers (comprenant les états financiers intermédiaires non audités et les états financiers annuels audités) et les autres rapports pouvant être exigés à l'occasion par les lois applicables. Les états financiers annuels de la société devront être audités par l'auditeur de celle-ci conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. L'auditeur devra se prononcer sur la fidélité de présentation des états financiers annuels aux IFRS. Le commandité, au nom de la société, pourrait demander d'être exempté de certaines obligations d'information continue prévues par les lois sur les valeurs mobilières applicables et il est autorisé à le faire en vertu de la convention de la société.

Le commandité devra transmettre, ou faire transmettre, à chaque commanditaire, directement ou indirectement par l'entremise de la CDS, les renseignements nécessaires lui permettant de remplir sa déclaration de revenus pour les besoins de l'impôt fédéral et provincial au Canada relativement aux questions ayant touché la société au cours de l'année précédente. Le commandité effectuera tous les dépôts exigés par la Loi de l'impôt relativement aux abris fiscaux.

Le commandité et le gestionnaire devront s'assurer que la société respecte toutes les autres obligations d'information et obligations administratives.

Le commandité devra tenir des livres et registres adéquats, faisant état des activités de la société et dressés conformément aux pratiques commerciales usuelles, aux IFRS et aux dispositions applicables sur les valeurs mobilières. La *Loi sur les sociétés en commandite* (Ontario) prévoit que toute personne peut, sur demande, examiner le registre. Un commanditaire a le droit d'examiner les livres et registres de la société à tout moment raisonnable. Malgré ce qui précède, un commanditaire n'aura pas accès aux renseignements qui, de l'avis du commandité, devraient être tenus confidentiels dans l'intérêt de la société et qu'il n'est pas nécessaire de divulguer en vertu des lois sur les valeurs mobilières ou des autres lois régissant la société qui s'appliquent dans les circonstances.

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Durée

La société sera dissoute à la survenance du premier des événements suivants :

- a) l'approbation de cette dissolution par le commandité ou l'autorisation de cette dissolution par voie de résolution extraordinaire;
- b) une date décidée par le commandité durant la période financière au cours de laquelle tout l'actif de la société qui est admissible au transfert selon le paragraphe 85(2) de la Loi de l'impôt est

- transféré à un OPC conformément à une opération de roulement d'OPC ou est distribué aux commanditaires, et dans les 60 jours suivant cette date de transfert ou de distribution;
- c) une date déterminée par les commanditaires à une assemblée extraordinaire convoquée aux fins de l'approbation de l'opération de liquidité de rechange;
 - d) 180 jours après la démission réputée du commandité par suite de la faillite, de la liquidation ou de la dissolution volontaire ou forcée du commandité, ou du début de toute action en justice ou procédure dans le cadre de celle-ci, que le commandité ne conteste pas, ou de la nomination d'un fiduciaire, d'un séquestre ou d'un administrateur-séquestre pour les affaires du commandité, à moins que, dans ces 180 jours, un nouveau commandité ne soit admis à la société; et
 - e) le 31 décembre 2024.

Événement de liquidité

La société prévoit verser des liquidités aux commanditaires avant le 1^{er} juillet 2016. Elle prévoit actuellement réaliser une opération de roulement d'OPC, mais si le gestionnaire décide de ne pas réaliser une telle opération, la société convoquera une assemblée extraordinaire pour examiner une opération de liquidité de rechange devant être approuvée par voie de résolution extraordinaire. En vertu de l'opération de liquidité de rechange, la société peut transférer son actif, sur une base de report d'impôt, à un émetteur inscrit qui peut être géré par un membre du groupe du commandité.

La société a actuellement l'intention de procéder à une opération de roulement d'OPC avec Portefeuilles gérés Dynamique ltée, mais il est possible qu'elle le fasse avec un autre OPC. Le gestionnaire agit à titre de sous-conseiller en valeurs de la Catégorie de ressources PGD. Toute opération de roulement d'OPC sera mise en œuvre conformément aux modalités d'une convention de cession. Aux termes des modalités de la convention de cession, la société cédera son actif à l'OPC moyennant un report d'impôt en contrepartie d'actions d'OPC rachetables. Aux termes de la convention de société, dans les 60 jours qui suivent, à la dissolution de la société, les actions d'OPC seront distribuées aux commanditaires, au prorata, moyennant un report d'impôt.

En ce qui concerne l'opération de roulement d'OPC, les actions d'OPC sont a) d'abord émises par l'OPC à la société en commandite accréditive pertinente sur la base de la dispense, pour l'acquisition d'actifs, de l'obligation d'inscription à titre de courtier et de l'obligation de prospectus prévues au paragraphe 2.12 du Règlement 45-106, et b) ensuite distribuées à des commanditaires de la société en commandite accréditive à la liquidation ou dissolution de celle-ci sur la base de la dispense de l'obligation d'inscription à titre de courtier et de l'obligation de prospectus prévues au paragraphe 2.11 du Règlement 45-106.

La réalisation de l'opération de roulement d'OPC ou d'une opération de liquidité de rechange sera assujettie à l'obtention des autorisations nécessaires. **Rien ne garantit que ces autorisations seront obtenues ni que l'une ou l'autre de ces opérations sera réalisée.**

Portefeuilles gérés Dynamique ltée

PGD ltée a été créée le 31 mai 2000 par suite du regroupement de Fonds de ressources Canada Dominion ltée et de 3763897 Canada Inc. Le siège social et principal établissement de PGD ltée est situé au 1, Adelaide Street East, 29^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

PGD ltée offre actuellement les sept catégories d'actions suivantes : (i) Catégorie canadienne de dividendes PGD, (ii) Catégorie Valeur canadienne PGD, (iii) Catégorie Valeur mondiale PGD, (iv) Catégorie Croissance canadienne Power PGD, (v) Catégorie Croissance mondiale Power PGD, (vi) Catégorie de ressources PGD et (vii) Catégorie Valeur équilibrée PGD. La structure à catégories multiples permet aux investisseurs faire des substitutions entre les différentes catégories sur la base d'un report d'impôt et de repositionner leurs portefeuilles de placement de manière à répondre à leurs exigences individuelles en termes de placement. Une

structure à catégories multiples à l'égard de PGD Ltée donne en outre à cette société plus de latitude pour offrir aux investisseurs actuels et éventuels des produits personnalisés qui répondront à leurs besoins. Pour ce qui est de chaque catégorie d'actions de PGD Ltée (sauf les actions ordinaires), le conseil d'administration de PGD Ltée est autorisé à émettre à l'occasion, en une ou plusieurs séries, le nombre d'actions ainsi que les droits, privilèges, restrictions, conditions et désignations s'y rapportant que le conseil a déterminés à son appréciation. Chaque catégorie d'actions de PGD Ltée (sauf les actions ordinaires) est considérée comme un OPC distinct ayant son propre objectif de placement.

Le gestionnaire est aussi le sous-conseiller en valeurs de la Catégorie de ressources PGD et Gestion d'actifs 1832 S.E.C., son gestionnaire et conseiller. Par conséquent, l'opération de roulement d'OPC est une question de conflit d'intérêts pour le gestionnaire en vertu du Règlement 81-107, qui sera soumise au comité d'examen indépendant de la société et de PGD Ltée. La réalisation de l'opération de roulement d'OPC sera assujettie à l'obtention de toutes les autorisations réglementaires et des autres autorisations nécessaires, dont l'autorisation d'aller de l'avant donnée par le comité d'examen indépendant de la société si l'opération de roulement d'OPC est une question de conflit d'intérêts. Rien ne garantit que ces autorisations seront obtenues. En outre, le gestionnaire peut déterminer, à son gré, qu'il est dans l'intérêt des commanditaires de ne pas mettre en œuvre l'opération de roulement d'OPC à l'égard d'une partie ou de la totalité des actifs de la société.

Catégorie de ressources PGD

La Catégorie de ressources PGD cherche à dégager une croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de participation d'émetteurs canadiens du secteur des ressources engagés dans l'exploration pétrogazière et minière ou, dans une moindre mesure, la mise en valeurs et (ou) la production, les secteurs de la pâte et papier et des services de ressources, dont les services de forage. La Catégorie de ressources PGD pourra aussi investir dans des titres de créance ou détenir des espèces dans la mesure où la conjoncture économique, les conditions du marché et autres conditions le permettent. Gestion d'actifs 1832 S.E.C., qui est le gestionnaire et le conseiller de la Catégorie de ressources PGD et le gestionnaire, qui est le sous-conseiller en valeurs de la Catégorie de ressources PGD :

- a) sélectionnera les placements en recherchant des titres dont la valeur pourrait augmenter par rapport à leur cours actuel;
- b) privilégiera les sociétés canadiennes de petite à moyenne capitalisation dans le secteur des ressources, notamment les secteurs pétrolier/gazier, industriel et minier. Ces investissements dénotent habituellement des entreprises dont la capitalisation boursière se situe entre 600 M\$ et 1,8 G\$;
- c) évaluera les paramètres financiers d'une société, sa part de marché et son rôle dans le secteur, de même que la situation économique de son secteur; des mesures comme le bénéfice, les ratios cours- bénéfice et la croissance de la part de marché peuvent être utilisées pour évaluer les placements; et
- d) pourra mener des entrevues avec la direction des sociétés pour connaître la stratégie et le plan d'affaires de celles-ci ainsi que pour évaluer les compétences de la direction.

Il est prévu que la Catégorie de ressources PGD acquerra aussi des titres à l'avenir par l'acquisition de certains actifs de sociétés en commandite, dont les sociétés en commandite d'actions accréditives du groupe CMP et du groupe Ressources Canada Dominion, sous réserve de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires. Les actifs que se proposera d'acquérir la Catégorie de ressources PGD auprès de ces sociétés en commandite seront conformes aux objectifs de placement de la Catégorie de ressources PGD et aux restrictions de placement normalisées des autorités canadiennes en valeurs mobilières. Tout changement dans l'objectif de placement fondamental de la Catégorie de ressources PGD doit être approuvé par une majorité représentant les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des actionnaires de la Catégorie de ressources PGD convoquée pour examiner le changement.

La Catégorie de ressources PGD est assujettie à certaines restrictions et pratiques prévues dans la législation en valeurs mobilières, notamment le Règlement 81-102, lesquelles ont été conçues, en partie, pour veiller à ce que les placements de la Catégorie de ressources PGD soient diversifiés et relativement liquides et à ce que la Catégorie de ressources PGD soit gérée convenablement. La Catégorie de ressources PGD est gérée conformément à ces pratiques et restrictions, mais elle a obtenu une dispense des autorités en valeurs mobilières à l'égard de certaines exigences du Règlement 81-102, comme il est précisé dans le prospectus simplifié des fonds PGD. PGD peut utiliser des bons de souscription et des instruments dérivés comme des options, des contrats à terme de gré à gré, des contrats à terme standardisés et des swaps pour se protéger contre les pertes en cas de fluctuations du prix des placements de la Catégorie de ressources PGD et d'exposition aux devises; et (ou) obtenir une exposition à des titres et à des marchés particuliers, au lieu d'acheter les titres directement et (ou) générer un revenu. Si elle utilise des instruments dérivés à d'autres fins qu'aux fins de couverture, elle le fera dans les limites de la réglementation en valeurs mobilières applicable. La Catégorie de ressources PGD peut réaliser des opérations de prêt de titres parallèlement à ses autres stratégies de placement de la manière que Gestion d'actifs 1832 S.E.C. juge la plus appropriée pour atteindre les objectifs de placement de la Catégorie de ressources PGD et pour accroître les rendements de celle-ci. La Catégorie de ressources PGD est autorisée à s'engager dans des ventes à découvert sous réserve de certaines limites et conditions que lui imposent les autorités canadiennes en valeurs mobilières. La dispense impose en effet des limites et des conditions aux activités de vente à découvert de la Catégorie de ressources PGD. La Catégorie de ressources PGD procédera à des ventes à découvert en complément à sa spécialité principale actuelle qui consiste à acheter des titres en prévision de l'appréciation de leur valeur marchande. La Catégorie de ressources PGD peut investir dans les métaux précieux quand Gestion d'actifs 1832 S.E.C. juge approprié de le faire et quand la Catégorie de ressources PGD a reçu l'autorisation des autorités réglementation en valeurs mobilières d'investir jusqu'à 10 % de son actif net, à sa valeur au marché au moment du placement, dans l'or et l'argent (ou dans des certificats équivalents ou certains instruments dérivés dont le sous-jacent consiste en de l'or ou de l'argent). La Catégorie de ressources PGD peut investir dans des titres de fonds sous-jacents. Les proportions et les types de fonds sous-jacents détenus par la Catégorie de ressources PGD seront choisis en fonction des objectifs et stratégies de placement des fonds sous-jacents, de leur rendement antérieur et de leur volatilité, entre autres facteurs.

Une partie importante des actifs que détient présentement la Catégorie de ressources PGD est composée d'actions qu'elle a acquises sur une base de report d'impôt auprès de certaines sociétés en commandite, y compris les sociétés en commandite d'actions accréditatives du groupe Ressources Canada Dominion et du groupe CMP. Le coût aux fins de l'impôt de ces actions pour la Catégorie de ressources PGD est nul, et celle-ci réalisera donc des gains en capital correspondant à la totalité du produit net reçu pour ces actions lorsqu'elle les vendra. La Catégorie de ressources PGD a l'intention de payer des dividendes sur les gains en capital aux porteurs de ses actions de série A selon des montants suffisants pour qu'elle reçoive un remboursement de l'impôt sur les gains en capital auquel elle serait autrement assujettie. Les porteurs des actions de série A de la Catégorie de ressources PGD pourraient donc recevoir des dividendes sur les gains en capital au-delà de ce qu'ils auraient reçu si la Catégorie de ressources PGD n'avait pas acquis ces actions sur une base de report d'impôt. Par conséquent, les actions ne conviennent qu'aux investisseurs qui convertissent des titres d'un fonds PGD en titres d'un autre fonds au sein de PGD ltée ou qui investissent dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds enregistré de revenu de retraite, d'un régime enregistré d'épargne-études, d'un compte de retraite immobilisé, d'un fonds de revenu viager, d'un régime de participation différée aux bénéficiaires, d'un fonds de revenu de retraite immobilisé, d'un régime enregistré d'épargne-invalidité et d'un compte d'épargne libre d'impôt.

La Catégorie de ressources PGD investit principalement dans les titres de participation de sociétés de ressources canadiennes et met l'accent sur les sociétés de petite et moyenne capitalisation. Un placement dans la Catégorie de ressources PGD peut être assujetti à un certain nombre de risques qui sont expliqués en détail dans le prospectus simplifié des fonds PGD.

La valeur liquidative par action de la Catégorie de ressources PGD est établie chaque jour où la TSX est ouverte pour négociations ou, si elle n'est pas ouverte pour négociations ce jour-là, le jour suivant où elle l'est, sauf si le conseil d'administration de PGD ltée a fait suspendre l'établissement de la valeur liquidative. Tel qu'affiché au www.dynamique.ca, au 28 janvier 2014, la valeur liquidative des actions de la Catégorie de

ressources PGD était de 8,71 \$ l'action. La Catégorie de ressources PGD est gérée et conseillée par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. et cette dernière touche des honoraires mensuels correspondant à $\frac{1}{12}$ de 2,25 % de la valeur liquidative quotidienne moyenne de la Catégorie de ressources PGD du mois en question (dont une portion est versée par Gestion d'actifs 1832 S.E.C. au gestionnaire en tant qu'honoraires des sous-conseillers).

De plus, Gestion d'actifs 1832 S.E.C. a droit à des honoraires liés au rendement correspondant à 20 % de l'excédent de la valeur liquidative de la Catégorie de ressources PGD sur une hausse seuil annualisée de 12 % (compte non tenu de l'effet des distributions) calculée le dernier jour de l'année civile de la Catégorie de ressources PGD. Aucuns honoraires liés au rendement ne seront payables pour une année civile, sauf si a) des rendements cumulatifs totaux excèdent un rendement cumulatif de 12 % depuis le lancement sur la valeur liquidative par part initiale de 25 \$, et b) le rendement total de la Catégorie de ressources PGD pour l'année en cause excède la moyenne simple du rendement annuel total de (i) l'indice Peters JP; (ii) l'indice Peters SP et (iii) la moyenne pondérée A) de l'indice sous-groupe Exploration et production pétrolières et gazières de l'indice composé S&P/TSX, B) de l'indice diversifié sous-groupe Métaux et mines de l'indice composé S&P/TSX et C) de l'indice sous-groupe Aurifères de l'indice composé S&P/TSX. La Catégorie de ressources PGD a reçu l'autorisation des autorités de réglementation en valeurs mobilières canadiennes d'inclure l'indice Peters JP et l'indice Peters SP comme composantes de la référence des frais de rendement applicables à la Catégorie de ressources PGD, malgré le fait que ces indices ne sont pas des indices de « rendement total ». Gestion d'actifs 1832 S.E.C. considère la référence ci-dessus appropriée étant donné les objectifs et les stratégies de placement de la Catégorie de ressources PGD, et elle croit que l'inclusion de l'indice Peters JP et de l'indice Peters SP est appropriée puisque la Catégorie de ressources PGD se concentre sur les placements dans des sociétés canadiennes de petite et de moyenne capitalisations.

On trouvera d'autres renseignements sur les fonds PGD, y compris le prospectus simplifié des fonds PGD, sur le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les renseignements figurant dans le prospectus simplifié des fonds PGD ne font pas partie du présent prospectus et ils n'y sont pas intégrés par renvoi.

Sommaire de la convention de cession

L'opération de roulement d'OPC, si elle est entreprise, sera réalisée aux termes de la convention de cession qui peut être conclue à une date ultérieure. Pour réaliser l'opération de roulement d'OPC, il faudra obtenir toutes les autorisations nécessaires et respecter les autres conditions exposées dans la convention de cession. Rien ne garantit que l'opération de roulement d'OPC obtiendra les autorisations nécessaires ni qu'elle sera mise en œuvre. La société a actuellement l'intention de réaliser une opération de roulement d'OPC avec PGD ltée, mais elle pourrait en réaliser une avec un autre OPC. Si une opération de roulement d'OPC est réalisée avec PGD ltée, la convention de cession comprendra notamment les modalités et conditions suivantes :

- a) à la réalisation de la cession, PGD ltée deviendra une « société de placement à capital variable » pour l'application de la Loi de l'impôt;
- b) à la conclusion de la cession, PGD ltée deviendra un émetteur assujéti ou son équivalent sans contrevenir à la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) et aux lois sur les valeurs mobilières des provinces et des territoires du Canada où les porteurs de parts sont des résidents;
- c) à la conclusion de la cession, une convention de gestion relativement à la gestion de l'actif de PGD ltée sera conclue et sera valide et exécutoire;
- d) à la conclusion de la cession, toutes les autorisations réglementaires nécessaires, s'il en est, devront avoir été obtenues; et
- e) à la conclusion de la cession, l'approbation d'aller de l'avant devra avoir été obtenue du comité d'examen indépendant de PGD ltée et de la société, tel qu'il est prévu dans le Règlement 81-107.

Si une opération de roulement d'OPC est réalisée avec PGD ltée, la convention de cession prévoira aussi ce qui suit :

- a) la société et PGD ltée doivent signer et remettre les documents, transferts, actes, garanties et procédures qui, de l'avis raisonnable du conseiller juridique, sont nécessaires pour réaliser la cession; et
- b) PGD ltée doit fournir, à la dissolution de la société, la preuve de la propriété, par chaque ancien commanditaire, des actions de la Catégorie de ressources PGD.

En vertu de la convention de société, y compris la procuration octroyée aux termes des dispositions de la convention de société, le commandité a obtenu tous les pouvoirs nécessaires, au nom de la société et de chaque commanditaire, pour céder l'actif de la société à PGD ltée et dissoudre la société par la suite et pour déposer tous les choix réputés nécessaires ou souhaitables par le commandité exigés aux termes de la Loi de l'impôt et de toute autre législation fiscale d'application quant à l'opération de roulement d'OPC. Le commandité peut, à sa seule discrétion, convoquer une assemblée des commanditaires pour approuver l'opération que vise la convention de cession et, si on tente d'obtenir une telle approbation, aucune opération de roulement d'OPC ne sera réalisée si les commanditaires décident au moyen d'une résolution extraordinaire de ne pas aller de l'avant avec une telle opération. Si les commanditaires choisissent par voie de résolution extraordinaire de ne pas donner suite à l'opération visée par la convention de cession, la convention de cession prendra fin.

Le commandité, pour le compte de la société, peut résilier la convention de cession dans certaines circonstances. Si une opération de liquidité de rechange est approuvée par voie de résolution extraordinaire à une assemblée extraordinaire, la convention de cession sera automatiquement résiliée.

Dissolution ou continuation

Si le gestionnaire décide de ne pas réaliser une opération de roulement d'OPC, alors, au gré du gestionnaire, la société peut : a) aller de l'avant avec l'opération de liquidité de rechange, telle qu'approuvée à une assemblée extraordinaire; b) être dissoute et répartir son actif net proportionnellement entre les commanditaires, ou c) sous réserve d'une approbation par voie de résolution extraordinaire, poursuivre ses activités à titre de portefeuille géré activement, auquel cas, la société suivra une stratégie de placement similaire à celle décrite ci-dessus à l'égard de la Catégorie de ressource PGD.

Si la société poursuit ses activités uniquement jusqu'à ce qu'elle ait disposé des actions accréditives et autres titres de sociétés de ressources, la société investira le produit net de ces dispositions, après remboursement de la dette de la société, y compris les montants dus aux termes de la facilité de prêt, dans des effets de qualité du marché monétaire en attendant la distribution du produit aux commanditaires. Au moment de la dissolution de la société, son actif sera principalement constitué d'espèces, d'actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources. Si, au moment de la dissolution, cet actif est partiellement constitué d'actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources, afin de permettre la distribution de l'actif de la société avec report d'impôt, chaque commanditaire recevra une participation indivise dans chaque élément d'actif de la société, correspondant à sa participation dans la société. Immédiatement par la suite, la participation indivise dans chaque élément d'actif sera divisée, et les anciens commanditaires recevront des actions accréditives et ces autres éléments d'actif de la société en proportion de leurs anciennes participations dans la société. Dans de telles circonstances, le commandité demandera à l'agent des transferts pour chaque société de ressources de remettre des certificats d'actions inscrits au nom de chaque ancien commanditaire.

EMPLOI DU PRODUIT

La société

La société s'efforcera d'employer les fonds disponibles pour souscrire des actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources conformément à son objectif, à ses lignes directrices et à ses stratégies de

placement décrits dans le présent prospectus. Le produit brut pour la société, la rémunération des placeurs pour compte, les frais du placement et les fonds disponibles sont exposés dans le tableau ci-après :

	<u>Placement maximal</u>	<u>Placement minimal</u>
Produit net		
Produit brut pour la société.....	100 000 000 \$	10 000 000 \$
Rémunération des placeurs pour compte ¹⁾	(5 750 000)\$	(575 000)\$
Frais du placement ¹⁾	(600 000)\$	(200 000)\$
Produit net pour la société.....	<u>93 650 000 \$</u>	<u>9 225 000 \$</u>
Fonds disponibles		
Produit net pour la société.....	93 650 000 \$	9 225 000 \$
Produit provenant de la facilité de prêt ¹⁾	6 350 000 \$	775 000 \$
Frais de la société en commandite 2014 ²⁾	(2 650 000)\$	(600 000)\$
Fonds disponibles	<u>97 350 000 \$</u>	<u>9 400 000 \$</u>

Notes :

- 1) La rémunération des placeurs pour compte correspond à 5,75 % du prix d'offre de chaque part vendue. Les frais du présent placement sont évalués par le gestionnaire à 400 000 \$ pour le placement minimum et à 600 000 \$ pour le placement maximum. Cependant la quote-part des frais de placement revenant à la société est plafonnée à 2 % du produit brut (200 000 \$ dans le cas du placement minimum), et tout excédent des frais de placement sur ce montant sera supporté par le gestionnaire. La quote-part des frais de placement devant être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte seront acquittées par la société sur le produit de la facilité de prêt; la portion des frais du placement devant être payée par la société et la rémunération de placeurs pour compte ne sont pas déductibles aux fins du calcul du revenu de la société pour l'application de la Loi de l'impôt pour la période financière se terminant le 31 décembre 2014. Voir « Frais – Frais initiaux » et « Frais – Facilité de prêt ».
- 2) Les frais courants de la société pour le reste de l'année civile 2014 ont été estimés par la société et comprennent les frais de gestion et tous les frais engagés dans le cadre de l'exploitation et de l'administration de la société. La société financera les frais courants à partir de sommes réservées sur le produit brut ou du produit de la vente d'actions accréditives qu'elle détient. Voir « Frais ».

MODE DE PLACEMENT

Conformément à la convention de placement pour compte, les placeurs pour compte ont convenu de former et de gérer un syndicat de placement constitué de conseillers et de courtiers inscrits pour offrir les parts en vente dans le public, dans chaque province et territoire du Canada, dans le cadre d'un placement pour compte selon les réserves d'usage concernant leur émission par la société. La société versera aux placeurs pour compte une commission de vente égale à 5,75 % du prix de souscription (ou 57,50 \$) de chaque part vendue à un souscripteur dans le cadre du présent placement et elle remboursera aux placeurs pour compte les dépenses raisonnables engagées relativement au présent placement.

Si un minimum de 10 000 parts (10 000 000 \$) n'a pas été vendu ou si toute autre condition de clôture n'a pas été remplie dans les 90 jours suivant la réception du visa, le placement ne pourra pas se poursuivre, et le produit des souscriptions sera rendu aux souscripteurs, sans intérêt ni déduction, sauf si une modification du présent prospectus est déposée. Si moins que le nombre maximal de parts sont émises à la clôture initiale, des parts additionnelles pourront être offertes (jusqu'à concurrence du maximum), et des clôtures subséquentes pourront avoir lieu en tout temps après la date de la clôture initiale, mais au plus tard 90 jours après la date d'émission du visa.

Le présent placement consiste en un placement minimal de 10 000 parts et en un placement maximal de 100 000 parts. Le prix de souscription des parts est de 1 000 \$ la part, sous réserve d'une souscription minimale de cinq parts. Des souscriptions additionnelles peuvent être effectuées en multiples d'une part. Le prix de souscription par part est payable intégralement à la clôture. Le prix de souscription par part a été fixé par le gestionnaire.

Le commandité et Scotia Capitaux Inc. ont participé à la décision de créer la société et, de concert avec Scotia Capitaux Inc., ont participé à la décision d'effectuer le placement des parts aux termes du présent prospectus et ont fixé les modalités du placement. Scotia Capitaux Inc. et les autres placeurs pour compte ont participé au processus de bonne diligence dans le cadre du placement.

Il y aura clôture initiale si a) des souscriptions visant au moins 10 000 parts ont été acceptées par le gestionnaire, b) tous les contrats décrits à la rubrique « Contrats importants » ont été signés et remis à la société et sont valides et en vigueur, et c) toutes les autres conditions précisées dans la convention de placement pour compte à l'égard de la clôture initiale (y compris l'obtention de toutes les autorisations réglementaires requises) ont été respectées ou ont fait l'objet d'une renonciation.

Le gestionnaire se réserve le droit de refuser une souscription en tout ou en partie et de refuser toutes les souscriptions. Si une souscription de parts est refusée ou acceptée en partie, les fonds inutilisés qui ont été reçus seront immédiatement rendus au souscripteur. Si toutes les souscriptions sont refusées, le produit des souscriptions reçu sera rendu immédiatement aux souscripteurs. Les placeurs pour compte ou tout autre conseiller ou courtier inscrit autorisé par les placeurs pour compte recevront le produit des souscriptions du placement et le déposeront en fidéicommiss dans un compte distinct jusqu'à ce que les souscriptions représentant le placement minimal aient été reçues et que d'autres conditions relatives à la clôture du placement aient été remplies.

Les placeurs pour compte ont la faculté de résoudre leurs obligations aux termes de la convention de placement pour compte et peuvent retirer toutes les souscriptions de parts au nom des souscripteurs, à leur gré, sur le fondement de leur appréciation de la conjoncture. Le placement peut également être résolu par la réalisation de certains événements, y compris tout changement défavorable important dans la situation commerciale, particulière ou financière du commandité, du gestionnaire ou de la société.

À chaque clôture, les inscriptions en compte représentant l'ensemble des parts souscrites dans le cadre du placement seront immatriculées au nom de la CDS ou à son prête-nom, dans les registres du Fonds tenus par Computershare à la date de cette clôture. Tout achat ou transfert de parts doit être effectué par l'entremise des adhérents de la CDS, qui comprennent des courtiers inscrits, des banques et des sociétés de fiducie. L'accès indirect au système d'inventaire en compte est également offert à d'autres institutions qui entretiennent une relation de dépôt avec l'un des adhérents de la CDS, soit directement, soit indirectement. Chaque souscripteur recevra un avis d'exécution de la part de l'adhérent de la CDS auprès duquel les parts ont été achetées par le souscripteur conformément aux procédures et aux pratiques de cet adhérent de la CDS.

Aucun commanditaire n'aura le droit de recevoir un certificat ou un autre document du commandité, de Computershare ou de la CDS attestant la participation de ce commanditaire ou la propriété des parts, et les commanditaires ne seront pas, dans la mesure applicable, inscrits dans les registres tenus par la CDS, sauf par l'entremise d'un mandataire qui est un adhérent de la CDS. Les distributions sur les parts, s'il en est, seront effectuées par la société en faveur de la CDS, puis transmises par la CDS à ses adhérents et, par la suite, aux commanditaires.

Le commandité, au nom de la société, a le choix de mettre fin au système d'inventaire en compte par la CDS, auquel cas la CDS sera remplacée ou des certificats de parts sous forme entièrement nominative seront délivrés aux commanditaires à la date de prise d'effet d'une telle résiliation.

RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES PLACEURS POUR COMPTE

Un membre du même groupe que Valeurs mobilières Dundee Ltée, un des placeurs pour compte, contrôle le gestionnaire et le commandité, ce qui fait que la société est un « émetteur associé » et un « émetteur relié » de Valeurs mobilières Dundee Ltée pour l'application des lois sur les valeurs mobilières applicables. La société peut aussi être considérée comme un émetteur associé BMO Nesbitt Burns Inc., un des placeurs pour compte, étant donné que BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du même groupe qu'une banque qui sera, à la date de la clôture initiale, un prêteur de la société. La majorité des administrateurs et des dirigeants du commandité sont aussi

administrateurs et dirigeants de Valeurs mobilières Dundee Ltée ou de membres de son groupe. En outre, Scotia Capitaux Inc. est membre du même groupe que PGD Ltée. Valeurs mobilières Dundee Ltée (et les autres placeurs pour compte) recevra des honoraires de 5,75 % pour chaque part vendue dans le cadre du présent placement, comme il est décrit à la rubrique « Mode de placement ». Dans certaines circonstances, Valeurs mobilières Dundee Ltée (et les autres placeurs pour compte) pourra recevoir des honoraires et, dans certains cas, des droits visant l'achat d'actions dans le cadre de la vente d'actions accréditives de la société. Valeurs mobilières Dundee Ltée (et les autres placeurs, pour compte) peut agir à divers titres pour les sociétés de ressources où la société investit, notamment comme courtier, agent de placement, preneur ferme et conseiller financier, et elle peut toucher des honoraires pour ces services, dont des commissions de prise ferme, des honoraires de placeurs pour compte, des commissions d'intermédiaire, et des honoraires de conseiller financier. Sous réserve des restrictions prévues dans les lignes directrices de placement de la société, celle-ci peut investir dans des émetteurs liés et dans des « émetteurs liés » ou des « émetteurs associés » de Valeurs mobilières Dundee Ltée pour les besoins des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Le commandité et le gestionnaire ont participé à la décision de créer la société et, de concert avec Scotia Capitaux Inc., ils ont participé à la décision de placer les parts aux termes du présent prospectus et ils ont établi les modalités du placement. Scotia Capitaux inc. et les autres placeurs pour compte ont participé aux activités de diligence raisonnable effectuées dans le cadre du présent placement. Voir « Mode de placement ».

Il n'y a aucune limite de pourcentage quant au montant de l'actif de la société qui peut être investi dans des sociétés de ressources pour lesquelles Valeurs mobilières Dundee Ltée ou un autre membre du même groupe que le gestionnaire peut recevoir une rémunération. Toutefois, toutes les décisions de placement sont prises au gré du gestionnaire et (i) ne doivent pas être influencés par Valeurs mobilières Dundee Ltée ni tenir compte du fait qu'une rémunération est payable ou non à Valeurs mobilières Dundee Ltée ou un membre du même groupe; et (ii) doivent refléter l'appréciation commerciale du gestionnaire qui n'est pas influencée par des facteurs autres que les intérêts de la société. Les opérations pour lesquelles Valeurs mobilières Dundee Ltée reçoit une rémunération pour la vente de titres à la société se limiteront à celles où le gestionnaire a pris une décision de placement indépendante et devront, s'il y a lieu, respecter les règles universelles d'intégrité des marchés, toutes les lois applicables et les modalités de l'instruction permanente du comité d'examen indépendant quant aux prises fermes avec une personne apparentée. Toute rémunération additionnelle correspondra aux honoraires payables aux courtiers canadiens pour des opérations similaires. Les commissions d'intermédiaire varient habituellement entre 2 et 8 % du montant du placement, et, dans bien des cas, peuvent comprendre des bons de souscription de courtier en plus d'une rémunération au comptant. Dans tous les cas, la société ne sera pas tenue d'acheter des titres dans le cadre d'un placement ou d'une recommandation de Valeurs mobilières Dundee Ltée ou d'un membre du même groupe que le gestionnaire.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Le commandité est une filiale en propriété exclusive du gestionnaire. Le gestionnaire aura le droit de toucher les frais de gestion annuels et la prime de rendement (s'il en est une) décrits dans le présent prospectus. Aux termes de la convention de gestion, le gestionnaire aura aussi le droit de toucher des honoraires au titre des services administratifs et autres rendus directement par ses soins à la société, autres que les services de gestion déjà compris dans les frais de gestion.

Le commandité a droit à 0,01 % du revenu net et de la perte nette de la société. Voir « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Commandité » et « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société – Gestion ».

INFORMATION SUR LE VOTE PAR PROCURATION POUR LES TITRES DE PORTEFEUILLE DÉTENUS

Directives et procédures

Sous réserve de la conformité aux dispositions des lois applicables en matière de valeurs mobilières, le gestionnaire, en sa qualité de gestionnaire, agissant pour le compte de la société, est habilité à exercer les droits de vote représentés par des procurations ayant trait aux titres de sociétés de ressources détenus dans le portefeuille de placements de la société, et il a l'obligation de le faire. Les droits de vote représentés par des procurations doivent être exercés dans l'intérêt de la société et de ses commanditaires. Les procurations de la société doivent être exercées conformément aux directives du gestionnaire relatives au vote par procuration.

Le gestionnaire a retenu les services de Leeds pour que celle-ci exécute et suive les directives du gestionnaire relatives au vote par procuration, pour le compte de la société. Leeds exercera les procurations conformément aux directives et aux instructions du gestionnaire en matière de vote par procuration, que ce dernier fournies dans le cadre de la surveillance qu'il exerce sur Leeds. En règle générale, les droits de vote représentés par des procurations seront exercés en faveur des décisions de la direction d'une société de ressources portant sur les affaires courantes à défaut de quoi la société ne détiendra pas de titres de cette société de ressources ni ne maintiendra de position dans ses titres. On entend notamment par affaires courantes d'une société de ressources un vote portant sur la taille du conseil d'administration, la nomination et l'élection des membres du conseil, ainsi que la désignation de l'auditeur. Toutes les autres affaires spéciales ou non courantes seront évaluées individuellement en mettant l'accent sur l'incidence possible du vote sur la valeur de l'investissement de la société dans les titres de la société de ressources en question. On considère notamment comme des affaires non courantes les régimes de rémunération en actions, les accords relatifs aux indemnités de départ de membres de la haute direction, les régimes de droits des actionnaires, les projets de restructuration d'entreprise, les opérations de fermeture liées à des prises de contrôle par emprunt, les conventions de blocage, les ventes des perles de la couronne, les propositions de clause de majorité qualifiée ainsi que les propositions des parties prenantes ou des actionnaires.

À l'occasion, le gestionnaire peut s'abstenir d'exercer des droits de vote représentés par des procurations ou sur des questions précises d'une procuration lorsqu'il s'avère que les coûts liés à l'exercice des droits de vote représentés par des procurations l'emportent sur les avantages éventuels de l'exercice de ces droits de vote à l'égard de la société de ressources en question. En outre, le gestionnaire n'exercera pas les droits de vote représentés par des procurations reçues à l'égard des titres de sociétés de ressources qui ne sont plus détenus dans le portefeuille de placement de la société.

Conflits d'intérêts

Pour les cas où l'exercice de droits de vote représentés par des procurations peut donner lieu à des conflits d'intérêts réels ou perçus, afin de maintenir un équilibre entre l'intérêt de la société à exercer les droits de vote représentés par des procurations et le désir d'éviter toute apparence de conflit d'intérêts, le gestionnaire a mis au point des procédures en vue de veiller à ce que les droits de vote de la société représentés par des procurations soient exercés conformément à l'appréciation commerciale de la personne exerçant ces droits au nom de la société sans que rien n'influe sur cette décision si ce n'est l'intérêt de la société.

Les procédures sur la façon d'exercer les droits de vote de sociétés de ressources représentés par des procurations en cas de conflit d'intérêts portent notamment sur les situations où une question peut être soumise au comité d'examen indépendant pour que celui-ci l'étudie et fasse des recommandations à son égard, même si la façon d'exercer les droits de vote représentés par des procurations et l'exercice de ces droits incombent au gestionnaire. Le comité d'examen indépendant a pour principale responsabilité de représenter les intérêts des investisseurs qui investissent dans les fonds gérés par le gestionnaire, y compris la société, et pour ce faire, de jouer un rôle consultatif auprès du gestionnaire.

Publication des lignes directrices et des registres sur l'exercice des droits de vote représentés par des procurations

La société a l'intention de s'appuyer sur une dispense, pour laquelle le gestionnaire fera une demande au nom de la société et d'autres sociétés en commandite accréditives établies par le gestionnaire, visant les exigences du Règlement 81-106 relativement à la tenue d'un registre de l'exercice des droits de vote par procuration. Un exemplaire des lignes directrices sur l'exercice des droits de vote représentés par des procurations est accessible au www.goodmanandcompany.com. L'information contenue au www.goodmanandcompany.com ne fait pas partie du présent prospectus et elle n'y est pas intégrée par renvoi.

CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats importants que la société a conclus ou auxquels elle deviendra partie au plus tard à la date de clôture initiale, autres que ceux conclus dans le cours normal des affaires, sont les suivants :

- a) la convention de société dont il est question à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Sommaire de la convention de société »;
- b) la convention de gestion dont il est question à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Gestionnaire – Modalités de la convention de gestion »;
- c) la convention de services administratifs dont il est question à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Modalités de la convention de services administratifs »;
- d) la convention de dépôt dont il est question à la rubrique « Modalités d'organisation et de gestion de la société – Dépositaire »; et
- e) la convention de placement pour compte dont il est question à la rubrique « Mode de placement ».

Une fois que les contrats précités auront été signés, un exemplaire pourra être consulté pendant les heures d'ouverture habituelles aux bureaux du commandité, au 1, Adelaide Street East, 21^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9 pendant toute la durée du présent placement. La convention de société est aussi accessible (i) sur SEDAR, et (ii) sur demande écrite au commandité.

EXPERTS

L'auditeur de la société est PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés, et il a élaboré un rapport de l'auditeur indépendant daté du 30 janvier 2014 portant sur l'état de la situation financière de la société au 30 janvier 2014. PricewaterhouseCoopers s.r.l. a confirmé être indépendant de la société au sens des règles de déontologie des comptables agréés de l'Ontario.

Les questions d'ordre juridique relatives au présent placement de la société seront tranchées par Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l., au nom de la société et du commandité, et par Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., au nom des placeurs pour compte. En date des présentes, les associés et autres avocats de Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l. et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. détiennent en propriété véritable, directement ou indirectement, moins de 1 % des titres en circulation ou d'autres biens de la société.

DISPENSES ET APPROBATIONS

Le gestionnaire a obtenu, au nom de la société, une dispense des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'égard des exigences de leur Règlement 81-106 en ce qui concerne l'établissement et le dépôt d'une notice annuelle.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans plusieurs provinces et territoires, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au conseil d'administration de
Goodman GP Ltd.,
commandité de la
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014

Nous avons effectué l'audit de l'état de la situation financière ci-joint de la Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite ») au 30 janvier 2014, qui comprend les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives (collectivement, l'« état financier »).

Responsabilité de la direction pour l'état financier

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de l'état financier, conformément aux Normes internationales d'information financière applicables à l'établissement d'un tel état financier, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'état financier, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans l'état financier. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que l'état financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération les contrôles internes de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle de l'état financier, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, l'état financier donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société en commandite au 30 janvier 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière applicables à l'établissement d'un tel état financier.

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2014

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
experts-comptables autorisés

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

30 JANVIER 2014

Actif

Actif courant

Trésorerie 1 010 \$

Passif (note 3)

Passif du commanditaire initial 1 000 \$

Passif du commandité 10 \$

Actif net attribuable au commanditaire et au commandité 1 010 \$

Approuvé au nom de la Société en commandite de ressources CMP 2014
par le conseil d'administration de Goodman GP Ltd., à titre de commandité

(signé) MURRAY JOHN
Administrateur

(signé) LUCIE PRESOT
Administratrice

Les notes annexes font partie intégrante du présent état financier.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RESSOURCES CMP 2014
NOTES ANNEXES

30 JANVIER 2014

1. CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

La Société en commandite de ressources CMP 2014 (la « société en commandite ») a été constituée en vertu des lois de la province d'Ontario le 8 novembre 2013. La société en commandite n'a exercé aucune activité entre sa date de constitution et la date de l'état de la situation financière, à l'exception de l'émission de parts de société en commandite (les « parts ») en contrepartie de trésorerie. Le commandité de la société en commandite est Goodman GP Ltd. (le « commandité »). Le gestionnaire de la société en commandite est Goodman & Company, Investment Counsel Inc. (le « gestionnaire »). Le commandité est une filiale en propriété exclusive du gestionnaire. Le siège social et bureau principal du commandité est situé au 1 Adelaide Street East, Suite 2100, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

L'état de la situation financière présente la situation financière de la société en commandite et, comme tel, ne comprend pas tous les actifs et passifs du commanditaire et du commandité. La société en commandite a l'intention de fournir des liquidités aux commanditaires avant le 1^{er} juillet 2016.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables qui ont servi à la préparation du présent état financier sont décrites ci-après.

Base d'établissement

L'état financier a été préparé selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les IFRS requièrent que la direction fasse preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la société en commandite et l'utilisation de certaines estimations comptables critiques qui influent sur les montants présentés au titre des actifs, des passifs, des revenus et des charges de tout exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales méthodes comptables qui seront appliquées par la société en commandite aux fins de l'établissement de ses états financiers sont résumées ci-après.

Aucune autre norme, interprétation ou modification apportée à des normes actuelles, appliquées pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2014, ne devrait avoir une incidence significative sur la société en commandite.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la société en commandite.

Frais d'émission

Les frais d'émission engagés dans le cadre du placement sont imputés aux capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie est composée de dépôts en espèces et est inscrite à sa valeur comptable.

Évaluation des parts de la société en commandite aux fins des opérations

La valeur liquidative par part pour un jour donné est obtenue en divisant la valeur liquidative pour ce jour par le nombre de parts alors en circulation.

3. CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

La société en commandité est autorisée à émettre un nombre illimité de parts. Chaque part assujettit son porteur aux mêmes obligations qu'un porteur de toute autre part et lui accorde les mêmes droits, y compris le droit de voter à toutes les assemblées des commanditaires et de participer à parts égales aux distributions effectuées par la société en commandite. Il n'existe aucune restriction quant au nombre maximal de parts qu'un commanditaire peut détenir dans la société, sous réserve du nombre maximal de parts pouvant être détenues par des « institutions financières » et sous réserve des dispositions des lois et des règlements sur les valeurs mobilières concernant les offres publiques d'achat. Cependant, le nombre minimal de parts devant être souscrites est de cinq par souscripteur.

À la date de constitution de la société en commandite, le commandité a fait un apport de 10 \$ au capital de la société en commandite, et une part a été émise en faveur de CMP Amalgamation II Corporation, société affiliée au commandité et commanditaire initial de la société en commandite, contre un montant en trésorerie de 1 000 \$.

4. NATURE DES ACTIVITÉS

La société en commandite cherche à investir dans des actions accréditives et d'autres titres de sociétés de ressources conformément à des objectifs et à des stratégies de placement définis, sous réserve de certaines restrictions. Comme c'est le cas pour la plupart des véhicules de placement de ce genre, la société en commandite est exposée à divers facteurs de risque, dont, entre autres, l'inexistence d'un marché public pour les parts de la société en commandite, les risques inhérents à l'exploration de ressources, les variations défavorables de la valeur des titres que détiendra la société en commandite et l'illiquidité des actions accréditives et des autres titres, s'il en est, de sociétés de ressources détenus par la société en commandite.

5. VERSEMENTS AU COMMANDITÉ

La gestion de la société en commandite incombera au commandité, conformément aux dispositions de la convention de société en commandite, mais celui-ci a délégué la gestion des affaires et des opérations courantes au gestionnaire, conformément à la convention de gestion. Une part de 0,01 % du bénéfice net et de la perte nette de la société en commandite sera attribuée au commandité.

Les frais payés par le commandité dans le cadre de ses services, y compris les honoraires, lui seront remboursés.

6. VERSEMENTS AU GESTIONNAIRE

Conformément aux dispositions de la convention de gestion, la société en commandite a retenu les services du gestionnaire pour qu'il lui fournisse des services d'investissement, de gestion, d'administration et d'autres services. Le gestionnaire aura droit, pendant la période commençant à la date de la clôture initiale et se terminant à la date la plus rapprochée entre i) la date d'effet de l'événement de liquidité, et ii) la date de dissolution de la société, à des frais de gestion annuels correspondant à 2 % de la valeur liquidative, payables mensuellement en espèces, à terme échu, et calculés en fonction de la valeur liquidative à la fin du mois précédent et proportionnellement pour tout mois incomplet.

Le gestionnaire aura également droit à une prime de rendement, s'il y a lieu, versée sur une base de parts correspondant à 20 % de l'excédent sur 1 120 \$ de la valeur liquidative par part à la date du versement de

la prime de rendement (compte non tenu de la prime de rendement), plus toutes distributions par part versées durant la période comprise entre la date de la clôture initiale et la date de la prime de rendement.

Dans le cadre de certains placements de la société en commandite, le gestionnaire peut retenir les services de conseillers indépendants pour effectuer des examens préalables d'entreprises, d'actifs, de biens et de réserves minérales. Les frais engagés par le gestionnaire relativement aux services de ces conseillers indépendants peuvent être imputés au coût à la société en commandite, au gré du commandité.

7. FRAIS ENGAGÉS PAR LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

La quote-part de tous frais de placement de la société en commandite est plafonnée à 2 % du produit brut du placement (200 000 \$ dans le cas du placement minimal) et sera portée en diminution des capitaux propres. Le gestionnaire prendra en charge tous frais de placement qui dépassent ce montant.

La société en commandite acquittera tous les frais d'exploitation et d'administration (y compris les taxes applicables). Ces frais comprennent a) les frais d'impression et d'envoi par la poste des rapports périodiques à l'intention des commanditaires; b) les honoraires d'audit, les frais payables au dépositaire et les frais juridiques; c) les taxes et les droits de dépôt réglementaires courants; d) les frais relatifs aux opérations financières, à la tenue des registres et à la communication de l'information aux commanditaires ainsi qu'aux services administratifs généraux; e) la quote-part des frais payables au comité d'examen indépendant; f) les menues dépenses raisonnables engagées par le gestionnaire, par le commandité ou leurs mandataires dans le cadre de leurs obligations courantes envers la société en commandite; g) les charges d'intérêts liées à la facilité de crédit; h) les frais liés aux opérations de placement. La société en commandite financera les frais courants à même les montants réservés provenant des produits bruts ou des produits de la vente d'actions accréditatives détenues par la société en commandite.

La société en commandite paiera également les dépenses engagées en cas de dissolution de la société en commandite ou d'un événement de liquidité. Elle prévoit actuellement réaliser une opération de roulement d'OPC, mais si le gestionnaire décide de ne pas réaliser une telle opération, la société convoquera une assemblée extraordinaire pour examiner une opération de liquidité de rechange devant être approuvée par voie de résolution extraordinaire. En vertu de l'opération de liquidité, la société peut transférer son actif, sur une base de report d'impôt, à un émetteur inscrit qui peut être géré par un membre du groupe du commandité.

8. OPÉRATION IMPORTANTE

Le 30 janvier 2014, la société en commandite a conclu une convention de placement pour compte visant l'émission et la vente d'un nombre maximal de 100 000 parts de la société en commandite au prix de 1 000 \$ la part (le « placement ») dans le cadre d'un placement pour compte, en vertu d'un prospectus daté du 30 janvier 2014. La rémunération des placeurs pour compte de 57,50 \$ par part (5,75 %) due en vertu de la convention de placement sera payée par la société en commandite à partir des fonds empruntés par celle-ci en vertu de la facilité de crédit prévue à cet effet et sera inscrite comme un changement au capital.

9. FACILITÉ DE CRÉDIT

Dans le cadre du placement, la société en commandite conclura une facilité de crédit (la « facilité de crédit ») à la date de clôture initiale avec une banque à charte canadienne affiliée à BMO Nesbitt Burns Inc., un des placeurs pour compte. La facilité de crédit sera exclusivement utilisée pour financer la rémunération des placeurs pour compte et les frais liés à ce placement qui sont payables par la société en commandite.

En vertu de la facilité de crédit, la société en commandite pourra emprunter un montant maximal correspondant au total de la rémunération des placeurs pour compte et des frais liés à ce placement, montant ne devant pas dépasser 7,75 % des produits bruts. Si la valeur du total de l'actif de la société en commandite diminue, le montant maximal qu'elle pourra emprunter correspondra à 25 % de la valeur du total de l'actif de la société en commandite (ou approximativement 33 % de la valeur liquidative de la société en commandite). Par conséquent, le financement maximal que la société en commandite pourra tirer de la facilité de crédit représentera 1,33:1 (total de l'actif, y compris les positions financées, divisé par la valeur liquidative de la société en commandite). En vertu de la facilité de crédit, les obligations de la société en commandite seront garanties par les actifs détenus par la société en commandite.

ATTESTATION DE LA SOCIÉTÉ, DU GESTIONNAIRE ET DES PROMOTEURS

Le 30 janvier 2014

Le présent prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du présent placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada.

GOODMAN GP LTD.

(signé) MURRAY JOHN
Président et chef de la direction du commandité

(signé) LUCIE PRESOT
Chef des finances du commandité

Au nom du conseil d'administration de Goodman GP Ltd., en tant que commandité,
pour le compte de la société

(signé) NED GOODMAN
Administrateur

(signé) BRETT WHALEN
Administrateur

Au nom des promoteurs

GOODMAN GP LTD. en tant que promoteur

(signé) MURRAY JOHN
Chef de la direction

GOODMAN & COMPANY, INVESTMENT COUNSEL INC., en tant que gestionnaire et promoteur

(signé) NED GOODMAN
Chef de la direction

(signé) LUCIE PRESOT
Chef des finances

Au nom du conseil d'administration de Goodman & Company, Investment Counsel Inc.,
en tant que gestionnaire et promoteur

(signé) NED GOODMAN
Administrateur

(signé) LUCIE PRESOT
Administratrice

(signé) MURRAY JOHN
Administrateur

ATTESTATION DES PLACEURS POUR COMPTE

Le 30 janvier 2014

À notre connaissance, le présent prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du présent placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada.

SCOTIA CAPITAUX INC.

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.

**RBC DOMINION VALEURS
MOBILIÈRES INC.**

Par : (signé) FAROOQ N.P. MOOSA

Par : (signé) MICHAEL D. SHUH

Par : (signé) EDWARD JACKSON

**FINANCIÈRE BANQUE
NATIONALE INC.**

Par : (signé) TIMOTHY D.
EVANS

**BMO NESBITT
BURNS INC.**

**VALEURS MOBILIÈRES
DUNDEE LTÉE.**

**VALEURS MOBILIÈRES
TD INC.**

Par : (signé) ROBIN G.
TESSIER

Par : (signé) AARON UNGER

Par : (signé) CAMERON
GOODNOUGH

**VALEURS MOBILIÈRES
BURGEONVEST BICK**

**CORPORATION
CANACCORD
GENUITY**

**VALEURS MOBILIÈRES
DESJARDINS INC.**

**GMP VALEURS
MOBILIÈRES S.E.C.**

**RAYMOND JAMES
LTÉE**

Par : (signé) VILMA
JONES

Par : (signé) RON
SEDRAN

Par : (signé) BETH A.
SHAW

Par : (signé) NEIL M.
SELFE

Par : (signé) J.
GRAHAM FELL